

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA
MUNICIPALITÉ LYONNAISE

Sous l'Ancien Régime

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Lundi 11 Juin 1900

PAR

Eugène COURBIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSEURS

3, RUE STELLA, 3

—
1900

LA
MUNICIPALITÉ LYONNAISE
Sous l'Ancien Régime

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

LA

MUNICIPALITE LYONNAISE

Sous l'Ancien Régime



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Lundi 11 Juin 1900

PAR

Eugène COURBIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESEURS

3, RUE STELLA, 3

1900

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.
MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.
THALLER, I. ☉, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.
ROUGIER, I. ☉, professeur d'Économie politique.
COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.
PIC, A. ☉, professeur de Droit international public.
BARTIN, I. ☉, professeur de Droit civil.
SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques, en mission.
APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.
BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.
LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.
JOSSE RAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.
BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire de Doctrines économiques.
HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.
BECQ, A. ☼, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. CAILLEMER, Président;
LAMBERT, Agrégé;
LAMEIRE, Agrégé.

A MA MÈRE

A MON PÈRE

PRÉFACE

En écrivant cet ouvrage nous nous sommes proposés de faire revivre aux yeux des contemporains l'une des plus curieuses et des plus importantes institutions lyonnaises.

L'histoire de notre ancienne Municipalité ou, pour parler plus exactement du Consulat lyonnais, a été toujours trop rapidement étudiée dans les traités généraux écrits sur la ville de Lyon. Beaucoup d'auteurs ont commis de graves erreurs en voulant retracer soit l'origine de la commune lyonnaise, soit l'histoire du Consulat dans les temps modernes. Dans le cours de notre étude nous ferons notre possible pour éviter le même écueil en nous appuyant sans cesse sur les textes authentiques dont la plupart sont encore aux Archives de la Ville.

L'histoire des institutions municipales de Lyon étant en elle-même assez embrouillée, nous l'étudierons à un double point de vue. Dans une première partie nous nous occuperons seulement de l'évolution historique du Consulat. Nous exa-

minerons son origine, sa marche à travers le moyen âge, sa lutte avec la royauté, sa réorganisation complète par cette dernière qui, en pratiquant la théorie du pouvoir absolu, a fini par faire du Consulat une branche du pouvoir royal, nous le suivrons enfin pas à pas jusqu'à sa disparition en 1790.

Dans une seconde partie nous nous occuperons spécialement du pouvoir consulaire et de ses attributions juridictionnelles. Alors seulement il nous sera possible de juger de sa force et de son autorité.

Nous manquerions à un devoir de gratitude si nous omettions de remercier ici les personnes qui ont bien voulu nous faciliter dans nos longues recherches : M. Caillemer, doyen de la Faculté de Droit, dont la connaissance des vieilles institutions lyonnaises est appréciée de tous ceux qui s'intéressent à ces questions ; M. Charléty, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres, dont les études sur l'ancien Lyon sont le guide le plus sûr et le plus fidèle en pareille matière ; M. Favier, l'archiviste de la Ville, dont la constante affabilité nous a permis de mener à bonne fin la tâche que nous nous sommes imposée.

Eugène COURBIS.

INTRODUCTION

Des origines à l'année 1336

La période la plus obscure de l'histoire de la Municipalité lyonnaise, celle qui a donné lieu à de longues et vives controverses, celle qui a permis, à beaucoup d'esprits quelque peu subtils et ingénieux, de créer des hypothèses, prises à la longue pour des réalités et que chacun s'est ensuite efforcé de rendre encore plus vraisemblables en s'appuyant sur des textes antidatés, cette période, disons-nous, part du milieu du XII^e siècle pour se terminer à la fin du XIII^e.

Il est nécessaire d'examiner rapidement ces longues années de troubles, d'y prendre les grands événements caractéristiques pouvant nous permettre d'assigner une date à l'origine de la commune lyonnaise, date bien difficile à préciser, bien contestée jusqu'à ce jour.

Limitant nos recherches, nous remonterons jusqu'en 1155, époque de l'épiscopat d'Héraclius.

Sous cet archevêque, Lyon était déchiré par les luttes sanglantes intervenues entre les comtes du Forez et l'Eglise. Profitant du séjour à Arbois de l'empereur Frédéric Barberousse, Héraclius se fit, en 1157, reconnaître par une bulle d'or, tous les droits souverains et sur Lyon et sur les terres de l'archevêché ; concession maladroite et funeste qui réveilla un foyer de haines mal éteint et dont les conséquences furent la prise de Lyon par les comtes du Forez, l'expulsion de l'archevêque par les soldats du comte.

Cet état dura jusqu'à l'année 1167. Le pape Alexandre III fit alors signer un arbitrage par les deux partis. Cet arbitrage attribuait la juridiction administrative et judiciaire sur la ville de Lyon par moitié à l'archevêque et aux comtes du Forez ; en ce qui concernait la perception des revenus, le partage s'opérait également par moitié.

Lyon avait donc deux maîtres également jaloux de leurs droits. Dans de semblables conditions, les premiers lésés furent les contribuables, c'est-à-dire, les citoyens (bourgeois et peuple).

Jusqu'à ce jour nous ne les avons pas encore vu intervenir dans le partage des pouvoirs ; ils assistent, sinon impassibles, du moins impuissants aux chocs des deux grands rivaux : l'archevêque et le comte, n'ayant qu'un seul souci, celui d'éviter les rançons toujours lourdes que s'attribue le vainqueur.

L'arbitrage de 1167 signé, la situation devint intolérable : officiers du comte, officiers de l'archevêque

font rentrer les impôts, le plus souvent deux fois. Les protestations du peuple, faibles d'abord, menaçantes ensuite, firent aboutir au traité de 1173, en vertu duquel le comte se réserva toute la juridiction du pays du Forez, l'archevêque celle de Lyon et du Lyonnais.

Ce traité faisait de Lyon une ville essentiellement ecclésiastique ; la juridiction appartenait en entier à l'archevêque et aux chanoines-comtes. L'archevêque était le chef suprême, son sénéchal remplissait les doubles fonctions de chef de la justice et de chef de l'administration.

Le Chapitre, qui comprenait les chanoines de Saint-Jean et de Saint-Just, avait ses biens particuliers et nommait pour leur administration des officiers spéciaux.

Bien qu'il y eut unité au point de vue du caractère ecclésiastique de l'administration et de la justice, il y avait, en réalité, dualité de pouvoirs dont le point de départ se trouvait être, l'archevêque d'une part, le Chapitre d'autre part. Et les vexations, les injustices, qui avaient eu lieu sous l'empire du traité de 1167 reprirent de plus belle cette fois, mais avec un autre caractère. Ces deux puissances qui, en présence de l'ennemi commun, ne formaient plus qu'un seul et même corps, firent pleuvoir une nuée d'impôts sur les citoyens de Lyon pour subvenir à des besoins sans cesse grandissants. Pour mémoire nous en énumérerons quelques-uns : la taille, droit essentiellement roturier, qui fit murmurer Lyon, cette ancienne cité romaine ayant joui du *jus italicum* ; la dîme, les lods, droit portant sur les ventes et mutations ; les leydes, droits portant sur les marchandises vendues dans les marchés ; et

enfin les droits ruineux résultant de l'exercice de la justice ecclésiastique. Saisis par les officiers de l'archevêque, les Lyonnais, à peine débarrassés de leurs griffes, tombaient souvent entre les mains des officiers du Chapitre et s'estimaient encore bienheureux quand un supplice n'était pas l'épilogue de leur triste odyssée.

On peut dire sans se tromper, je le crois, que l'archevêque, seul maître du pouvoir, seul chef de toute la justice et de toute l'administration, eut facilement pu maintenir son autorité pendant longtemps; mais ce qui précipita l'avènement de la commune, ce fut l'attitude du Chapitre, composé des plus nobles et des plus arrogants de Lyon, pour qui le souffle d'indépendance passant chez le peuple était un « abominable esprit de nouveauté ».

A partir de cette époque (1190) vont, comme nous le verrons sous peu, se succéder une série de faits très caractéristiques, à intervalles répétés, faits qui marquent un changement dans l'esprit de la population lyonnaise, une tendance de la part des bourgeois et du peuple à lutter contre l'Eglise, ayant pour résultat final l'installation du pouvoir municipal et la reconnaissance de sa suprématie.

Préciser l'époque de l'origine de la commune lyonnaise est une chose assez difficile. Les avis des historiens sont multiples. Les uns prétendent faire descendre l'organisation municipale de notre ville de l'ancienne municipalité romaine, idée déjà bien vieille et presque complètement abandonnée; d'autres (1) soutiennent

(1) Guigue. *Bibliothèque historique du Lyonnais*, (une erreur historique).

que durant tout le ^{xii}^e siècle aucune tentative ne fut essayée par les citoyens et, par conséquent, cherchent l'origine de la commune dans les premières années du ^{xiii}^e; d'autres enfin (1) lui assignent une date fixe, l'année 1195, et font même remonter à cette époque une institution dont nous aurons à parler : La Cinquantaine.

Dans toutes ces opinions, il y a, croyons-nous, une part d'erreur et de vérité. Nous allons essayer en nous attachant aux textes eux-mêmes d'indiquer notre avis.

Sans doute, il y eut des mécontentements populaires pendant une grande partie du ^{xii}^e siècle, mais est-ce bien là l'origine unique de la commune? Non. Un pareil résultat n'est pas, ne peut pas être l'œuvre d'un jour, c'est le produit d'une longue et bien lente évolution. Et cette évolution a commencé lorsque l'archevêque, seul maître avec le Chapitre, a eu exercé, quelques années durant, le pouvoir concédé par le traité de 1173 : une série de faits, parfois minimes, insignifiants en eux-mêmes (insultes à des bourgeois par les officiers de l'Eglise, vexations dans le recrutement des impôts), ont lentement, bien lentement fait naître chez les Lyonnais le désir de se gouverner eux-mêmes.

Le premier fait caractéristique à signaler, en parcourant les actes bien rares de cette époque, se trouve dans le traité de 1193 intervenu entre l'archevêque Renaud de Forez, le doyen Etienne et tout le Chapitre, d'une part; et les citoyens, d'autre part (2), Les citoyens

(1) Montfalcon. *Histoire de Lyon* (tome I),

(2) *Cartulaire Municipal* de Villeneuve, p. 376.

rachètent moyennant 20,000 sols le droit qu'avaient l'archevêque et le Chapitre de taxer les denrées vendues dans la cité. De plus, l'archevêque et le Chapitre ne pourront accorder dans la ville de sauf-conduit qu'une seule fois à celui qui aurait pris un habitant de la cité, à moins que ce ne fût à l'occasion d'une guerre soutenue par l'archevêque; hors ce cas, ajoute le texte, le sauf-conduit ne pourra être accordé que par celui qui aurait été détenu *ou par le consentement de quatre citoyens élus ad hoc par les bourgeois*.

A notre avis, cet acte a une grande importance, il nous montre un double phénomène : l'idée de communauté naissant parmi les citoyens à l'occasion du rachat d'un impôt, le respect de la personnalité des bourgeois.

Si le traité de 1193 avait été respecté, la longue période de luttes dans laquelle nous allons rentrer se serait peut-être trouvée sinon définitivement ajournée du moins reculée; malheureusement, malgré les serments échangés, les officiers de l'Eglise recommencèrent leurs vexations. Les citoyens dès l'année 1206 sont de nouveau en lutte avec l'archevêque, toujours pour la même question, les levées d'impôts. *Iste sunt consuetudines de quibus erat discordia inter cives Lugduneuses et ecclesias* (1). Ces coutumes concernaient les tarifs et conditions de perception des droits de péage, les amendes perçues à l'occasion de rixes entre citoyens, les droits de vente du vin nouveau, au mois d'août. Grâce à leurs réclamations, ils obtiennent de l'archevêque la remise du péage de Béchevelin; mais la même

(1) *Cart. Municip.*, p. 104.

année, les troubles recommencèrent et l'on dut alors traiter fermement. La cité ne se contentait plus de vaines promesses, elle voulait quelque insigne de sa puissance naissante : elle réclamait les clefs de la ville. Dans la transaction qui intervint avec l'archevêque Reynaud, il fut décidé (1) que les bonnes coutumes de ladite ville seraient gardées et que, s'il survenait à leur sujet quelque différend, il serait réglé par quatre clercs et par quatre citoyens élus ; enfin, les clefs des portes anciennes et nouvelles de la ville devaient irrévocablement demeurer, sept années durant, entre les mains des citoyens.

Cette transaction a un nouveau caractère, on autorise la cité à régler elle-même ses différends en nommant quatre citoyens, c'est le premier acte de ce genre que l'on trouve dans l'histoire de Lyon, c'est aussi, peut-être une des lointaines et nombreuses origines du Consulat. Deux années s'écoulaient à peine, un nouveau traité (2) intervient encore entre les citoyens, l'archevêque et le Chapitre. Ce traité, que nous allons résumer en quelques lignes, jette un jour particulier sur la commune lyonnaise. Il fut décidé, au mois de septembre 1208, sous la médiation d'Eude duc de Bourgogne, pour faire cesser l'état de guerre ouverte qui régnait entre les gens d'Eglise et les laïques, il fut décidé que, la garde et les clefs de la ville seraient remises à Eude jusqu'à la première quinzaine de Pâques et reviendraient ensuite à l'archevêque et au

(1) Chappe, t. 2, 9.

(2) Chappe, t. 2, 11.

Chapitre (violation du traité de 1206); que l'archevêque ne devait pas confisquer les biens des citoyens, ni en faire mourir aucun, qu'il recouvrait de plein droit le domaine, la juridiction et la possession de toute la cité; enfin, fait très important, les citoyens juraient de ne jamais faire aucune conspiration, aucun serment de communauté: *juraverunt cives nullam conspirationem vel juramentum communitatis vel consulatus ullo unquam tempore se facturos, exeptis sacramentis que fiunt licite super societatibus mercationum contraendis.*

Il est à noter que ce traité contient au dos la mention suivante : « C'est un accord que l'archevêque disait avoir fait avec la ville et qui ne vaut rien ». Cette mention est très significative. L'Eglise force les citoyens à prêter le serment énoncé plus haut, cela semble indiquer qu'il y avait déjà eu des tentatives de liberté; car, vouloir les empêcher pour l'avenir, c'est bien en prévoir le retour. Ce texte officiel nous montre donc d'une façon définitive que des communautés politiques ont existé, mais comment fonctionnèrent-elles? Là est le mystère. C'est tout au plus si l'on sait que les bourgeois se réunirent primitivement, avant la construction de l'église Saint-Jacquème, dans la salle des chanoines, place du Petit-Change, mais ils en furent chassés par le Chapitre qui voyait naître le foyer révolutionnaire. Et alors, les réunions se firent un peu partout; sans doute, on nommait quelques notables, un très petit nombre, chargés d'aller formuler au nom de la masse des revendications bien légitimes. Malheureusement, en l'absence de textes, nous ne pouvons qu'émettre une simple hypothèse.

Quoi qu'il en soit, dès l'année 1208, le mouvement communal commence à se dessiner, et il a eu pour point de départ une série de faits se rattachant tous à des questions d'impôts.

Retracer toutes les luttes opiniâtres qui éclatèrent entre les deux partis serait chose fastidieuse. Notre but étant d'arriver le plus rapidement à l'installation définitive de l'autorité municipale à Lyon, nous ne noterons que les grands événements se rattachant directement à notre question.

L'autorité des citoyens prend de jour en jour plus d'importance, et deux faits, préparatoires à la dernière période des grandes luttes, sont à signaler : l'affaire du sénéchal Gaudemar, et le concile tenu à Lyon sous la présidence d'Innocent IV.

En l'année 1233, un officier de l'archevêque, le sénéchal Gaudemar, voulut revenir sur certaines promesses faites aux Lyonnais et imposer à nouveau le vin (1). Des troubles éclatèrent aussitôt, une enquête fut alors ordonnée où les intéressés prouvèrent par témoins qu'ils étaient exempts de ce droit. L'archevêque fut obligé de rapporter cette mesure.

Quelques années plus tard, en 1244, Innocent IV, chassé d'Italie, vint se réfugier à Lyon. Ce pape transfuge tint dans notre ville un grand concile où des questions nombreuses furent agitées, on y excommunia des rois, on déposséda de grands dignitaires ecclésiastiques. Innocent IV prit les citoyens lyonnais sous sa protection, ses chers fils comme il les appelait et il poussa

(1) *Cartulaire Municipal*, p. 167.

même la complaisance jusqu'à ordonner de les recevoir comme familiers du Saint-Siège toutes les fois que leur présence à Rome serait nécessaire. Ayant certains griefs contre le Chapitre, le pape cherchait secrètement à envenimer une lutte dont il espérait retirer quelques profits. Ce fut un encouragement pour les bourgeois qui ne firent qu'accentuer leurs prétentions.

A l'appui moral d'Innocent IV, vinrent encore s'ajouter les exhortations des seigneurs voisins : les ducs de Savoie, les comtes de Nevers, les ducs de Bourgogne, et secrètement la royauté. Fort de tous ces appuis, Lyon n'attendait plus qu'une occasion pour secouer définitivement son joug : la démission de l'archevêque Philippe de Savoie fut le signal (1248-1268).

Durant ce long interrègne, le siège archiépiscopal fut vacant et les vexations du Chapitre reprirent de plus belle. Désormais les revendications de la cité changèrent complètement de caractère. Les questions d'impôts furent mises au second plan, et l'on se plaça exclusivement sur le terrain de la compétence des Chapitres Saint-Jean et Saint-Just, au point de vue de la juridiction temporelle.

Une réunion des citoyens, en l'année 1267 (1), décida de nommer quatre d'entre eux, en leur donnant un mandat général d'agir. Il fut décidé, qu'en ce qui concernait la juridiction, tout serait remis dans l'état où c'était lors de la démission de Philippe de Savoie. Tous les serments postérieurs furent annulés et un délai fut accordé du 4 février à la Pentecôte pour « arranger

(1) Chappe, t. 2, 21.

les prétentions de chacun ». Ajoutons de suite que cet accord demeura sans résultat.

Deux années étaient à peine écoulées qu'un acte arbitraire et maladroit du Chapitre, en 1269, fut le signal définitif de la lutte sanglante dont nous allons dire quelques mots.

Les officiers du Chapitre firent arrêter au commencement de 1269, un bourgeois du nom de Nicolas Amadoris. Aussitôt l'émeute éclate avec violence, les bourgeois s'arment, forment des bandes appelées pen-nonages, chacune dirigée par un chef; on met la ville en état de défense, les chaînes sont tendues dans les rues et dans la Saône, et l'on s'empare des clefs de la ville et de l'une des tours du pont de la Saône.

La situation menaçait de devenir très grave quand l'archevêque de Vienne finit par réussir à faire signer une trêve de 28 jours, le 27 juin 1269 (1) entre d'une part, les Chapitres de Saint-Jean et de Saint-Just et d'autre part les citoyens. Les hostilités étaient suspendues, les chaînes des rivières détendues, les prisonniers relâchés. Soixante citoyens jurèrent d'observer ladite trêve, se rendirent cautions pour le reste de la ville et nommèrent pour procureurs, chargés de négocier, les notables suivants : Jean de Forez, Guillaume le Blanc, Etienne Flourens, Mathieu de Feurs, Jean Liotard.

La paix fut de courte durée, quelques mois après les hostilités reprirent avec plus de fureur. Les bourgeois, enrégimentés passèrent le pont de Saône, surprirent la garnison du Chapitre de Saint-Jean, s'emparèrent du

(1) *Cart. Municipal*, 379.

cloître, massacrèrent la plus grande partie de ses défenseurs et poursuivirent les survivants jusqu'à Saint-Just, couvent fortifié qui servit d'asile suprême aux deux Chapitres. Un assaut fut donné mais il échoua. Alors, pour ne pas perdre les avantages gagnés, les Lyonnais construisirent un fort sur le Gourguillon (à l'emplacement où se trouve actuellement la Chambre des Notaires) et empêchèrent les assiégés de sortir du couvent de Saint-Just. L'église appela à son secours tous ses vassaux ; les bourgeois se réorganisèrent sous le commandement de Humbert de la Tour, reprirent Saint-Jean et le fort du Gourguillon d'où ils avaient été repoussés, et vinrent, par deux fois encore, échouer sous les murs de Saint-Just. Malgré une sanglante mais indécise bataille, malgré un assaut furieux donné au mois de novembre, les chanoines ne purent être délogés. Alors, pour se venger des atrocités commises par ces derniers qui avaient fait ravager tous les bords de la Saône jusqu'à Neuville par leurs partisans, les citoyens de Lyon (et nous entendons sous cette dénomination l'ensemble des bourgeois et du peuple et non le bas-peuple comme on l'a prétendu) firent une incursion sur les terres de l'Eglise et saccagèrent Ecully, Couzon (1).

(1) *Cart. Municipal*, page 393 et s. — Il est à remarquer que certains auteurs ont prétendu voir dans cette marche sur Ecully et Couzon, une marche de la populace lyonnaise, et que les bourgeois auraient été étrangers à ce mouvement. C'est une erreur. Les dépositions des témoins de ces scènes nous donnent des noms de gens très notables. C'est ainsi que nous avons pu relever parmi les organisateurs des massacres d'Ecully, les noms suivants : Josserand

Sur ces entrefaites, 1270, la royauté intervint pour la première fois dans les luttes lyonnaises. Louis IX fut déclaré arbitre. Les hostilités cessaient, on faisait l'échange des prisonniers, on restituait Saint-Jean au Chapitre ; tout était remis dans l'état où l'on se trouvait lors de la démission de Philippe de Savoie, mais le roi recevait en dépôt la justice temporelle : il institua à cet effet un officier à Lyon ; ce fut de courte durée, car dès 1273, l'archevêque reconquit cette juridiction.

Cette sentence resta inexécutée, saint Louis partit pour la Terre Sainte où il mourut. La guerre recommença, mais se termina peu à peu. Quel fut le résultat de cette lutte ?

Il fut double comme le dit Bonnassieux (1) : « la constitution de la commune lyonnaise qui dès lors existe, a des armes, un sceau ; l'établissement de la royauté à Lyon. »

Le traité de 1271 vint définitivement terminer les querelles. La sentence rendue par l'évêque Girard d'Autun donna satisfaction aux citoyens dans une certaine mesure (2). La remise des clefs de la ville, des portes du Pont du Rhône, de Saint-Marcel, Saint-Georges et Bourg-Neuf, fut faite à deux citoyens, Jean

de Ranée, Barthélemy de Varey, P. de Plastre, Perronet de Fuer, André d'Albon.

Enfin, ce qui indique bien qu'il y avait le tout Lyon, c'est la variété des étendards sur le champ de bataille : les bannières des corps de métiers divers, celle de Saint-Georges, celle de Bourg-Neuf, etc. — Cartulaire, p. 398.

(1) Bonnassieux. *De la réunion de Lyon à la France*, p. 37.

(2) Chappe, t., 2. 31.

de Lozanne et Bernard Malient ; mais, en ce qui concernait l'administration de la ville, l'archevêque fut intransigeant. Les citoyens avaient, dit ce texte, établi douze d'entre eux pour régir et gouverner la ville, ce qui avait du reste provoqué de la part du pouvoir archiépiscopal un interdit sur tout Lyon, la juridiction ordinaire étant la juridiction de l'Eglise. Il fut décidé que les douze citoyens n'auraient aucune juridiction sur les autres habitants, qu'ils ne pourraient lever aucun impôt (1).

Au point où nous en sommes arrivés, nous pouvons dire que la commune existe en fait sinon en droit. Désormais, le Chapitre est bien vaincu et il n'exercera plus la juridiction ou du moins son influence sera à peu près nulle. Mais, avec le traité de 1271, nous venons de voir apparaître douze citoyens nommés pour diriger les affaires de la ville. Faut-il en conclure que le Consulat ou corps municipal existait malgré l'archevêque ? Il y a beaucoup d'obscurité sur ce point. On a dit qu'il exis-

(1) La même année, la question d'attribution des pouvoirs municipaux fut portée devant le Parlement de Paris. Le Chapitre prétendit que les citoyens ne devaient pas être admis à plaider par l'intermédiaire de leur procureur puisqu'il n'y avait à Lyon, ni communauté, ni université : il soutint également que le sceau dont se servait le procureur de la commune avait été gravé pendant et à l'occasion de la lutte contre l'Eglise et qu'il ne fallait pas en tenir compte. Le procureur de la ville soutint au nom des citoyens qu'ils avaient le droit de former une communauté, de faire graver un sceau et de se faire représenter. Cette réponse était fondée en droit ; malgré tout, l'arrêt du Parlement décida qu'il fallait condamner l'usage du sceau, le roi n'ayant pas donné l'autorisation ; mais, en ce qui concernait la question de savoir si les habitants de Lyon pouvaient se dire : *cives, populus et universitas*, l'arrêt fut muet. —

Voir les *Olim*, I, p. 933.

tait un grand Conseil appelé la Cinquantaine, délibérant sur toutes les grandes questions, et que, à côté, était en quelque sorte un petit Conseil, formé d'une délégation de quelques citoyens nommés aux élections. Le but de cette délégation temporaire aurait été de s'occuper de telle ou telle question, de régler telle ou telle affaire litigieuse ; petit Conseil composé de procureurs ou de notables, à nombre variable, non permanent et seulement pour les besoins de la cause.

Que valent ces assertions ?

En ce qui concerne la Cinquantaine, tout le monde en a parlé, et tout le monde a commis la même erreur jusqu'à nos jours. *A priori*, la cinquantaine, disent les historiens, est une institution composée de 50 citoyens qui dirigeait et gouvernait la ville. Mais quand on cherche des textes faisant allusion à cette prétendue institution, on n'en trouve aucun. C'est tout au plus si, dans Ménestrier, on rencontre, à la fin de son *Histoire consulaire*, au titre des Preuves, un texte parlant de la Cinquantaine : *et omnes alios de quinquagenaria, seu de numero de quinquaginta, de quorum consilio, tractatu et assensu prædicta dicuntur attentata...* (1). Mais, où l'on devient perplexe sur la valeur de ces opinions diverses, c'est quand on nous présente les listes des premiers membres qui composèrent la Cinquantaine, nous trouvons alors au lieu de 50 noms, 70 et même 76 noms.

Un savant archiviste lyonnais, M. Guigue, est venu

(1) Ménestrier. *Preuves*, p. 9.

éclaircir un peu la question (1). En comparant la liste donnée par Ménestrier comme étant celle des premiers membres de la Cinquantaine, liste reproduite par tous les historiens postérieurs, en comparant cette liste à celle des cautions du traité de 1269, M. Guigue a trouvé la même similitude dans les noms et le même ordre. Or, il n'est pas douteux que Ménestrier a copié cette liste des cautions et en a fait la liste de la prétendue Cinquantaine. Nous n'avons donc pas de véritable liste de la Cinquantaine ; voilà un premier point certain.

Quant à savoir à quelle date la Cinquantaine a existé, si toutefois elle a existé, nous rejetterons de suite la date proposée par Monfalcon, celle de 1195. A cette époque, il n'y a, en fait, aucune institution précise. Nous croirions plutôt que la date de 1270 serait plus exacte. Nous allons essayer, du reste, de le montrer.

Si la Cinquantaine a réellement existé, ce dont nous doutons en l'absence de textes authentiques, les citoyens qui la composaient n'étaient point des membres du Consulat qui dirigeaient les affaires publiques, qui administraient la ville, c'étaient bien plutôt des gouverneurs, des sortes de capitaines de pennonnage, en un mot, des chefs de guerre, ou, pour parler comme le vieux Paradin, ils formaient « la superintendance de la guerre ». Et ce qui le prouve, c'est que l'on entend parler de la Cinquantaine pendant les guerres de 1269 à 1271. Une fois la paix revenue, aucun historien ne signale plus son existence. Enfin, comme dernière

(1) Guigue. *Bibliothèque historique du Lyonnais*. (Une erreur historique.)

preuve de ce que nous avançons, nous dirons : Si la Cinquantaine avait été réellement chargée des affaires de la ville, l'évêque d'Autun, Girard, lors du traité de 1271, l'aurait bien signalée, et, dans sa réponse aux citoyens, aurait déclaré que, pas plus que l'institution des Douze citoyens, l'institution des Cinquante ne devait survivre (1).

Cette question épuisée, nous dirons qu'en réalité, ce qui est certain, c'est que, toutes les fois que les citoyens avaient besoin de formuler une revendication, de se défendre en justice, de soutenir un droit contesté, ils se réunissaient au son de la grosse cloche dans l'église Saint-Nizier, et là, nommaient des délégués en nombre très variable, suivant l'importance de l'affaire. C'est, du reste, ce que nous allons voir se développer de 1271 à 1320, dernière période d'achèvement de la commune lyonnaise.

Le roi saint Louis avait, on se le rappelle, en 1270, rempli le rôle d'arbitre lors de la grande guerre entre l'Eglise et les citoyens. A cette occasion, il se fit attribuer, à titre de dépositaire, la juridiction temporelle et institua un officier à Lyon, relevant directement du bailli de Mâcon, et chargé de rendre la justice. Dès

(1) Nous signalerons, entre autre opinion, celle de Vital de Valous, dans une étude sur la chapelle Saint-Jacques : la Cinquantaine était un grand Conseil, composé des 12 conseillers et des 38 chefs de métiers ! Nous remarquerons simplement qu'il y avait 30 maîtres de métiers en 1352, et que, par conséquent, ce nombre de 38, à l'époque où nous sommes, nous paraît beaucoup trop exagéré.

1273, l'archevêque s'empara de nouveau de la juridiction temporelle, mais il la garda pour lui seul.

A dater de cette époque, l'œuvre de la commune prend une consistance de plus en plus grande. Il existe en permanence des syndics ou procureurs nommés par les assemblées publiques et nantis de pouvoirs généraux. L'Eglise est obligée de compter avec la Cité. L'archevêque frappe-t-il d'excommunication les Lyonnais qui se mettent sous la protection du roi de France, aussitôt on en appelle au Saint-Siège, qui lève la sentence (1). L'archevêque lui-même s'absente-t-il de Lyon, son vicaire confère la juridiction à un nommé Gaudemar, « à charge pour ce dernier de ne rien faire sans avoir appelé dix conseillers et habitants de Lyon (2) ».

A leurs propres forces, vient s'ajouter l'appui moral du roi Philippe le Bel, qui, par l'intermédiaire de son gardiateur, protège tous les habitants de la ville de Lyon. Il va même parfois jusqu'à ordonner à son officier de forcer l'archevêque à révoquer les lettres qu'il écrit aux citoyens pour leur interdire de contribuer aux collectes faites parmi eux et par eux, dans l'intérêt de la ville même (3).

Une autre fois, c'est une lettre royale envoyée à ce même gardiateur, lui reprochant de ne pas aller assez vite dans la répression des injures faites aux Lyonnais ; ou bien encore c'est une autorisation donnant aux habitants de Lyon le droit de lever un denier par livre sur

(1) Chappe, 2, 47.

(2) Chappe, 2, 37.

(3) Chappe, 2, 57.

toutes les marchandises vendues dans la cité et de réparer leurs murailles avec cet argent (1); ou enfin, c'est encore un ordre à son gardiateur de Lyon de « forcer l'archevêque même par la détention de ses biens temporels, à révoquer toutes les défenses qu'il a faites, *les citoyens lyonnais étant des personnes libres* et pouvant se placer sous la garde royale.

Nous pouvons, dès à présent, constater que les Lyonnais ont acquis de grands avantages; encore un pas et le Consulat est définitivement créé. En réalité, il est implicitement reconnu par le roi, mais, aux yeux de l'Eglise, toute association politique est encore nulle. Nous savons que les citoyens ont leurs finances, ils peuvent s'imposer, forts de l'autorisation royale. Chaque année, au son de la grosse cloche de Saint-Nizier, la partie la meilleure de la ville (*pars senior et melior*) se réunit dans le cimetière et là nomme ses syndics, procureurs. Ou bien on proroge les mandats de ceux qui les ont fidèlement remplis, tels ceux de Rollet Cassard et Guillaume Boyer (2), ou bien on en nomme de nouveaux, *facimus et constituimus atque creamus nostros syndicos...* comme disent les textes. Quant au nombre, aucune règle fixe, tantôt, deux; trois, quatre, tantôt douze, tantôt quinze comme en 1298. Et chaque fois on trace le mandat des nouveaux élus, qui est de soutenir les intérêts de la cité en toute circonstance, contre n'importe qui *et præcipue cum domino archiepiscopo Lugdunense præsentis ac futuro et capitulo Lugdunense*. Il est à remar-

(1) *Cartulaire*, p. 37.

(2) *Cartulaire*, p. 411 et s.

quer que c'est sans doute là le devoir le plus important, car on le rencontre dans presque tous les actes jusqu'en 1320. A ce devoir s'en joignent beaucoup d'autres, nous les trouvons énumérés dans le premier syndicat qui existe encore, celui de 1298 (1). Les syndics doivent diriger toutes les affaires, représenter les citoyens en justice aussi bien à Lyon qu'au dehors, voire même au Parlement de Paris, et tant en demandant qu'en défendant. De plus, ce que deux ou plusieurs syndics auront commencé, les autres pourront l'achever. Enfin, chose assez importante et nouvelle, le mandat donné, l'est une fois pour toutes, c'est-à-dire qu'il est général, s'appliquant à tous les syndics, mais en même temps on spécifie qu'il est également donné à deux ou trois d'entre eux qui peuvent alors traiter séparément.

Ce nombre des syndics a toujours varié jusqu'en 1320. Ainsi, en 1300, nous en voyons nommer treize, en 1301, cinq seulement. A quoi tient cette variation ? C'est une preuve bien évidente qu'il n'y avait pas un corps définitivement constitué, on nommait un nombre plus ou moins grand de procureurs, syndics, suivant les besoins, parfois même on se réunissait à n'importe quelle époque et l'on élisait quelques citoyens mandataires. En parcourant les premiers syndicats qui nous sont restés, ou leurs copies, nous pouvons assurer qu'il n'y avait aucune date fixe.

Les luttes qui semblaient terminées entre l'Eglise et les citoyens reprirent dès l'année 1299 pour durer jusqu'en mai 1302. L'archevêque fut cependant, dès

(1) *Cartulaire*, p. 424.

le mois de février 1299, obligé de reconnaître la suprématie royale à Lyon; malgré cela, il refusa de lever l'interdit lancé sur la ville qui, quelques années auparavant, s'était placée sous la protection du roi Philippe le Bel. Ce ne fut que cinq ans après, en 1304, qu'eut lieu la levée de l'interdit dans un traité d'amitié survenu entre l'archevêque et les citoyens, traité d'où le Chapitre fut exclu.

On nous excusera si nous sommes obligés souvent de faire une part à l'histoire générale. Malheureusement, l'histoire d'une institution aussi considérable que le Consulat est un peu l'histoire d'une ville et, fréquemment, on ne peut, sans être incomplet, séparer ces deux choses.

Philippe le Bel guerroyait en Flandre; après la bataille de Courtray il vit ses ressources pécuniaires diminuer considérablement et fut très heureux de trouver un prêteur dans la personne du Chapitre et de l'archevêque de Lyon. Une sorte de rapprochement se fit entre les deux puissances et quand le roi vint à Lyon (1305-1306), un premier projet de traité fut élaboré. On devait aboutir aux célèbres Philippines. Parmi les principales questions agitées dans ce projet, nous ne prendrons que celles intéressant directement notre sujet. On y voyait entre autres choses que les confréries ou associations politiques devaient être interdites entre citoyens sous peine de la confiscation des biens (1). Ce projet n'eut pas de suite. Des délégués de l'Eglise furent

(1) Archives nationales, *Trésor de Chartes*, J J 5, n° 31 (cité par Bonnassieux. *Réunion de Lyon à la France*, page 85).

envoyés à Paris pour traiter ferme, les citoyens nommèrent quatre procureurs, en 1306, pour prendre part aux délibérations, mais il n'y furent jamais conviés.

Dans la conclusion de ce fameux traité, l'Eglise chercha l'occasion de reprendre tous les avantages que lui avait enlevés la guerre de 1269-1270, aussi, dans ses propositions, insère-t-elle des mesures si rigoureuses contre les citoyens que le roi lui-même dut y mettre un frein. En septembre 1307, le traité était signé et les Philippines, comme on les appela désormais, marquaient une sorte de triomphe pour l'Eglise, un arrêt dans la marche de la commune lyonnaise.

Ne prenant dans ce traité que ce qui nous intéresse directement nous y voyons ce qui suit : La justice était désormais exercée par l'archevêque et le Chapitre ; la défense et la garde de la ville étaient données à un homme étranger qui, changé, chaque année, n'aurait aucune juridiction (1) ; les citoyens ne pouvaient former aucune association politique, tous les privilèges accordés aux Lyonnais pendant les guerres civiles étaient retirés ; tout citoyen coupable d'enfreindre ces ordres serait puni (2).

Comment la ville de Lyon allait-elle accepter une pareille entrave à ses libertés ? Pour prévenir toute manifestation, le roi, par lettres-patentes, donna ordre à ses officiers de faire connaître officiellement le traité aux citoyens. Ceux-ci ne se trompaient pas sur les consé-

(1) Chappe, 2, 91.

(2) Archives nationale. *Trésor de Chartres*, J 265, n° 32 (rapporté par Bonnassieux, p. 95).

quences des Philippines, on avait traité sans eux, ils devaient refuser leur approbation ; ce fut ce qui arriva. Sans doute ils reconnaissaient bien que le roi devait avoir toute la juridiction supérieure ; que l'archevêque exercerait la justice ordinaire nonobstant appel, mais ils déclarèrent formellement que leur ville était libre et que l'on ne pouvait leur imposer des servitudes⁽¹⁾ sans leur consentement. Ils ne cessèrent pas de protester contre ce traité d'où on les avait exclus, et il faut bien remarquer que, si les habitants de la province ratifièrent les Philippines, jamais les citoyens de Lyon ne s'y soumirent.

Pierre de Savoie fut nommé archevêque en 1308 ; il refusa de prêter le serment de fidélité au roi, désavouant ainsi les Philippines. Il dénonça le traité aux citoyens, leur disant qu'il ne voulait pas faire usage d'un « traité fait en France » (Lyon n'était pas encore annexé à la couronne) comme étant préjudiciable à l'Eglise et à la cité. Pierre de Savoie alla même plus loin. Il ordonna à Guillaume de Marzé, son vicaire, d'examiner avec quelques citoyens le traité et de révoquer tous les articles préjudiciables à la ville, à ses franchises et à ses libertés ⁽²⁾.

Quelques jours après, les citoyens se réunirent, déclarèrent n'avoir jamais eu connaissance du traité et le désavouèrent solennellement. L'archevêque en rébellion contre l'autorité royale, fut assiégé dans son château de Pierre Scize, arrêté et conduit à Paris. Il ne recouvra son siège qu'en 1312. Pendant cette vacance, le Cha-

(1) Chappe, 2, 91, 97.

(2) Chappe, 2, 99.

pitre déclara avoir l'administration de la ville et s'engagea à ne pas faire exécuter le traité de 1307 (1).

Cinq années plus tard, sur les instances répétées des citoyens, les Philippines furent officiellement révoquées (1312). Un accord entre Pierre de Savoie et Philippe V régla définitivement la situation : l'archevêque en reprenant son siège recouvrait la justice haute, moyenne et basse dans la ville sous la réserve de la souveraineté royale.

Dans toute cette lutte la cité lyonnaise avait nettement fait sentir sa force. Un pas de plus et la commune devenait une organisation officielle. Ce pas fut fait le 21 juin 1320; date mémorable qui doit rester gravé dans la mémoire de tous les Lyonnais : ce jour-là fut promulgué l'acte le plus important, l'acte de vitalité du Consulat : la consécration officielle par l'archevêque et la reconnaissance par lui des privilèges et franchises des citoyens de Lyon. Nous devons insister sur cet acte dont une analyse détaillée en fera ressortir la haute importance.

Désormais, de par l'autorisation de l'archevêque, les citoyens pourront s'assembler, nommer et avoir des consuls ou conseillers pour les affaires de la cité, ils auront la faculté de créer des syndics ou procureurs, et enfin ils leur est permis de posséder un sceau et des archives pour conserver leurs privilèges et papiers. *Arca communem habere pro litteris suis et privilegiis...* dit le texte.

En ce qui concerne les impôts nécessaires pour

(1) Chappe, 2, 101.

subvenir aux besoins de la cité, la charte décida que les citoyens pourraient s'imposer une taille. Pour lever cet impôt on devait observer les usages existants, c'est-à-dire que dix des plus anciens conseillers de la cité devaient venir auprès de l'archevêque et prêter serment entre ses mains d'imposer justement et régulièrement. Une fois la collecte imposée, le seigneur archevêque devait déléguer deux personnes « badillos », sur la réquisition des citoyens, pour la levée de l'impôt et l'exécution.

La garde des portes et des clefs de la ville ainsi que la police appartenaient définitivement à la cité, et les habitants pouvaient prendre les armes toutes les fois que l'autorité consulaire ou archiépiscopale l'exigeraient.

Pour la justice, elle devait appartenir à l'archevêque à l'exclusion du Chapitre; les amendes de la ville seraient enfin taxées d'une manière fixe et invariable. Hormis les cas d'homicide, trahison ou vol, aucune information ne serait faite contre les citoyens et jamais ils ne pourraient être cités hors de Lyon.

Tel est dans son ensemble l'esprit de la charte municipale de Pierre de Savoie. Comme l'on peut en juger, elle est d'une importance capitale. Elle marque nettement la fin de la première phase de l'évolution du régime municipale de la ville Lyon, le triomphe définitif de la commune sur le pouvoir ecclésiastique. Il faut néanmoins reconnaître qu'il restait encore beaucoup à faire, l'archevêque détenait toujours la justice temporelle. A ce titre il était tout puissant, il avait ses tribunaux et une pléiade d'officiers; de plus, il pouvait, en ce qui concernait les impôts, s'ingérer dans les affaires de la cité.

Par cette charte cependant, Pierre de Savoie créait un troisième pouvoir : le pouvoir municipal. Désormais, nous verrons ce pouvoir s'organiser, croître de jour en jour lutter contre la royauté pendant plus d'un siècle, l'arrêter dans sa marche menaçante, puis absorbé par sa rivale, comme lui-même avait absorbé le pouvoir ecclésiastique. Essentiellement démocratique au début, le Consulat gardera pendant longtemps ce caractère ; il ne faut pas toutefois omettre de signaler une tendance de la part de la bourgeoisie à s'approprier la plénitude du pouvoir consulaire. Vaine tentative qui, en 1330, fut l'occasion d'une sentence arbitrale rendue par l'archidiacre Guillaume de Fuer (1) : La garde des portes de la ville devait être désormais confiée à trois citoyens, un bourgeois, un artisan, un homme du peuple.

Dans toute élection au Conseil de la ville, on choisirait à l'avenir deux hommes du peuple qui auraient le même pouvoir et la même autorité que les autres consuls ; de plus, toutes les lettres qui contenaient les privilèges accordés à la ville par les papes, empereurs, rois, archevêques et autres devaient être mises dans une arche à trois clefs différentes et gardées l'une par un bourgeois, la deuxième par un artisan, la troisième par un homme du peuple.

Cet acte aura pour nous une importance bien plus grande quand nous étudierons la lutte de la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir. Il était cependant utile de le mentionner à sa date.

Six ans plus tard, le 14 décembre, l'installation offi-

(1) Chappe, 2, 157.

cielle du Consulat eut lieu à l'Ile-Barbe, sous les auspices de la royauté et en présence du lieutenant du bailli de Mâcon, Barthélemy de Montbrison. Les citoyens lyonnais, pour la garantie de leurs privilèges si durement achetés, en avaient demandé l'expédition authentique et l'enregistrement. Huit conseillers furent chargés d'assister à cette importante cérémonie qui confirmait aux yeux de tous la charte de Pierre de Savoie. Rappelons leurs noms pour mémoire. Ce furent : Bernard Hugon, dit Baron ; Peron Caprarius ; Aymon de Durche ; Ludovic de Varey ; Pierre de Pomper ; Hugon Guigneus ; Barthélemy de Varey ; Stéphane de Ville-Neuve.

Désormais, les conseillers-consuls, comme on les appellera longtemps, sont reconnus les seuls représentants de la cité, ils pourront traiter en son nom et engager sa propre responsabilité par leurs actes. Le Consulat était créé vis-à-vis de tous, plus rien ne pouvait le faire disparaître.

LIVRE PREMIER

Le Consulat jusqu'à la Révolution

CHAPITRE PREMIER

Le Consulat de 1336 à la fin du XV^e siècle

En examinant la situation de la ville de Lyon, à l'époque où nous en sommes arrivés, nous pouvons constater que trois forces dominant la cité : le roi, les citoyens, l'archevêque. Mais ici, tandis que cette dernière puissance perd chaque jour son influence, influence usée complètement par les abus, les courants d'idées et de besoins nouveaux, les deux autres forces, au contraire, encore bien jeunes, à peine naissantes, mais d'une vigueur exceptionnelle, vont suivre une marche ascendante, vont s'équilibrer jusqu'à la fin du xv^e siècle.

(1) *Cartulaire Municipal*, p. 141, 143.

Afin d'étudier le plus complètement possible le Consulat pendant ces longues années, nous nous proposons d'examiner le régime municipal à un double point de vue. Dans une première section, nous prendrons le Consulat dans ses rapports avec les citoyens ; puis, dans un deuxième paragraphe, le Consulat dans ses rapports avec la royauté.

SECTION PREMIÈRE

Le Consulat dans ses rapports avec la Cité

Les privilèges et franchises de la ville de Lyon, solennellement enregistrés à l'Ile-Barbe en 1336, les citoyens assurés désormais de conserver un pouvoir si durement acquis, il ne restait plus qu'à organiser définitivement le corps municipal qui allait gouverner la ville pendant plus de cinq siècles. C'est précisément cette organisation et le fonctionnement du mécanisme consulaire qui vont faire l'objet de notre étude présente. La période que nous allons examiner s'étend de l'année 1336 à l'année 1500, c'est une des périodes les plus curieuses de l'histoire du Consulat ; mais, malheureusement, par suite de l'absence de beaucoup de pièces, par suite des grandes difficultés que l'on rencontre en déchiffrant les textes de cette époque, nous n'oserions avoir la prétention d'être complet.

Pour jeter un peu de clarté sur le sujet, nous nous proposons de faire une distinction bien nette. Il faut remarquer que, de l'année 1336 à l'année 1447, le trait

caractéristique du Consulat est d'être essentiellement démocratique. A partir de 1447, la haute bourgeoisie s'impose et finit, à la fin du xiv^e siècle, ou pour être plus exact dans les premières années du xv^e, par exclure d'une façon complète l'élément populaire de la direction des affaires publiques et de l'élection des magistrats consulaires. Le Consulat deviendra alors une oligarchie bourgeoise, « un pouvoir qui se recrutera lui-même », comme l'a dit un historien lyonnais (1).

La première question à nous poser est celle de savoir comment l'on nommait les conseillers de ville ou consuls? Les seuls documents pouvant nous renseigner à cet égard et dont quelques-uns nous sont parvenus, contiennent la mention des élections de ces consuls et leur confirmation par le peuple : ces actes portent le nom de *syndicats* (2). Nous avons eu l'occasion, chemin faisant, d'examiner ceux de 1294, 1297, 1300, 1308. Pour la période qui nous occupe, le plus ancien qui nous reste porte la date de 1352, il fera l'objet d'un paragraphe spécial.

Jadis, avant la reconnaissance de la commune, le peuple s'assemblait soit à Saint-Jacques, soit à Saint-Nizier (dans l'église ou dans le cimetière) et là, nommait *directement* ses procureurs-syndics ou représentants officieux. La commune établie, ce mode d'élection allait changer. Désormais, l'élection directe par le peuple disparaît pour toujours et se trouve remplacée par une élection à deux degrés. Chaque métier était organisé en

(1) Marc-Guyaz (*passim*).

(2) Ils sont renfermés dans les archives *série B B*.

corporation. Les membres de la même corporation se réunissaient et procédaient à la nomination de deux maîtres des métiers. Une fois les votes terminés et les résultats connus, les maîtres des métiers, élus par la volonté populaire, formaient le corps, dit corps des maîtres des métiers ou maîtres-gardes, corps électoral, qui avait pour devoir de se réunir à l'église Saint-Jacquème et d'y procéder à l'élection des conseillers de ville ou consuls dont l'ensemble formait le Consulat.

Quand les conseillers étaient nommés, on rédigeait un procès-verbal d'élection ou syndicat, et quelques jours après on le soumettait à l'approbation du peuple réuni à cette occasion dans l'église Saint-Nizier, au son de la grosse cloche.

Tel fut le mode originaire de l'élection des consuls, mode essentiellement démocratique puisque, comme nous l'avons vu, le consentement populaire se manifeste doublement : d'abord par l'élection des maîtres des métiers, par l'acceptation des élus de ces derniers ensuite.

Faut-il croire cependant, comme le prétend un historien (1), que ce mode d'élection dura jusqu'à la fin du xiv^e siècle ? Ce fut, sans aucun doute, le mode originaire, mais ce fut celui-là seulement. Sans pouvoir préciser, faute de textes, la date exacte de la fin de ce premier système électoral, nous pouvons affirmer que, seize ans après la cérémonie de l'Ile-Barbe, un changement considérable s'était déjà produit. Au syndicat de 1352, en effet, nous voyons apparaître une

(1) Marc-Guyaz. *Institutions Municipales. Passim.*

nouvelle organisation (1). Ce ne sont plus les corporations entières qui nomment leurs maîtres des métiers, chargés eux-mêmes de désigner les consuls; ce sont les consuls qui, un mois avant de sortir de charge désignent quels seront les maîtres de métiers qui composeront le corps électoral. C'est ce que nous voyons écrit dans le syndicat de 1352: « de même veulent ledit peuple et mestro des métiers et enjoignent auxdits conseillers qu'ils aviron un mois de la fin de leur terme, élisant mestro de mestier por l'atro an à venir, liquals mestros devont eslire les conseillers et appublier le conseil por l'atro an advenir ».

Et cela va durer jusqu'à l'année 1447, époque à laquelle un changement radical s'opèrera. Il ne faut pas croire que le caractère démocratique de l'élection a changé complètement et que le peuple est éloigné des affaires de la cité. En 1372, nous voyons notamment que le syndicat, dressé pour autoriser une commission spéciale à prêter serment de fidélité au roi, émane de tous les citoyens qui ont nominativement et individuellement prêté serment. De plus, dans la confirmation des élections des consuls, à l'inverse de ce qui se passera au xv^e siècle, les assemblées générales comprennent « tout le peuple de l'université de Lyon, et *en outre* la *pars melior* et *senior* de la ville ».

Comment le Consulat était-il organisé?

Le nombre des conseillers était fixé à douze. De représentants officieux qu'ils étaient avant 1336, ils deviennent représentants officiels et portent désormais les

(1) Archives Municipales. BB. 367.

noms de conseillers ou de consuls. Ces consuls étaient nommés pour un an, et chaque année il fallait procéder à une nouvelle élection totale. Rien ne prouve cependant que l'on ne pouvait les réélire,¹ si on feuillette quelques copies de syndicats, on aperçoit souvent les mêmes noms revenir plusieurs années de suite (1). Entre les douze conseillers, il n'y avait aucune priorité, tous avaient la même autorité.

Quels étaient les pouvoirs des consuls lyonnais de 1336 à 1447? Le mandat donné était annuel; bien qu'il fût renouvelé lors de chaque élection, il restait en principe le même. Les consuls avaient une autorité relativement étendue. Ils avaient le droit de traiter, au nom de l'universalité des citoyens, toutes les questions intéressant la commune, ils pouvaient imposer les habitants autant qu'ils le jugeaient nécessaire et poursuivre les débiteurs des deniers publics. Outre ces charges, les conseillers devaient encore (les syndicats de 1352 et 1355 insistent beaucoup sur ce point) (2) faire redresser les torts que l'on pouvait commettre envers les pauvres citoyens et si ces torts touchaient l'intérêt général ils devaient le faire, même aux dépens de la communauté. Le sceau de la ville était déposé dans un coffre à quatre clefs, et chacune d'elles confiée à un conseiller. Chaque année le Consulat devait nommer « une personne capable » dont la charge exclusive était de visiter le plus souvent les portes, murs, terreaux et fortifications de la ville.

(1) Voir le registre BB, 379, aux Archives Municipales.

(2) Archives Municipales. BB, 367.

Des collecteurs étaient chargés de faire rentrer les impôts, les consuls devaient leur faire rendre leurs comptes, et leur enjoignaient parfois de chercher l'arriéré de plusieurs années, afin d'améliorer la situation financière de la ville (syndicat de 1352, BB, 367).

Durant toute cette période le Consulat semble s'être occupé avec un soin paternel de l'intérêt des citoyens. C'était un devoir en même temps qu'un honneur d'être conseiller. Charge gratuite, onéreuse toutefois, elle était exercée non pas par les riches bourgeois, comme on l'a prétendu. Nous la voyons remplie par de petits marchands de profession humble et variée : espiciers, merciers, taverniers... pour employer les expressions de l'époque.

Aux douze conseillers formant le Consulat proprement dit, s'adjoignait un procureur-secrétaire dont les fonctions étaient plutôt celles d'un scribe. Mais cette organisation simple fut de courte durée ; à mesure que la ville se développait, des questions multiples pouvaient se présenter et entraîner de sérieuses difficultés dans leur résolution. Les conseillers, en administrateurs diligents, le prévurent de bonne heure, et, grâce à leurs démarches, ils finirent par obtenir du peuple et des maîtres des métiers le droit de s'adjoindre certaines personnes, des gens experts qui leur donnaient leur avis et plaidaient les affaires de la ville (1). Le syndicat

(1) Nous ferons une simple remarque à ce sujet : On voit que le Consulat est obligé de demander l'autorisation aux maîtres des métiers, il ne peut rien innover de lui-même. Cette observation aura plus d'importance quand nous arriverons à l'année 1447. Nous y reviendrons.

de 1355 précise cette innovation : Trois notables sont désignés à cet effet, chacun fait sa semaine et ils sont salariés aux frais de la commune. Trois ans plus tard, dans le syndicat de 1358(1) le mandat de ces « gens experts » se définit encore mieux, Afin, dit ce syndicat, que le menu peuple soit mieux administré, et que toutes choses soient mieux faites, les conseillers élus sont autorisés à nommer deux ou trois personnes convenables qui seront rémunérés suivant la volonté des consuls. Ces personnes seront chargées de mener à fin et d'exécuter tout ce que les conseillers leur ordonneront, ce seront les « exécuteurs dudit conseil » Ils étaient tenus de venir aux séances, à la première réquisition.

Cette mesure est d'une importance capitale, elle est le germe d'une autre qui suivra plus tard : la rémunération des charges de conseillers de la ville (2).

Deux syndicats, l'un de 1369, l'autre de 1435, nous montrent la transformation. Dans celui de 1369, les conseillers chargent Aymar de Villeneuve « de lever et recouvrer tous les arraiges quelconques et por qu'il soit plus diligent, il soit satisfait sur les biens communs ». Cet Aymar de Villeneuve devint, dans la suite, conseiller. En 1435, l'évolution est accomplie, on ne va plus chercher en dehors des gens experts, on les prend parmi les conseillers. Les quatre, les plus diligents du Conseil, seront chargés du travail des anciens « exécuteurs du Conseil », mais, avec la charge, ils

(1) Archives Municipales. BB, 367.

(2) Voir à ce sujet l'opuscule de Vital de Valous (œuvres diverses).

eurent les bénéfices, car le Syndicat dit qu'il leur sera alloué 25 royaux d'or chacun, par année. Afin d'assurer la bonne exécution, un contrôle était établi : les autres conseillers devaient rendre compte du résultat final des « quatre plus diligents » aux maîtres des métiers.

Le Consulat avait le droit de s'assembler à toute heure de la journée et n'importe quel jour, même le vendredi (syndicat de 1355), et ce, soit à l'église Saint-Jacques, soit ailleurs, pour « entendre parler et ruminar sus los faicts de la dicta universita ».

Comme nous l'avons dit plus haut, son administration fut une administration sage et prévoyante, quelques faits nous sont parvenus et nous les signalerons à titre de curiosité. En 1338, onze conseillers transigent avec les sieurs Jean Raymond et Pierre Chamassin qui avaient le droit de percevoir une taxe sur les mesures de vin vendu au détail (1).

Quelques années avant, le Consulat se chargeait de l'entretien du Pont du Rhône, œuvre bien lourde pour ses faibles ressources, et qui avait ruiné les religieux de Haute-Combe, et les moines de Chassagne.

En 1389, il intervient, dans un but d'intérêt général, à propos des tuiliers de la ville. Il fait un accord au nom des citoyens avec cette corporation dont les produits ne valaient pas ceux de jadis. Désormais, les tuiles devaient être bien cuites, bien composées, leurs dimensions étaient fixées d'avance et les moules devaient être déposés dans les archives communes (2).

(1) *Cartulaire Municipal*, p. 176.

(2) *Cartulaire Municipal*, p. 204.

Nous avons terminé cette première partie de la période qui nous occupe. Il nous reste, pour en finir avec ce premier chapitre, à examiner le Consulat dans ses rapports avec les citoyens de l'année 1447 à l'année 1500.

Durant la dernière moitié du ^{xv}^e siècle, le Consulat va subir une évolution *lente et profonde*. La Municipalité lyonnaise, essentiellement démocratique au début, va devenir une oligarchie bourgeoise. Ce sera, peu à peu, le triomphe de l'aristocratie financière, et ce régime, digne devancier du régime prévôtal, flétrissant la volonté populaire, aboutira à la fin de notre époque à l'édit célèbre de Charles VIII, qui accordera la noblesse aux conseillers de Lyon.

Le premier acte important qui marque un changement dans l'organisation consulaire est le syndicat de l'année 1447 (1); il va nous arrêter quelques instants et il nous permettra de rectifier certaines erreurs d'historiens lyonnais qui, oublieux de se référer aux textes originaux, se sont, trop souvent parfois, contentés d'opinions émises par leurs devanciers. On a prétendu que ce syndicat constatait une innovation dans l'organisation municipale. C'est une grande erreur. En portant à deux ans la durée des fonctions consulaires et en renouvelant les consuls par moitié chaque année, l'acte de 1447 ne créait rien de nouveau, il ne faisait que rétablir un ancien état de choses disparu depuis longtemps, mais dont l'existence n'est pas douteuse, car les termes mêmes du syndicat sont formels : « ainsi que

(1) Archives municipales, BB, 369.

autrefois fut advisé et ordonné par le peuple de ladicté Université, iceulx maistres des métiers voulant ensuivre et entretenir l'ordonnance susdite pour interruption de laquelle plusieurs dommaiges et inconvenients se sont réunis et advenus..... ». Il est donc de toute évidence que c'était non une création, mais une simple rénovation.

Les consuls étaient auparavant, du moins, dans tous les syndicats qui nous sont parvenus, nommés pour une année et rééligibles (1).

Désormais, ce mode d'élection allait disparaître. Revenant à une ancienne coutume, comme nous l'avons indiqué, le syndicat de 1447 décida que les douze consuls-échevins seraient à l'avenir nommés pour deux années. Chaque année à la Saint-Thomas, le 21 décembre, on renouvelerait le conseil par moitié (2). Six conseillers anciens étaient retenus, six nouveaux étaient nommés. Sur les douze, six devaient habiter du côté de l'empire, c'est-à-dire du côté du Rhône ; six du côté du royaume (côté de la Saône). Les motifs allégués pour justifier la prolongation du mandat consulaire étaient très justes : nommer douze conseillers pour un an seulement, c'était ne pas leur donner le temps de s'instruire et de connaître les affaires de la cité, car, disait le syndicat, « ils ont fini et passé leur année tellement qu'ils ne peuvent achever de mettre fin et choses par

(1) Pour avoir une idée nette de la réélection, voir Archives municipales, BB, 379, et Brossette, *Eloge historique de Lyon*. Dans ce dernier ouvrage se trouve un tableau complet des élections des consuls aux xiv^e et xv^e siècles.

(2) Archives municipales BB, 369. Syndicat de 1447.

eulx commencées ». Prière était faite aux anciens conseillers « retenus et nommés pour l'an advenir » de mettre leurs nouveaux collègues au courant.

Ce syndicat de 1447 a innové quelque chose de très important. Nous voulons parler de la rémunération des charges de conseillers. Généralement, on signale à peine ce dernier fait. C'est un tort, croyons-nous. En effet, nous sommes loin de l'époque où c'était un honneur et un devoir d'être magistrat municipal ; dans les premières années de ce régime démocratique, non seulement on exerçait gratuitement les fonctions consulaires, mais parfois même les élus avançaient leur propre argent pour subvenir aux besoins de la cité. Et alors dans ces premiers syndicats on mentionnait toujours à la fin, la réserve suivante « et ce sous la garantie de l'hypothèque de biens de toute la communauté et université ». A partir de l'année 1447, les six anciens conseillers restants sont rémunérés à raison de vingt livres tournois chacun. « Lesdits six conseillers de l'année
« présente et eslus comme dessus auront et prendront
« de gaiges pour ladite année advenir, par le vouloir et
« ordonnance des susdits Maîtres des Mestiers, c'est
« assavoir chacun d'iceulx six consuls, vingt livres
« tournois lesquels seront paiez et délivrés par le thé-
« saur des deniers communs et par les mandements
« des consuls nouveaux dessus nommés, c'est assavoir
« de trois en trois meis et ratre (au prorata) des dicts
« gaiges et selon le prorata du temps de leur dite
« année. »

En ce qui concerne le corps électoral des maîtres des métiers, aucune modification n'est apportée. Ce sont

toujours les consuls en charge qui désignent les maîtres des métiers, et ceux-ci à leur tour désignent les consuls. Le pouvoir consulaire continue à se recruter lui-même. Dès 1352 nous avons vu fonctionner ce système, mais, pendant la fin du xve siècle, le caractère aristocratique s'affermir en ce sens, c'est que ce seront presque constamment les mêmes grandes familles qui occuperont les charges consulaires. Maître des métiers d'abord, on devenait presque toujours consul ensuite. Le fait est très caractéristique en ce qui concerne les terriers, qui étaient la première corporation des maîtres des métiers. Ces terriers ont joué un rôle très important dans les élections consulaires (1). *Tous furent consuls*. Les auteurs sont généralement en désaccord quand il s'agit de définir exactement le « terrier ». La plupart disent que ce sont les deux plus anciens conseillers sortants que l'on nomme maîtres des métiers et qui servent de surveillants dans la nomination des maîtres des métiers chargés de désigner les consuls. C'est l'opinion de Rubys dans ses *Privilèges de la ville de Lyon* (2), c'est également celle de Monfalcon ; opinion erronée, croyons-nous. Sans doute, de 1369 à 1490, les terriers furent pris le plus souvent parmi les conseillers sortants, sans doute cela devint presque une règle pendant le xvi^e siècle, mais il ne faut pas s'appuyer sur cette double conséquence pour étayer toute une théorie sur cette classe. D'autres faits plus précis permettent de mieux définir ce qu'étaient en réalité les terriers. Nous appuyant tout d'abord sur

(1) Vital de Valous. *Les terriers*.

(2) Rubys, page 48.

la très intéressante monographie de Vital de Valous, nous dirons : la première condition pour être terrier fut, à l'origine, celle d'être propriétaire de terres. Condition essentielle sans doute mais non suffisante, comme nous le prouve un fait caractéristique. « En 1458, on procéda à la réfection du rôle des vaillants, c'est-à-dire à la revision du rôle des impôts, « des nommées » selon l'expression du ^{xv}^e siècle. Le Consulat, dans sa séance du 6 août 1458, ordonna que six personnes feraient ce travail parmi lesquelles se trouvaient deux terriers nommés par les douze consuls et maîtres des métiers. L'un d'eux, Girard de Varey, étant mort, son fils fut élu, mais son élection ne fut pas maintenue. Les motifs allégués par le Consulat furent les suivants : Il fallait élire comme terrier un homme « natif de la ville et extrait d'ancienneté de bourgeoisie ». Etre possesseur de terres, être né à Lyon de famille bourgeoise ancienne, n'exercer lors de l'élection aucun trafic, telles sont les seules et uniques conditions à réunir pour être terrier (1) ». Nous verrons plus tard au ^{xvi}^e siècle l'importance que prit ce corps. Enfin pour combattre l'opinion de Rubys, Montfalcon et de Marc-Guyaz, nous ferons remarquer que, lors du syndicat de 1447, les terriers n'eurent aucune influence dans la nomination des maîtres des métiers. Ces derniers furent nommés par neuf des conseillers sortants (2).

Cette question tranchée, revenons au corps électoral des maîtres des métiers. Cette assemblée joue pendant

(1) Vital de Valous (déjà cité).

(2) Archives municipales, BB, 369.

la fin du xv^e siècle le rôle d'une assemblée de contrôle. Le Consulat est bien maître de ses actes mais il doit toujours les faire approuver par les maîtres des métiers et les notables. A chaque occasion les maîtres-gardes savent faire sentir leur pouvoir. Faut-il lever un impôt, par exemple, le syndicat indique expressément que « s'ils (les consuls) conviennent faire aide ou collecte pour quelque cause que ce soit, que les dits consuls nouveaux ne le puissent faire ou mettre sans appeler à ce les maîtres des métiers en nombre suffisant et non autrement (1). »

Aux douze conseillers il faut adjoindre quelques autres fonctionnaires, fonctionnaires nommés par le Consulat et non élus par les maîtres des métiers. C'étaient le receveur ou trésorier des deniers communs, et le procureur-secrétaire. Tous les deux assistaient aux séances consulaires mais ils n'avaient pas voix délibératives (2). Il est vrai qu'à partir de l'année 1496, on dédoubla la charge de procureur-secrétaire : avec l'accroissement constant des affaires il fallait un fonctionnaire spécial chargé de la surveillance générale de la ville et de la répression des fraudes et abus ; ce fut l'œuvre du procureur de la ville. Son ancienne fonction de secrétaire fut attribuée à un greffier.

Chaque fois qu'il se présentait une vacance dans le corps municipal on y pourvoyait dans les mêmes formes que pour les élections générales. Rarement les douze conseillers siégeaient au complet et, si parfois ils n'étaient

(1) Syndicat de 1447, déjà cité.

(2) Chappe, t. 21, p. 87.

pas en nombre suffisant pour délibérer et conclure, on appelait alors les ex-consuls sous le nom de coadjuteurs. Temporairement ils remplaçaient leurs collègues absents et ainsi les affaires ne souffraient aucun retard. Les noms des ex-consuls, coadjuteurs étaient inscrits sur les registres des délibérations consulaires. Ceci s'est surtout passé de 1447 à 1499 (1).

Le peuple, déjà exclu depuis plusieurs années des affaires publiques, fut complètement mis à l'écart pendant la fin de ce siècle. Jadis, ne prenant plus part au vote des maîtres des métiers, il pouvait toutefois manifester son opinion dans les grandes assemblées où il était convoqué pour approuver les nominations proposées et la gestion des affaires communes. Désormais, ces grandes assemblées vont se transformer, et d'expression de la volonté populaire elles vont devenir l'expression de la volonté aristocratique. Ces assemblées générales dont on nous parle dans les textes, que comprennent-elles en réalité, à partir de 1450? Des anciens conseillers, des maîtres des métiers, des officiers de la ville et de la justice, quelques notables arbitrairement choisis et parfois des officiers de l'archevêque. Il est presque inutile d'ajouter que le peuple murmura souvent. Une révolte étouffée en l'année 1400, devait recommencer bientôt mais plus terrible, vains efforts populaires, car l'épée du roi alliée à la haute bourgeoisie lyonnaise allait trancher définitivement la tête à la rébellion.

Nous croyons avoir suffisamment montré le caractère

(1) Brossette. *Eloge historique de Lyon*, 3^e partie, p. 53.

de cette période finale. Il nous reste pour en finir, à examiner ce qu'a fait le Consulat et comment il s'est occupé des affaires municipales. En principe, on peut dire qu'aucun trait saillant ne marque l'histoire de l'administration consulaire.

Le Consulat s'est occupé à organiser une milice bourgeoise sur laquelle il devra compter plus tard lorsque le peuple se révoltera. C'est une des grandes organisations de l'ancien régime. Ici, nous ne ferons que la signaler seulement, nous proposant d'y revenir en détail dans la seconde partie de notre étude.

La question financière fut une des plus grandes préoccupations des Consuls. Comme nous le verrons un peu plus loin, il fallut souvent satisfaire aux exigences pécuniaires du roi. Pour pouvoir équilibrer le budget municipal une seule ressource était offerte, la création de nouveaux impôts. C'est ce qui eut lieu. En 1458, on revisa les « nommées » ou registres d'imposition. Une Commission composée de huit membres fut chargée de visiter tous les biens des citoyens et d'établir une nouvelle assiette de l'impôt.

Il serait fastidieux de rappeler toutes les taxes imposées par le Consulat. Nous en signalerons seulement quelques-unes, à titre d'exemple. En 1468, on leva un denier par livre pour la manufacture de la soie et 4 deniers pour les aides de guerre. Le 7 août 1480, une très forte imposition s'abattit encore sur la ville : une taille de 12 deniers pour livre fut levée à raison des sommes dues pour divers subsides au roi (1).

(1) Chappe, X, 9.

Outre les taxes imposées arbitrairement, le Consulat percevait le produit de presque tous les péages établis tant sur le Rhône que sur la Saône, et parmi eux le plus important était celui du Pont du Rhône. On peut évaluer sans exagération à 425.000 livres le montant des tailles levées sur les Lyonnais pendant les dernières années du x^v^e siècle, ce qui représenterait de nos jours la somme de 10 millions (1).

A tout cela il faudrait encore ajouter les taxes indirectes portant sur les denrées et produits divers pour la consommation (vins, sel, etc.).

Laissant de côté la question financière nous signalerons deux faits assez importants qui marquèrent la fin de cette période. Le Consulat eut plusieurs démêlés avec l'archevêque et ses officiers. Des procès nombreux éclatèrent entre eux, mais la municipalité triompha toujours. C'est ainsi qu'en 1479, ils purent forcer les ecclésiastiques à contribuer à la réparation des fortifications (2).

Pour l'honneur du Consulat, signalons enfin que c'est à cette époque qu'il faut faire remonter l'organisation de l'Hôpital général, et sa laïcisation. En 1478, en effet, les consuls demandèrent à l'archevêque l'autorisation de prendre aux moines de Chassagne la maison de l'hôpital du Pont du Rhône qui tombait en ruines. Ils s'engageaient au nom de la cité à relever tous les murs, à agrandir l'immeuble et à indemniser les moines actuellement détenteurs. Après un procès

(1) Clerjeon. *Histoire de Lyon*, t. IV, n° 239.

(2) Chappe, XII, 424.

intenté par les moines une transaction intervint, grâce à laquelle, ceux-ci se désistant moyennant finances, le Consulat devint le seul maître. Une bulle du pape Sixte IV, en 1400, confirma cette acquisition. Œuvre désormais civile et municipale, l'hôpital du Pont du Rhône ne fit que s'accroître grâce au dévouement des conseillers. Ils organisèrent des commissions, firent appel à la charité publique et purent ainsi rapidement augmenter le nombre des malades à secourir. Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, l'hôpital fut directement sous l'autorité des consuls qui portaient le nom de recteurs de l'Hôtel-Dieu. Plus tard, nous le verrons, on confia ces postes d'honneur à des hommes spéciaux pour qui une pareille charge était le piédestal le plus sûr pour arriver à la dignité de consul-échevin. Rendons un hommage à tous ces anciens recteurs dont la sage administration, la haute prévoyance et surtout le plus pur désintéressement ont contribué à faire grandir et prospérer une institution qui fait à juste titre l'orgueil du Lyon actuel.

Comment les citoyens ont-ils jugé l'administration municipale à cette époque ? Une acte de 1487 nous permet de répondre à la question : Une convocation des conseillers, notables et maîtres des métiers eut lieu, cette année-là et il y fut dit ce qui suit : « Que les con-
« seillers ont bien loyaulment et diligemment conseillé,
« pourveu, vacqué et entendu es faicts et affaires
« communes de ladite ville; *item* et non seulement les
« jours de mardi et jeudi, mais le plus souvent chacun
« jour de la sepmaine et non pas une, mais bien sou-
« vent deux fois le jour et tellement que pour les graves
« et urgentes affaires de ladite ville, ilz ont abandonné

« et entrelaissé les leurs propres..... mesmement,
« car il est advenu qu'il a esté nécessaire qu'ilz aient
« travaillé et jour et nuyct, voyre après qu'ils étaient
« couchéz en leurs litz, les fallait lever, feist froid ou
« chault, beau ou let, pleust ou vantast, pour aller
« pourvoir es nécessitez et affaires de la dicte ville (1). »

SECTION II

Le Consulat dans ses rapports avec le Roi

Bien avant l'établissement de la commune les rapports du Consulat et de la royauté ont été très fréquents. Auxiliaire de la ville dans sa lutte contre l'archevêque et le Chapitre, le roi s'est bientôt trouvé seul en face de la cité pour partager un pouvoir nouvellement conquis.

Dès 1336, ces deux forces naissantes ont cherché à s'établir le plus solidement possible et des heurts devaient tout naturellement se produire. Arrêter l'ambition royale sans cesse grandissante, tel fut pendant plus d'un siècle le but constant du Consulat. De son côté, le roi cherchera à s'implanter dans la ville de Lyon en y créant des officiers chargés de le représenter et de rendre la justice en son nom; mais l'esprit municipal, profondément ancré dans les citoyens, heureux de se gouverner eux-mêmes, sera le meilleur obstacle contre

(1) Archives municipales B B, 439.

les velléités royales. Durant toute cette période qui comprend 164 années, le Consulat sera généralement son maître et dans la plénitude de sa force; pour résumer en deux mots la situation, il gouvernera, le roi contrôlera.

Nous allons le voir, jaloux de ses droits, lutter avec fermeté contre les empiètements royaux, puis, vers la fin du ^{xv}^e siècle, sous un monarque autoritaire, Charles VIII, se laisser peu à peu subjuguier, amadouer par l'octroi de quelques privilèges dont les conséquences seront la perte de son indépendance politique.

On peut dire en principe que jusqu'à l'année 1394 le roi protège les citoyens lyonnais et leur municipalité. Il avait, en effet, besoin de leur aide pour finir sa lutte contre l'archevêque qui combattait ses officiers dans l'exercice de leurs fonctions. Cette lutte se termina du reste à l'avantage royal, grâce à un arrêt du Parlement condamnant l'archevêque et rétablissant à Lyon tous les officiers du roi, à savoir : le sénéchal, le procureur, le greffier, le juge du ressort, le gardiateur de la ville, le maître des ports, son lieutenant, le prévôt des monnayeurs, le lieutenant du petit scel de Montpellier. Ces officiers sont déjà nombreux comme on le voit (1).

Malgré la protection qu'il reçoit, le Consulat conserve avec un soin scrupuleux ses privilèges et se défend énergiquement contre tout ce qui peut lui apparaître comme une atteinte aux franchises de la cité. Le roi veut-il lever des soldats pour la guerre contre l'Anglais, il convoque dans toute la France le ban et l'arrière-ban

(1) Chappe, 2, 239.

de ses sujets à Rouen (1346). Partout on répond à son appel, Lyon seul refuse. C'est le Consulat qui oppose une fin de non-recevoir catégorique à la demande royale, alléguant d'une part, les immunités dont jouit la ville, et d'autre part le service de garde auquel est astreint tout bourgeois (1).

Contrôleur des actes municipaux, le roi cherche à intervenir en toute circonstance soit directement, soit indirectement par ses officiers : il donne l'ordre, en 1368, au bailli de Saint-Gengoul de contraindre par toutes les voies les consuls à prêter le serment accoutumé lors de leur installation (2) ; ou bien c'est en 1382, par l'intermédiaire de son sénéchal, l'ordre de contraindre tous les particuliers à accepter les charges que le Consulat et les maîtres de métiers leur confient en les proposant à l'élection comme nouveaux conseillers. (Archives municipales BB, 380).

L'office de capitaine de la ville fut l'occasion d'une longue contestation entre les deux pouvoirs. Cet officier avait été créé par le roi pour commander les forces de la cité, veiller à sa défense et faire prendre les armes aux bourgeois quand le besoin était. Officier royal, il était malgré cela payé par le Consulat qui le voyait installé dans la ville avec une certaine méfiance. Il fallait s'en débarrasser à tout prix, mais en même temps ne pas entrer en lutte avec le roi. Une prière fut adressée en Cour en 1387 pour faire réduire les gages du capitaine qui grevaient trop lourdement le budget municipi-

(1) *Cartulaire Municipal*, p. 331.

(2) Archives B B, 379.

pal. Le Consulat reçut satisfaction. Deux ans plus tard, une nouvelle requête, plus ferme cette fois, fut adressée. Il était inutile, disait en substance le mémoire, de laisser plus longtemps cet officier. Il ne rendait aucun service, la ville était assez forte pour se défendre elle-même, on en avait eu la preuve lors des dernières guerres. Le roi rattacha l'office à celui de sénéchal, et le capitaine de ville disparut jusqu'au xvi^e siècle. Nous verrons, dans notre deuxième partie, que vers la même époque le Consulat créa un capitaine chargé de commander la milice bourgeoise. En réalité, le Consulat triomphait.

En 1417, Charles VI intervient directement dans la nomination des conseillers, il écrit à Jean le Viste, conseiller de ville, au sujet des élections prochaines. Il lui enjoint de conserver sa charge dans le cas où il serait réélu, et de s'opposer de tout son pouvoir à l'élection des conseillers nouveaux qui seraient partisans du duc de Bourgogne, car autrement, dit-il, « ferions punir » ceux qui seront cause de les eslire autres que « bons (1) ».

Et pour suivre le même ordre d'idées, anticipant un peu, nous signalerons un fait (2) qui tend à affirmer nettement quel est l'esprit de la royauté vis-à-vis le Consulat dès le milieu du xv^e siècle. C'est Charles VII qui envoie à Lyon, quelques jours avant les élections, une lettre de cachet portant *continuation pour une année* des conseillers de ville désignés pour sortir de charge et la lettre se termine, non sans une ironie amère, par ces

(1) Archives Municipales, BB, 377.

(2) Archives Municipales, BB, 379.

mots : « et ce sans préjudice des privilèges de la commune ».

Revenant un peu en arrière, nous allons nous occuper des rapports financiers qu'ont eu le Consulat et le roi. D'abord peu fréquents, ces rapports devinrent, au fur et à mesure que l'on s'avance dans la suite des temps, presque journaliers. Le roi emprunte, le Consulat prête, voilà la situation. Il est vrai que, contrairement à ce qui se passera beaucoup plus tard, si la royauté demande des subsides, elle accorde presque toujours quelques faveurs en retour : octroi d'un impôt, par exemple. Dans les siècles suivants, elle demandera sans cesse, mais n'accordera rien, ou encore mieux elle vendra des offices au Consulat, offices dont elle se saisira à nouveau pour les lui revendre ensuite.

Dès 1369, nous voyons le roi Charles V réclamer 2,500 sous d'or à la ville pour l'aider à faire la guerre (1); c'est Charles VI qui, en 1382, par l'intermédiaire de son sénéchal, donne l'ordre de procéder à une imposition d'un rôle de 2,050 florins, dû au roi (2); c'est encore le même roi qui, en 1410, réclama 3,000 livres pour aides de guerre, mais cette fois on lui députe, en réponse, Humbert de Varey qui excusera la ville (3).

Non seulement les rois empruntent, mais ils font encore lever des taxes sur les habitants pour entretenir des hommes d'armes dans la ville. En 1448, huit hommes d'armes sont nourris aux frais de la cité.

(1) Inventaire Chappe, XII, 15,

(2) Inventaire Chappe, X, 77.

(3) Péricaud (*Notes et Documents*).

Quelques années plus tard, le nombre des soldats du roi augmenta. Le Consulat proteste alors avec la dernière énergie prévoyant le danger ; aussi déclare-t-il expressément au grand maître de l'hôtel du roi qu'il ne veut pas admettre plus de vingt-cinq lances dans les murs de la ville pour y tenir garnison (1).

C'est surtout sous les règnes de Louis XI et de Charles VIII que les rapports deviennent plus fréquents et tendent à prendre un caractère nouveau. Le Consulat résistera bien encore, mais difficilement ; la royauté s'est débarrassée des ennemis extérieurs, aussi va-t-elle faire sentir sa puissance à tous, le roi voudra, les consuls obéiront le plus souvent. Un historien a bien caractérisé cette période. « Dans sa résistance la tactique du Consulat est pourtant assez habile, il se dérobe aux exigences de la royauté plutôt qu'il ne les repousse ; il élude, il louvoie, et, sans rompre jamais, il tâche de n'accorder que le moins possible (2). »

Nous le voyons, en 1461, entrer en conflit avec le bailli de Mâcon à qui le roi avait confié la charge de capitaine de la ville. Il lui envoie une députation pour lui faire entendre que, bien que le roi lui ait confié cette charge, le droit de disposer de l'office n'en appartient pas moins au Consulat et, pour avoir l'illusion d'une victoire, il confère au même bailli le titre de capitaine de la ville de Lyon (3) !

L'année suivante, n'ayant pas encore senti la main de

(1) Archives Municipales, BB, 5.

(2) Marc-Guyaz. *Institutions Municipales*, p. 167.

(3) Archives Municipales, BB, 9.

fer de Louis XI, il fait opposition à un de ses édits qui décidait que « nul ne pratiqueroit ni advocaroit dans cours royales s'il n'étoit gradué » (Actes consulaires). Cet édit, ajoutaient les conseillers, devait, s'il était exécuté, leur causer un grand préjudice. L'absence de documents ne nous permet pas de dire comment le roi trancha la difficulté.

Il faut bien reconnaître toutefois, que, si Louis XI a cherché à s'occuper des affaires municipales, si, souvent il a eu recours au Consulat pour lui demander de gros subsides, il a contribué pour beaucoup à l'amélioration du commerce à Lyon. C'est lui qui, le premier, rendit perpétuelles (1) les foires franches, concédées jusque-là, chaque fois, pour quelques années seulement. C'est lui qui a facilité l'accès de ces foires aux étrangers et qui lança des édits interdisant de fréquenter celles de Genève. C'est lui enfin qui essaya de créer à Lyon la fabrique de la soie. Le Consulat, pour cette dernière tentative, n'encouragea pas les efforts royaux. Il ne fut pas heureux dans son peu d'empressement à accepter l'offre du roi, mais encore peut-on l'excuser en songeant qu'il craignait de dilapider les deniers communs dans de vains essais.

On ne saurait toutefois passer sous silence les relations financières du roi et du Consulat. Les services rendus par Louis XI à la ville de Lyon ont coûté fort cher à cette dernière. De 1460 à 1480 le Consulat a donné sous

(1) Perpétuelles, sous l'ancien régime, veut dire pour toute la vie du roi concédant, Voir la 2^e partie, au titre de la Conservation, pour les détails sur l'organisation des foires à Lyon.

divers noms plus de 60.000 livres, ce qui, de nos jours, représenterait le chiffre respectable de 2 millions. Tantôt le roi demande de l'argent pour faire la guerre, tantôt il en reçoit à titre de don gracieux, lors de son entrée à Lyon, par exemple en 1475. A cette occasion 5.000 écus d'or lui furent octroyés par le Consulat (1). L'année suivante, il interdisait aux artisans sur la requête des consuls de faire aucune assemblée sans l'autorisation de ces derniers.

Il est vrai que si l'on essayait de lutter contre les demandes des subsides, le roi avait alors recours à un moyen bien simple, mais trop autoritaire; refusait-on de payer ce que Louis XI demandait? Une lettre de cachet parvenait au sénéchal et l'on emprisonnait purement et simplement les consuls (2). Ces derniers payaient alors 2.000 écus, comme cela arriva en 1476, et n'étaient relâchés que sous la promesse formelle de verser encore au roi une somme de 1.000 écus.

C'est le premier acte de ce genre qui apparaît dans l'histoire consulaire. La royauté affirme sa puissance, désormais le Consulat devra compter avec elle. La belle période d'indépendance réelle touche à sa fin. De loin en loin nous verrons quelques actes d'opposition de la part des consuls; parfois, sous un roi un peu faible

(1) Archives M-BB, 9, — En 1473, 12.000 livres furent avancés
par les conseillers.

— — — En 1475, 4.000 livres.

— — — En 1476, 90.000 livres.

Voir à ce sujet Chappe, XII, p. 32 et suiv.

(2) Chappe, XII, 31.

le Consulat se réveillera, mais ce ne sera que momentanément.

Avec Charles VIII nous touchons à la fin de cette grande période. Deux faits importants à retenir seulement : la suppression momentanée des foires, et l'édit célèbre de 1495. Ces deux actes qui vont clore l'ère de liberté du Consulat, montrent d'une manière précise la puissance de la royauté et son ingérence définitive dans les affaires de la ville.

Lors de l'avènement du nouveau roi, le Consulat envoya en Cour des députés pour obtenir, comme de coutume, la confirmation des privilèges octroyés par ses prédécesseurs et le maintien des foires franches. Le roi confirma les privilèges, mais fit ses réserves en ce qui concernait les foires. Elles seraient maintenues, à la condition de lui payer la somme de 4,000 livres jusqu'à sa majorité. Le Consulat, à cette nouvelle, fut obligé, étant donnée la situation précaire de ses finances, de répondre négativement. Il agissait avec la plus grande prudence, la ville s'étant considérablement endettée sous le règne de Louis XI. La réponse royale fut un arrêt du Conseil du roi, supprimant les foires à Lyon et les transportant à Bourges. C'était un grand coup pour la ville, c'était la ruine de son commerce. Malgré les prières du Consulat, malgré de vives démarches, le retrait fut maintenu jusqu'à l'année 1489.

Le second fait est l'édit de 1495 (1). Cet édit est d'une importance capitale. Il semble, de l'avis de beaucoup d'historiens, qu'il ne contienne qu'une seule et

(1) Archives municipales, BB, 438,

unique chose, l'octroi du privilège de noblesse aux conseillers. Si c'était là le seul but de l'édit, on devrait tout au plus le signaler et ne pas insister davantage. Quand on le lit d'un bout à l'autre, on s'aperçoit que d'autres mesures sont beaucoup plus importantes. Nous allons l'étudier à plusieurs points de vue : 1° En ce qui concerne le privilège de noblesse, d'abord ; 2° en ce qui concerne la charge des conseillers et la direction future des affaires publiques ; 3° en ce qui concerne les fortifications et réparations de la ville, et le droit, pour les conseillers chargés de ces travaux, de percevoir perpétuellement certains impôts.

Les conseillers-échevins reçoivent, dès à présent, les lettres de noblesse pour eux et leur postérité née ou à naître, en loyal mariage. Charles VII agit ainsi pour un double motif : c'est, tout d'abord pour récompenser les conseillers de leur dévouement et de leur fidélité à cause royale ; c'est ensuite pour stimuler les gens de bien à exercer à l'avenir les fonctions municipales. Avec ce privilège de noblesse, ils jouiront désormais de toutes les prérogatives qui y sont attachées : ils sont réputés nobles dans tout le royaume, ils « pourront venir en « l'état et ordre de chevalerie en temps et lieu, et « acquérir en nos royaumes et Dauphiné, fiefs, arrières « fiefs, juridictions, seigneuries et nobles tènements, « sans pour ce ni autrement, payer à nous ou à nos « successeurs aucune finance ». Cet anoblissement, qui flattait l'amour-propre des conseillers, aura plus tard de graves conséquences. Nobles, ils ne payaient plus d'impôts, et, dans l'avenir, les familles consulaires dont le nombre va s'accroissant, ces familles

généralement très riches, seront une ressource de moins pour les finances de la ville. Un auteur contemporain (1), dans des termes un peu énergiques et exagérant sa pensée, exacte au fond, a ainsi résumé les conséquences futures de ce privilège, « c'est l'homogénéité de la commune détruite, c'est le principe de l'élection frappé à mort ; c'est la jalousie, l'orgueil, la violence jetés au milieu d'une famille unie ; c'est, enfin, la mobilité organisée par l'élection, remplacée pour toujours par le régime des catégories.

Les lettres d'anoblissement terminent dignement la lutte de la bourgeoisie contre le peuple et consacrent son triomphe.

Venant d'accorder un privilège au Consulat, le roi aussitôt après en profite pour introduire des réformes à sa guise. Un ancien conseiller sorti de charge vient-il à être réélu ; ou bien ses enfants nés ou à naître « venus à l'âge de discrétion et trouvés suffisants et idoines », sont-ils choisis comme conseillers, et refusent-ils ? Alors, réglementant pour l'avenir, le roi ordonne que, sans motifs légitimes, ils ne peuvent se décharger ainsi du mandat à eux confié. En cas de refus, ordre est donné aux conseillers en exercice de les contraindre à accepter, soit en leur imposant certaines amendes, soit en leur retirant leurs privilèges.

S'apercevant, ou croyant s'apercevoir que les citoyens se désintéressent de la chose commune et n'assistent pas aux réunions où ils sont convoqués, le roi veut faire cesser cette situation et donne des ordres sévères.

(1) Grandperret, *Lyon, passim*.

L'ingérence dans le Consulat est ici complète. Souvent de grandes questions concernant le roi et la cité n'ont pu être menées à bonne fin par suite de l'insouciance des maîtres de métiers et des anciens et nouveaux conseillers. Pour remédier à l'avenir à cet inconvénient : « voulons et ordonnons que quantes fois lesdits conseillers, notables et maîtres des métiers, par l'avis d'iceux conseillers, seront mandés en l'hôtel commun ou ailleurs par les mandeurs ou massiers, qu'ils soient tenus y aller comparoir et assister, pour délibérer, conclure et arrêter nos dites affaires ou ceux de ladite ville, sous peine de dix sols tournois, pour chaque fois qu'ils seront ainsi défaillants ... et à icelle somme payer voulons qu'ils soient contraints par justice. »

Ainsi désormais, les conseillers ne sont plus libres de refuser le renouvellement de leur mandat ; ils doivent, en outre, de par la volonté du roi et ce sous peine d'amende, assister à toutes les assemblées : l'anoblissement leur coûtait la liberté.

L'édit se termine enfin par la réglementation de la question des fortifications. La ville était mal fortifiée sur certains points, d'autre part l'entretien des ponts jetés sur le Rhône et la Saône coûtait fort cher, il fallait lever des impôts pour subvenir à ces dépenses urgentes. Se considérant le maître de la ville, le roi tranche encore la solution et il décide ce qui suit : les fortifications, les réparations destinées à embellir la ville seront à la charge du Consulat. Ces travaux nécessitent de grandes dépenses, il faut pour y subvenir éviter un double écueil. « Certaines personnes, de divers états et conditions se voudraient dire et tenir privilégiées » ; s'il en était ainsi

ce serait le peuple qui fournirait l'argent nécessaire aux dites réparations. La plus grande injustice règnerait donc dans la ville. Désormais, tout le monde devra supporter ces charges qu'il soit privilégié ou non. A cet effet le roi autorise les conseillers « à prendre et lever toujours et perpétuellement le dixième qu'on appelle l'appétissement de la mesure du vin vendu en détail dans la ville et les faubourgs ». De plus, ils auront le droit de lever sur le vin vendu en gros une taxe de deux sous, six deniers tournois par queue.

Tel est dans son ensemble le grand édit de 1495. Comme on le voit, il clôt la période d'indépendance du Consulat. Il marque une époque nouvelle : la prédominance de l'autorité royale et par suite la fin des libertés et de l'autonomie municipales.

CHAPITRE II

Le Consulat au XVI^e siècle

Fidèle au plan que nous nous sommes tracés, nous continuerons à examiner le Consulat dans ses rapports avec les citoyens d'une part, puis avec la royauté d'autre part. Nous consacrerons une section spéciale à l'étude de la municipalité lyonnaise pendant la Ligue.

SECTION PREMIÈRE

Le Consulat dans ses rapports avec les citoyens

Aucun changement n'est apporté dans l'organisation électorale du Consulat et du corps des maîtres des métiers. Une seule chose est à noter, c'est l'influence des terriers qui devient de plus en plus grande. Ils occupent le premier rang parmi les maîtres des métiers et sont *généralement* pris parmi les conseillers sortants, extraits d'ancienne bourgeoisie et possédant des terres. L'importance de leur rôle se manifeste surtout dans les élections des nouveaux conseillers. Ce sont eux qui dirigent

les votes des maîtres des métiers, votes presque forcés; ils sont en un mot le corps et l'âme du Consulat, perpétuellement soucieux de se renouveler sans cesse dans les mêmes familles et dans la même caste. La vieille formule que l'on rencontre dans les syndicats : « Les maîtres des métiers mandent et ordonnent », formule qui contient le mandat donné aux conseillers, disparaît avec le syndicat de 1518, pour faire place à la suivante, très significative : « Les terriers et maîtres des métiers mandent et ordonnent... » (1). Ce changement, qui s'est opéré insensiblement et qui désormais est un fait accompli, contribuera énormément à l'installation définitive de l'oligarchie bourgeoise dans les affaires de la cité.

Afin de montrer le caractère du Consulat dans ce siècle, nous croyons utile d'indiquer quelques faits caractéristiques, qui suffiront à marquer l'esprit des nouveaux conseillers anoblis. Le principe de la gratuité des fonctions municipales avait subi dès 1447 une exception à l'égard des conseillers anciens, exerçant la dernière année de leur mandat. Six d'entre eux recevaient 20 livres tournois. Désormais, tous les conseillers seront rémunérés et à cette rémunération s'ajouteront beaucoup d'autres subsides : allocation pour frais de représentation, allocation pour achat de robes spéciales, insignes de la dignité consulaire. On en arrivera à un tel point que, sous Henri IV, le corps consulaire, réduit à cinq membres, touchait la somme annuelle de

(1) Archives municipales. Syndicats, série BB, et Vital de Valous (*Les Terriers*).

10.000 livres. Bien que le xvi^e siècle se soit fait remarquer par la création de quelques œuvres importantes, on peut dire que les conseillers-échevins n'ont pas toujours rempli leurs fonctions avec la dignité et l'assiduité qu'ils auraient dû y apporter (1). Bourgeois enrichis, généralement vaniteux, ils n'auront souvent qu'une double préoccupation : réprimer d'une façon sanglante les rébellions du peuple et plaire au roi, de plus en plus maître dans leur ville.

La première moitié du xvi^e siècle est marquée à Lyon par de grands mouvements populaires contre le Consulat. A trois reprises différentes, nous allons voir les classes ouvrières, désireuses de participer à l'administration municipale, se révolter contre une bourgeoisie qui a violé ouvertement les anciens traités de la commune et notamment celui de 1330.

A la fin du xv^e siècle, les artisans avaient essayé de former des confréries, qui n'étaient en réalité que des associations politiques. Ils voulaient rompre avec les franchises et immunités de la ville et rendre leurs métiers jurés : le Consulat avait eu recours à Louis XI, qui interdit toute société de ce genre. Malgré cette défense, le feu couvait sous la cendre et, dès 1515, les revendications ouvrières s'élevèrent avec beaucoup plus de violence. Les artisans lyonnais se liguèrent entre eux

(1) C'est ainsi qu'il faudra, pour exiger l'assiduité des conseillers, faire sonner la grosse cloche de St-Nizier lors de chaque réunion consulaire ordinaire, et si les échevins ne sont pas rendus à 2 heures précises à l'Hôtel commun, ou s'ils n'ont pas envoyé de suite un billet les excusant légitimement, ils seront punis d'un demi-teston chaque fois. Péricaud (*Notes et Documents*).

pour renverser le régime municipal alors existant. Voici quels étaient leurs griefs (1) : Ils voulaient que les échevins ne fussent plus les arbitres souverains dans l'élection des maîtres des métiers. Ceux-ci devaient librement être nommés par les artisans à raison de deux par métier, comme cela se faisait au début de la commune. Aucun terrier ne devrait désormais assister à la séance d'élection des conseillers-échevins ; enfin on reviendrait aux anciennes coutumes : on nommerait les conseillers dans l'église Saint-Jacquème et non à l'hôtel commun, ainsi que cela se faisait depuis quelques années.

Le Consulat refusa nettement de faire droit à ces réclamations. Un célèbre procès fut intenté devant le Parlement de Paris, qui rendit un arrêt longuement motivé, le 11 août 1516, par lequel les artisans étaient entièrement déboutés de leurs demandes. Une fois l'arrêt rendu, le public ne se tint pas pour satisfait. Un nouvel appel au roi fut rédigé et eut pour résultat une enquête, à la suite de laquelle, les commissaires royaux, juges suprêmes cette fois, rejetèrent comme le Parlement, toutes les prétentions du peuple. Sévères dans leur jugement, ils ordonnèrent la répression des fauteurs de désordres et en laissèrent le soin au bailli de Mâcon (2).

La bourgeoisie lyonnaise personnifiée dans le Consulat triomphait. Le peuple n'allait pas accepter aussi facilement une défaite qui lui enlevait tout espoir de participer

(1) Chappe, 2, 237.

(2) Chappe, 2, 341.

aux fonctions administratives de la ville. Une dernière tentative, beaucoup plus sérieuse et plus dangereuse, eut lieu en 1529. Cette révolte qui terrorisa Lyon pendant plusieurs jours, surnommée la « Grande Rebeyne », mérite d'être signalée ici. Elle a, au point de vue de l'histoire du Consulat, une très grande importance ; elle marque nettement l'écrasement définitif des classes populaires par le Consulat bourgeois, allié à la royauté de plus en plus puissante à Lyon.

En l'année 1529, une grande famine désola une partie de la France ; Lyon eut à en souffrir à un tel point que le prix du blé monta d'une façon exorbitante. La mesure de blé, appelée le « bichet », atteignait 35 sols. Le peuple, toujours mécontent, depuis de longues années ; du gouvernement consulaire, qu'il comparait à l'autocrate pouvoir de Venise, cria à l'accaparement. Afin d'éviter une révolution, les consuls firent entrer les farines en franchise et donnèrent l'ordre aux habitants de venir déclarer dans les vingt-quatre heures la quantité de blé que chacun possédait (1). Vaines mesures, car le 24 avril un rassemblement considérable se fit sur la place des Cordeliers, et chacun de dire : « C'est la commune qui s'avansse vers les gros accapareurs. » (Déposition d'un témoin. Archives municipales, Série FF, cité par Guigue). La cause de ce rassemblement était une affiche publiée quelques jours auparavant sur tous les murs de la ville, dans laquelle on

(1) Pour plus de détails, consulter la très intéressante étude de M. G. Guigue, dans la *Bibliothèque historique du Lyonnais*, page 239 et suivantes.

exposait au peuple la situation, tout en lui donnant rendez-vous pour manifester ce jour-là. Une phrase de cette proclamation mérite d'être signalée : « Justice « favorise avec gens gouverneurs et conseillers, usuriers « et larrons, faignant user dignité, ils nous rongent de jour en jour ». Le peuple rassemblé, des bandes se formèrent, envahirent les églises de Saint-Bonaventure et de Saint-Nizier, sonnèrent le tocsin et semèrent, par ce fait même, l'effroi dans toute la ville. On en voulait surtout au Consulat. Deux échevins, Champier et Imbert Gimbire virent piller leurs maisons et ne durent leur salut qu'à la fuite ; les autres conseillers s'étaient réfugiés dans le couvent de Saint-Jean. L'Hôtel commun fut envahi, mais aucun dégât n'eut lieu ; enfin on se porta au grenier municipal où chacun fit ample provision du blé amassé par les soins du Consulat.

Sans vouloir insister trop longtemps sur cette émeute, nous dirons toutefois que, grâce à un stratagème du lieutenant du roi, la foule révoltée fut conduite le lendemain à l'Ile-Barbe et le Consulat profita de son absence pour prendre immédiatement les mesures d'ordre nécessaires.

La répression fut terrible. Aidés par la royauté, les conseillers instituèrent un Tribunal martial, composé de juges des villes voisines, et, pendant plusieurs mois, les gibets dressés dans divers quartiers ne cessèrent d'être garnis.

Jusqu'en 1531, les agents du Consulat perquisitionnèrent et dans Lyon et dans les environs. A cette date encore, on « eschela » une femme qui avait eu le

malheur de dire « qu'il falloit tout tuer ces gros larrons de la ville ».

Profitant enfin de ces désordres et voulant éteindre pour toujours les foyers de révolte, le Consulat lança, le 12 juin 1529, une ordonnance qui abolissait tous les centres de réunions, politiques ou non ; on visait, par là, les confréries de métiers (1).

Telle fut la conduite du Consulat vis-à-vis le peuple. La bourgeoisie consulaire en avait fini avec les révoltes, elle allait avoir à lutter avec le roi, qui, ainsi que nous allons le voir dans la section suivante, ne respectera plus les franchises de Lyon et enlèvera au Consulat son indépendance politique.

Avant de terminer l'étude des rapports du Consulat et de la cité, nous devons signaler quelles furent les grandes institutions créées par lui au xvi^e siècle : nous voulons parler de l'Aumône générale, de la réorganisation de l'Hôpital du Pont du Rhône et du collège de la Trinité.

L'année 1531 fut marquée par une grande famine ; le blé avait plus que quadruplé de valeur. Les pauvres affluèrent vers Lyon et la légende dit que de Bourgogne et de Savoie descendirent « de grands bateaulx chargés de gens affaméz et plus allangoris et secz que les corps apprestés à faire anatomie ». Pour remédier à cette misère, les conseillers et notables organisèrent des quêtes, aménagèrent des locaux : 97,973 livres 12 sols, 2 deniers furent dépensés en œuvres de charité. Un reliquat de 586 livres n'ayant pu être employé, ce fut

(1) Archives municipales, BB, 49, f^o 9.

l'origine de l'Aumône générale, actuellement l'Hospice de la Charité. Les conseillers et les notables décidèrent que l'on continuerait les quêtes pour assister en permanence les pauvres de la ville. Le Consulat avait la haute administration de cette œuvre. Il nommait les recteurs chargés de la diriger, et ce au nombre de huit, « sans gage ni récompense autre que celle de Dieu ». Chaque année, les échevins procédaient à un renouvellement par moitié du rectorat, en suivant pour la nomination de ces administrateurs les mêmes règles que celles en vigueur pour l'élection des conseillers de ville. Bien que créée par l'initiative publique, l'Aumône générale était cependant sous la dépendance directe du Consulat, et elle y resta pendant quelques années. Peu à peu, ses recteurs se recrutèrent eux-mêmes et les échevins n'eurent plus qu'un vague droit de contrôle (1).

L'œuvre du Consulat fut de beaucoup plus importante en ce qui concerne l'hôpital du Pont du Rhône. Nous avons déjà vu comment les conseillers furent eux-mêmes les réorganisateurs de cette belle institution au xv^e siècle. Ils administrèrent à titre de recteurs jusqu'en 1583. A cette époque, les affaires municipales devenant de plus en plus nombreuses, ils imaginèrent de « commettre choisir, nommer et établir en leur

(1) Il est à noter que le Consulat a toujours prétendu exercer ses anciens droits sur l'Aumône générale, et, plus tard, au xvii^e siècle, quand les recteurs lui communiquaient la liste des nouveaux élus, ils la consignaient régulièrement sur les registres des délibérations consulaires, entendant, par ce fait même, étendre sur cette institution son pouvoir administratif.

lieu six ou huit notables personnages ou autre plus grand nombre si les affaires le requéraient, lesquels sous l'auctorité du Consulat eussent la totale administration et superintendance d'icelui Hostel Dieu ; lesquels seraient dits et nommez recteurs et administrateurs et qui seraient élus et nommez chacun un à perpétuité en l'Hôtel de Ville par les dits sieurs eschevins » (1). Les conseillers portaient désormais le titre de recteurs primitifs de l'Hôtel-Dieu. Ils se réservaient le droit, chaque fois qu'ils le jugeraient à propos, de « veoir et visiter les comptes, s'enquérir de l'administration, suivant ce qu'il est porté et dont ils sont expressément chargés par le syndicat, et enfin lesdits recteurs feront registres de leurs assemblées et lequel registre sera tenu par le secrétaire de la ville... »

Comme on le voit, c'était une œuvre essentiellement consulaire et si les échevins ont souvent mérité plus d'une critique, il faut reconnaître que toujours ils se sont occupés avec beaucoup de zèle de la question de la charité publique.

Une autre création, à l'honneur du Consulat, et qu'il nous faut signaler c'est le collège de la Trinité. Au mois de juillet 1527 (2), le Consulat acheta à la confrérie de la Sainte-Trinité une partie des granges qu'elle possédait sur les bords du Rhône : ce fut là l'origine du collège, bien modeste avec son recteur et ses trois régents, mais qui devait devenir rapidement une institution très florissante.

(1) Archives municipales, BB, 110, f° 18.

(2) Péricaud, *Notes et Documents*, t. II à sa date.

SECTION II

Lé Consulat dans ses rapports avec la royauté

Les rapports du Consulat et de la royauté sont beaucoup plus nombreux et plus importants pendant le xvi^e siècle que les rapports avec la cité. Le roi manifesta nettement son intention à l'égard du Consulat. Monarque absolu depuis Louis XI, il ne se bornera plus à user comme par le passé d'un pouvoir généralement de contrôle, *il voudra et le Consulat obéira*. C'est la fin de la belle indépendance des xiv^e et xv^e siècles, c'est le commencement d'une nouvelle période : l'asservissement à la royauté qui durera jusqu'à la Révolution de 1789. Pendant toute la période qui va de l'année 1500 à l'année 1589, le Consulat ne cherchera plus à gagner quelques avantages dans ses rapports avec le roi, il a fini d'acquiescer, il n'aura qu'un seul souci, celui de conserver ses privilèges et ses libertés.

La royauté, ayant toujours besoin de sommes considérables d'argent, pour faire face, soit aux dépenses de guerre, soit à celles de sa cour, chercha par un moyen très ingénieux à se procurer des subsides à Lyon et cela par l'intermédiaire des conseillers. Lyon était une ville libre, sans doute, mais elle appartenait au domaine de France et devait, à ce titre, contribuer aux charges de la couronne. Les prédécesseurs de François I^{er}, Louis XI, notamment, avaient souvent emprunté au

Consulat; fort de cette tradition, François I^{er} ne cessa pas de réclamer des droits considérables. Si nous jetons un coup d'œil sur le grand ouvrage de Chappe, nous apercevons que, presque chaque année, 60,000 livres sont demandées par ce roi (1). Le Consulat essaye bien de résister, souvent il envoie des députés en cour pour prouver à Sa Majesté que la ville est dans une situation financière déplorable, qu'elle a fait à sa charge plus de 70,000 toises de fortifications, que les réparations du Pont du Rhône la ruinent (2), rien n'y fait. Le roi veut de l'argent, on doit lui en donner.

Si, cependant, le roi comprend qu'il ne peut taxer ainsi continuellement les Lyonnais, il ne se décourage pourtant pas et il a alors recours à un procédé nouveau qui deviendra la règle au siècle suivant. C'est la vente au Consulat de certains impôts avec faculté de rachat perpétuel. C'est ainsi qu'en 1536, le cardinal de Tournon, en qualité de commissaire du roi, vend aux conseillers les aides, impositions et gabelles qui avaient cours dans la ville, ainsi que les droits de vin et autres taxes foraines, moyennant le prix de 84,732 livres (3). Cette vente avait lieu sous la faculté expresse de rachat perpétuel. Et alors, pour permettre aux échevins de payer ce joli denier au trésor royal, on les autorisa à emprunter les fonds aux bourgeois, à qui ils devaient constituer des rentes perpétuelles!... Mesure funeste pour les finances de la ville, car les emprunts, qui

(1) Chappe, XII, p. 44 et suivantes.

(2) Péricaud. *Notes et Documents*, tome II.

(3) Chappe, XI, 188.

deviendront de plus en plus fréquents, seront la ruine du régime au xviii^e siècle.

Étudier à cette époque les rapports du Consulat et du roi, c'est étudier au fond l'état financier de la ville. Nous croyons utile d'insister sur ce caractère qui montre bien comment peu à peu la ville n'a plus été maîtresse de son budget et a dû subir à intervalles répétés les demandes d'argent d'une royauté qui n'admettait aucun refus.

Sous le règne d'Henri II, la seule taxe pour la solde des gens de guerre atteignait la somme de 67,500 livres ! C'est à peine si la ville pouvait payer, aussi le roi fut-il obligé, en 1548, d'autoriser les conseillers à percevoir, pour acquitter le restant dû de la taxe (57,500 livres), un droit assez fort sur le bétail (1). Le Consulat ayant voulu résister aux prétentions royales, arguant de la pauvreté des citoyens, on renouvela à son égard le procédé arbitraire de 1470, on emprisonna tous ses membres comme de vulgaires débiteurs, avec ordre de ne les rendre à la liberté qu'une fois la taxe intégralement payée. Il est vrai qu'il faut dire que les conseillers étaient personnellement responsables de tout ce qu'ils faisaient au nom de la communauté. Cette responsabilité était fort ancienne : elle datait de l'origine de la commune. Grâce à un système très ingénieux, les conseillers sortants transmettaient leur responsabilité aux nouveaux échevins. Voici comment on pratiquait : jadis la ville de Lyon n'avait aucun patrimoine. Pour subvenir aux besoins de la cité, il fallait parfois emprun-

(1) Chappé, XII, 49.

ter, aussi les échevins s'obligeaient-ils en leur « propre et privé nom ». Quand les nouveaux conseillers entraient en charge, ils déchargeaient leurs prédécesseurs et se mettaient en leur lieu et place.

« Henri II fit un règlement en 1555, conforme à cet usage (1). Mais les dettes de la ville devenant de plus en plus fortes, il était difficile de trouver des remplaçants ou du moins si l'on en trouvait, c'étaient le plus souvent des gens peu affectionnés au roi, qui chaque jour, augmentait leurs dettes. Ce sera sans doute là un des motifs qui déterminèrent Henri IV à réduire le corps des conseillers et à ordonner qu'à l'avenir ils ne seraient plus obligés en leur propre nom. Nous aurons à revenir sur ce point en étudiant l'édit d'Henri IV.

Pour en terminer avec la question financière, nous allons dire un mot des « rentes sur les équivalents » (2). Lyon, vers les années 1570 et 1571, avait fourni au roi jusqu'à 311.000 livres. Le Consulat ne pouvait plus pressurer le peuple et trouvait très difficilement de quoi satisfaire aux exigences royales. C'est alors que, prenant en pitié « son cher peuple de Lyon », le roi concéda aux échevins, avec le droit de les répartir selon leur volonté, des rentes sur l'équivalent dans le Languedoc,

(1) Chappe, X, 91. — En ce qui concerne le règlement d'Henri II sur la responsabilité des échevins, il faut ajouter que l'édit déclarait que s'il y avait contravention à l'ordre du roi, les échevins contrevenants seraient dits ingrats et inofficieux envers leur république, et comme tels privés eux et leurs successeurs de tous les privilèges attachés aux fonctions consulaires et contraints au paiement du double de toute charge et impositions.

(2) Chappe, XI, 315.

dans les diocèses de Viviers et Mende. Ces rentes atteignirent le chiffre de 26,000 livres environ et les divers bénéficiaires furent payés jusqu'à l'année 1600, époque à laquelle Henri IV leur fit purement et simplement subir une réduction de moitié.

Laissant de côté la question financière, nous allons examiner les rapports du roi et du Consulat au point de vue politique et gouvernemental. Ici, nous verrons nettement comment la royauté ne respecte plus les libertés et franchises municipales de la ville. Jusqu'au xvi^e siècle, nous avons vu parfois des actes arbitraires de la part de certains monarques, mais ces actes n'étaient que l'exception, généralement ils se produisaient de loin en loin. A partir de 1500, la royauté va ériger cette tendance à l'absolutisme en une règle définitive. On ne voudra plus d'Etat dans l'Etat, toutes les villes devront rendre compte de leur administration au pouvoir central, qui jugera en dernier ressort s'il doit oui ou non maintenir tel ou tel principe.

Traitant la ville de Lyon en ville conquise, le roi, en 1528, envoyait l'ordre aux conseillers de lui faire adresser la moitié des deniers communs partout où il se trouverait (1). S'il intervenait sous François I^{er} quelque discussion d'ordre administratif la question était toujours tranchée par le bailli, représentant officiel du roi ; le Consulat semble dès à présent n'être qu'un rouage usé, gênant et qu'il faudra ou faire disparaître, ou profondément modifier.

A partir d'Henri II, la situation devient de plus en

(1) Archives municipales, BB, 47, f^o 120.

plus mauvaise pour les conseillers. Ce roi, dès la première année de son règne, tente de faire ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait encore osé. Au mois de juin (1), il rend un édit qui bouleverse toute la constitution municipale de Lyon. Le nombre des conseillers étant trop grand, c'est, dit l'édit, préjudiciable à l'expédition des affaires publiques. Au lieu de douze conseillers, il n'y aura désormais que quatre échevins, présidés par un prévôt des marchands. Emprisons-nous d'ajouter que cet édit ne fut pas exécuté. Il faut toutefois reconnaître que le Consulat venait par là même de voir signer sa condamnation définitive.

Trois ans plus tard, le roi créait à Lyon un nouvel officier, l'intendant. Il avait l'inspection de toutes les affaires relatives à la justice, à la police et aux finances. Cet officier tout puissant, qui deviendra dans la suite redoutable à mesure que ses attributions augmenteront, va, peu à peu, contribuer à la ruine de l'autorité politique des conseillers.

En 1558, le procureur général de la commune, Pierre Grolier, voulut pousser le Consulat à faire de l'opposition au paiement d'une taxe levée par le roi. Henri II, par une lettre de cachet (2), *manda* aux conseillers *de le révoquer* de ses fonctions « car nous ne voulons souffrir et permettre un tel instrument si pernicieux et contraire à notre service ». Enfin, il faut signaler ici le fait suivant très caractéristique de la faiblesse de l'autorité consulaire. On envoyait sans cesse des députés en

(1) Chappe, II, 357 et 445.

(2) Archives municipales, BB, 81.

cour pour intervenir en faveur de la ville. Il existait, même à Paris, un agent spécial et permanent chargé d'obtenir le plus de faveurs royales pour Lyon. Voici l'opinion d'un de ces derniers, que nous avons trouvée dans une lettre écrite par lui au Consulat. Il s'agit d'un Lyonnais célèbre en son temps, Henri de Gabiano. Le Consulat voulait qu'il fît opposition à un édit, il lui répondait : « Que veuillez ou non, vous serez contraints à fléchir la tête et plier le col pour supporter et endurer tout ce qu'il plaira à Sa Majesté ordonner (1). »

Ces quelques faits nous montrent bien que tout le monde, même les conseillers-échevins, ne se méprenaient plus sur les intentions royales. Il était désormais inutile de résister. Tout espoir ne paraissait cependant pas perdu pour le Consulat qui, sous la Ligue, tentera de recouvrer son ancienne indépendance.

La période, que l'on appelle celle des guerres de religion, fut encore l'occasion pour le roi d'intervenir directement dans les affaires de la ville. Protestants et catholiques se disputèrent pendant longtemps les sièges consulaires. En 1565, Charles IX profita des querelles intestines qui divisaient notre ville pour faire lui-même les élections. Il retint, parmi les anciens conseillers, trois catholiques et deux calvinistes et nomma, *lui-même directement* (2), comme nouveaux conseillers, cinq catholiques et deux calvinistes. Il leur donna enfin le nom de conseillers-échevins qu'ils devaient conserver jusqu'en 1595.

(1) Archives municipales, AA, 31, lettre 26, *in fine*.

(2) Chappe, X, 64.

Le Consulat n'avait plus aucune clémence à espérer de la royauté. Il marchait lentement à sa ruine politique. En 1583 (1), il demandait humblement au roi de lui accorder la juridiction et la police sur les rivières du Rhône et de la Saône, il essuyait un refus formel.

Enfin, en 1588, un acte consulaire nous apprend que le 15 décembre, le lieutenant du roi, présent au Consulat, lui fit entendre *de prendre garde* de n'élire pour la prochaine élection que des gens bien zélés dans la religion catholique et qui n'aient jamais été suspects d'hérésie (*Chappe, X, 65*).

SECTION III

Le Consulat sous la Ligue

La Ligue a duré à Lyon, du 24 février 1589 au 7 février 1594. Pendant cette courte période, le Consulat se réveille de sa torpeur et recouvre son ancienne liberté politique. Ce fut en quelque sorte le chant du cygne de la Municipalité lyonnaise.

La déclaration des consuls-échevins, le 25 février 1589, qui fut imprimée à Lyon, chez Pillehote, posait avec une hardiesse étonnante les limites du pouvoir royal. Elle distinguait deux sortes de choses : 1^o ce qui venait du bon conseil auquel on devait se soumettre ;

(1) Chappe, II, 411.

2^o ce qui venait du mauvais auquel on devait résister (1).
« Toutesfois et quantes, que les mandements du roi et ses actes et déportements tendront à la protection et défense de la religion catholique, manutention de l'Estat et notre conservation particulière nous sommes tenus y obéir, comme à choses qui vient de son bon conseil; mais, quand ses ordonnances et déportements tendront à la dissipation de la religion catholique et de ses sujets nous ne sommes tenus y obéir mais nous y opposer ».

Le Consulat, le lendemain de cette déclaration, envoya deux échevins lire dans tous les quartiers le serment de la Ligue. Le 2 mars une assemblée des échevins et notables eut lieu. Le serment fut prêté à la Ligue et Lyon se constituait en république autonome. Quatre pouvoirs se partageaient la ville : le duc de Nemours en sa qualité de gouverneur, l'archevêque, le Consulat, le Conseil de la Sainte-Union, qui comptait plusieurs échevins. Comme nous le voyons le corps municipal était l'un des pouvoirs les plus largement représentés.

Si l'on parcourt les registres consulaires (2) on voit avec une certaine curiosité l'importance que s'attribue le Consulat pendant ces quelques années. Il a ses ambassadeurs particuliers. Il correspond directement avec le pape et les souverains voisins tels que le duc de Savoie, le roi d'Espagne. Il est en relation constante avec les échevins de Paris.

Ne relevant de personne, il administra pendant cinq années la ville tout à sa guise. Il créa des impôts de sa

(1) *Déclaration des consuls*, Lyon, Pillehote, 1589.

(2) Archives municipales, EE, 428 (correspondance),

propre autorité, leva les tailles sans aucun contrôle supérieur, confisqua les biens des huguenots et de tout ce qui n'était pas zélé dans la religion catholique.

Prenant ses renseignements de tous les côtés, grâce à de nombreux espions, il était toujours au courant de ce qui se passait à l'intérieur de la cité et il finit, par mesure de sécurité personnelle, par établir un service inquisitorial contre les lettres et paquets de nature suspecte.

Il prit enfin certaines précautions militaires. Des ordres furent donnés pour faire démolir les maisons situées trop près des remparts; on acheta des canons, on équipa des compagnies de soldats.

Tel fut dans son ensemble le rôle du Consulat pendant la période troublée de la Ligue. Heureux de reconquérir une liberté depuis longtemps entravée, il joua pendant quatre années un rôle d'absolutisme qui lui rappelait les premiers temps de son origine. Tout cela ne devait pas durer, la ville de Lyon se soumettait au roi Henri IV en 1594 et, en 1595 l'ancien Consulat lyonnais avec ses douze échevins avait disparu pour toujours.

CHAPITRE III

Le Consulat de 1594 à 1764

SECTION PREMIÈRE

Le Consulat et la Royauté

Avec Henri IV nous entrons dans une période nouvelle de l'histoire du Consulat lyonnais. Les anciennes institutions municipales disparaissent définitivement et vont faire place à un régime inconnu jusque-là à Lyon ; le régime prévôtal qui, en réalité, ne sera bientôt qu'une branche de l'administration royale.

La ville s'était à peine soumise au roi Henri IV qu'il fit sentir son autorité et sa volonté d'être le seul maître dans toute la France. Divers édits vinrent, coup sur coup, anéantir des coutumes plus que séculaires.

Lyon qui, jusque-là, n'avait jamais eu de garde royale permanente, se vit, dès 1594, imposer une garnison de 600 soldats suisses, avec charge de subvenir à leur entretien. Quelques mois après, le gouverneur, par ordre du roi (22 septembre 1595), s'emparait des clefs

de la ville et avait la garde de celle-ci. Une fois les portes fermées on devait chaque soir lui apporter les clefs (1). Cette dérogation à un usage très ancien devait durer jusqu'en 1644, époque à laquelle, moyennant finances, Louis XIV rendra au Consulat le droit que lui avait accordé la charte de 1320.

Ces deux mesures étaient le préliminaire d'un changement beaucoup plus grave et plus funeste aux libertés municipales. Au mois de décembre 1595, Henri IV lança un édit (2) qui bouleversait complètement l'ancienne organisation du Consulat. Voici quelle était en principe sa portée : Le nombre des conseillers échevins était trop considérable, il serait désormais ainsi réduit : un prévôt des marchands, quatre échevins assureraient à l'avenir le fonctionnement de l'administration municipale. A ces cinq personnes on ajouterait un procureur de ville et un clerc-secrétaire. Les élections devaient se faire comme par le passé ; les gages, le costume des échevins seraient fixés par l'assemblée des notables ; enfin, le prévôt des marchands aurait la présidence de ce nouveau corps avec la même autorité que celui de Paris (3).

Comme on le voit, c'était une grande innovation.

(1) Chappe, I, 98.

(2) *Privilèges de Lyon*, Guill, Barbier, Lyon, 1619, p. 51, 52.

(3) Nous en profiterons ici pour faire remarquer que Monfalcon dans son *Histoire monumentale*, t. I, 482, commet une très grave erreur en faisant remonter les prévôts des marchands à Lyon au x^v^e siècle et en comparant l'organisation du x^v^e siècle aux Conseils municipaux actuels. Les prévôts des marchands n'ont existé dans notre ville qu'à partir de 1596.

Nous devons, à l'occasion de cet édit mémorable, examiner une double question. Quels furent les motifs qui déterminèrent le roi à agir ainsi, quelles furent les conséquences d'une pareille mesure et comment fut-elle accueillie ?

Les motifs apparents donnés par Henri IV étaient assez plausibles. L'échevinage de Paris beaucoup plus important que celui de Lyon ne comprenait que quatre échevins et un prévôt. De plus, les affaires publiques devaient être traitées bien mieux et plus rapidement par un petit nombre que par douze conseillers. En réalité ce ne sont pas les vraies raisons qui ont poussé le roi à agir ainsi. Nous avons eu l'occasion de voir que les échevins, personnellement responsables, cherchaient des successeurs prêts à prendre cette lourde responsabilité et, pour qui, souvent le désir de plaire au roi était une chose tout à fait secondaire. De plus, le roi, sauf le cas où il nommait exceptionnellement les échevins, n'avait que peu d'influence dans leur élection. Imposer un petit nombre d'échevins était chose plus facile que de forcer une ville à recevoir douze conseillers arbitrairement choisis. Ce furent là, croyons-nous les véritables motifs. Et ce qui le prouve, c'est la manière dont le roi lui-même cherche à se défendre des intentions mauvaises qu'on paraît lui prêter. Dans des lettres en forme de charte pour la confirmation des privilèges lyonnais nous y lisons ces lignes : « Nous avons pour aucune considération particulière importants le bien de nostre service et le repos et sûreté de ladite ville, aucunement changé la forme du gouvernement d'icelle, ayant établi seulement au lieu desdits douze consuls, un prévôt et

quatre échevins à l'instar de Paris, au moyen de quoi l'on pourrait prétendre que nous eussions aussi voulu changer et altérer quelque chose pour le regard desdits privilèges, combien que ce n'ait jamais été nostre intention.....(1) » C'est précisément ce changement que le roi a voulu faire. Bien qu'il dise dans son édit que le mode d'élection ne sera pas changé, ce sera vrai en droit, mais faux en pratique. Quelques exemples vont sous peu nous le prouver.

Les conséquences de l'édit étaient naturelles. Le roi allait peu à peu se rendre maître de l'élection des prévôts des marchands et des échevins et enlever par là tout esprit d'indépendance et de résistance vis-à-vis la couronne. Désormais la liberté politique du Consulat devait pour toujours disparaître. Il est curieux de se demander, avant d'examiner ce que fit Henri IV dans ses rapports avec notre ancienne municipalité, comment les Lyonnais accueillirent cet édit. Un acte consulaire inédit (2) nous permet de répondre. Le sieur de la Guiche fut chargé, en sa qualité de gouverneur, de réunir les notables et de leur signifier l'édit. Il fut accueilli avec une très grande froideur. On y discuta peu, étant sûr d'avance de ne rien obtenir mais une amère ironie se dégage de toutes les réponses faites au gouverneur. Le procureur de la ville dit notamment « que ladite ville a entendu la lecture desdites lettres et reconnaît, en effet, que *le roi a grand soin d'elle* ayant pourvu à ce que ses dettes d'icelle soient

(1) *Privilèges*. Barbier. Page 54 et 55.

(2) Archives Municipales, BB, 132, f° 121.

acquittées par les beaux octrois qu'il lui a conférés et maintenant par cet Edit, Sa Majesté a pourvu en particulier à l'ordre par l'établissement de l'Echevinage et qu'il faut plier et ne se point enquérir plus outre puisque le père commande, il faut obéir mesmement suivant l'ordre de la ville de Paris qui est *sans doute* le meilleur que l'on puisse choisir. » Ce fut dans cette même réunion que le lieutenant du roi déclara que les élections se feraient, soit en sa présence, soit en la présence du sénéchal. On protesta en prétendant que les maîtres des métiers n'oseraient dire leur avis. Nous verrons dans la suite que les protestations furent vaines.

La réforme était accomplie. Comment le roi allait-il se comporter vis-à-vis la nouvelle municipalité.

Henri IV, dès 1601, manifeste son ingérence dans les affaires de la ville en déclarant qu'il voulait que tous ceux qui seraient appelés à la prévôté ou à l'échevinage fussent perpétuellement élus et choisis parmi les natifs et originaires de Lyon (1). Si on enfreignait cette règle, il déclarait nulle pour l'avenir toute élection contraire. Deux ans plus tard, il fut obligé de revenir sur cette décision pour apaiser les querelles survenues entre les natifs et les forains de plus en plus nombreux à Lyon. Ces derniers purent être admis et reçus à l'échevinage à la condition d'être régnicoles et d'avoir demeuré pendant dix ans à Lyon en qualité de chefs de maison. La charge de prévôt seule était spécialement affectée aux natifs (2).

(1) Chappe, X, 84.

(2) Chappe, X, 87.

Le prévôt des marchands et les échevins étaient nommés pour deux ans, comme les anciens conseillers. Ils devaient, en théorie, être élus par les maîtres des métiers. En pratique, il en fut tout autrement. Le roi se réserva la nomination du prévôt des marchands et parfois même des échevins. Il fallait toujours, en tout cas, que la nomination de ces derniers fût agréée par la Cour. En ce qui concerne l'élection du prévôt des marchands, le système employé était très simple. Une lettre de cachet arrivait quelques jours avant et indiquait quelle était la volonté royale. Il n'y avait pas moyen de s'y soustraire. C'est ainsi qu'en 1607, le roi, informé du décès du prévôt, mande au Consulat qu'il a fait choix lui-même du sieur Dupéron « pour en remplir dès à présent la place et la fonction sans attendre la Saint-Thomas (1). »

Parfois le roi demandait au Consulat une liste de trois noms pour la nomination du prévôt et il choisissait sur ces trois celui qui lui paraissait le plus docile (2).

Les procédés des représentants du roi n'admettaient aucune réplique, et si le malheur voulait que quelqu'un se permît une observation au sujet d'une nomination faite par Sa Majesté, il était guéri à jamais de son audace. Un acte consulaire, qui relate ce qui s'est passé en 1601 pour l'élection de 1602, jette un jour singulier sur ces réunions électorales. Le gouverneur, assisté de l'intendant, lisant, devant les notables et maîtres de métiers, la lettre de cachet du roi, qui contenait la

(1) Chappe, X, 66.

(2) Chappe, X, 66.

nomination du prévôt et de deux échevins, le procureur général de la ville, Goujon, voulut faire quelques remontrances à ce sujet. Le gouverneur de la Guiche, en guise de réplique, le menaça de lui passer « une brasse de son épée à travers le corps (1) ».

La monarchie sous Henri IV a voulu enlever au Consulat toute indépendance politique en lui laissant, toutefois, son indépendance économique. Les rapports politiques du roi et de la municipalité vont disparaître complètement et il n'existera plus entre eux que des rapports financiers. Jusqu'en 1610, le roi respectera, en apparence, les privilèges du Consulat, mais, en réalité, il les minera lentement, de manière à l'obliger à les racheter, ainsi que ceux de la ville.

Il faut, toutefois, reconnaître que l'ingérence royale de 1595 à 1610, dans les finances de la ville, a été salutaire à certains égards. Elle a contribué à rétablir à peu près un budget fortement compromis par les guerres de religion et par la Ligue. Henri IV a voulu, avant tout, régler les dettes dites « dettes de l'Echevinage ». Il rendit un édit par lequel les échevins cessaient d'être personnellement responsables des dettes contractées au nom et dans l'intérêt de la cité. Une fois cette mesure prise, il autorisa la ville à s'imposer extraordinairement pour payer les annuités dues aux particuliers pour l'argent avancé pendant le siècle précédent. Une double imposition fut établie. Ce fut d'abord un impôt sur le vin et ensuite le fameux tiers-surtaux. Ce dernier impôt consistait à lever, pendant six années, un droit équivalent à

(1) Chappe, X, 85.

la tierce partie de ce que la douane de Lyon levait sur les marchandises et denrées rentrant en ville. Le Consulat devait prendre sur ce produit la somme de 60,000 livres pour acquitter les dettes de la ville et le reste devait appartenir au roi.

Une fois les nouveaux impôts établis, le roi ne voulut pas en laisser l'administration purement et simplement à la ville. La conséquence directe de la liquidation des dettes de l'échevinage fut double : un contrôleur des finances fut créé, ce fut l'intendant ; de plus, le roi allait, dès à présent, diriger le budget de la ville à son gré.

Avant d'en finir avec le roi Henri IV, nous devons signaler deux faits qui sont caractéristiques, nous voulons parler de la création de deux offices commerciaux, dans un but purement fiscal. C'est, en 1604, celui de contrôleur et marqueur des cuirs. Jusque-là, ce contrôle se faisait gratuitement par les soins du Consulat. Malgré les protestations de la ville, l'office fut maintenu et cette dernière dut le racheter en 1620. En 1610, le roi crée le contrôleur et visiteur général des marchandises, mais le prévôt des marchands parvint à le faire supprimer. Ces deux faits sont significatifs ; ce sont les premiers offices créés par le roi sur des opérations commerciales.

Les finances de la ville, à la mort d'Henri IV, faisaient encore face aux exigences royales. Le budget était relativement équilibré. Mais où la débâcle va commencer pour ne plus s'arrêter c'est à partir de Louis XIV. Sous ce monarque despotique le Consulat se verra obligé d'user de deux moyens pour conserver ses privilèges :

emprunter et acheter les offices sans cesse créés par le roi.

Un des plus forts impôts qui pesa sur Lyon au début du règne de Louis XIV fut la taxe demandée pour la subsistance de ses troupes. Lyon, en 1640, étant incapable de payer les sommes exigées par le roi, ce dernier eut recours à des moyens arbitraires. Il ordonna qu'il serait distribué la somme de 52.250 livres de rentes annuelles aux plus riches et aisés de la ville. Ce moyen ayant peu rapporté, un arrêt du Conseil de 1641 décida « que les dénommés au rôle des taxes des aisés de ladite ville payeraient dans la huitaine les sommes contenues au rôle, que tous les habitants seraient contraints solidairement au restant de la somme de 748.075 livres (1).

De temps en temps le roi, pressé par des besoins d'argent, maintient les prévôts des marchands, échevins et leurs descendants dans leurs anciens privilèges et il reçoit à cette occasion 120.000 livres (2).

Les frais de guerre augmentant chaque jour, le roi créa l'impôt du vingtième denier sur toutes les marchandises et denrées vendues à Lyon ; puis, sur les instances des prévôts et échevins, il le modéra au quarantième (3). Ces impôts, comme la plupart des autres, étaient donnés à bail. Le Consulat en général présentait une personne et le roi moyennant une certaine somme l'autorisait à percevoir la taxe. C'est ainsi qu'en 1665, notamment,

(1) Chappe, XII, 82.

(2) Chappe, XII, 98.

(3) Chappe, XII, 179, 181.

les droits de quarantaine et de tiers surtaux sont affermés pour 350.000 livres (1).

Pour faire face aux demandes d'argent du roi, les impôts créés finirent par être insuffisants ; il fallut autoriser la ville à emprunter. Ce fut la ruine du Consulat. Les emprunts se multiplièrent pendant la seconde moitié du xvii^e siècle et durant le xviii^e avec une progression effrayante. Sans vouloir les énumérer, se qui serait fastidieux, citons seulement celui de 1704. Le roi permit aux prévôt des marchands et échevins d'emprunter jusqu'à 800.000 livres sous forme d'obligations ou de contrat de constitution de rentes et hypothèques pour sûreté des prêteurs et ce sur tous les biens de la ville (2).

En dehors de ces questions d'octroi et d'emprunt, la période qui nous occupe se caractérise par un double trait : le trafic des offices sous Louis XIV, les dons gratuits sous Louis XV. Ce sont là les seuls rapports du Consulat et de la royauté.

La vente des offices sous Louis XIV devient l'une des ressources les plus fructueuses de la royauté. Tout est vénal. Il n'y aurait eu encore que demi-mal si, une fois un office créé et vendu, le roi s'en était tenu là. Malheureusement le besoin d'argent a conduit Louis XIV à commettre de véritables escroqueries. L'office vendu fut souvent repris et racheté par le Consulat qui le conservait quelques années encore et se voyait contraint à le payer une troisième ou une quatrième fois. C'était la banqueroute pure et simple.

(1) Chappe, XII, 194.

(2) Chappe, XII, 106.

Le Consulat achète vingt-huit charges de courtiers moyennant 64,000 livres en 1698. La même année, il se rend acquéreur de la finance des lanternes pour la somme de 300.000 livres (1).

Le roi avait créé des charges de lieutenant-général de police. L'office mis en vente fut adjugé au Consulat pour 180.000 livres. Il pouvait à l'avenir, nommer cet officier (2).

En 1704, de nouveaux besoins d'argent font inventer deux nouvelles charges, celle d'inspecteurs des boucheries et celle de contrôleur des greffiers de l'Hôtel de Ville et de l'écritoire. Suivant sa tactique, et voulant empêcher l'introduction d'officiers voyant dans ses affaires, le Consulat s'en rendit adjudicataire moyennant 483,200 livres (3). L'année suivante, c'était la création des offices d'inspecteurs, visiteurs et contrôleurs aux entrées des eaux-de-vie, vins et cidres. Moyennant 200.000 livres, la ville était adjudicataire et quelques années après, elle versait encore pour les mêmes offices 250.000 livres à seule fin de les garder à perpétuité (4).

Allant beaucoup plus loin, Louis XIV essaya de mettre en vente les offices municipaux. Il créa des lieutenants de prévôt des marchands, et dix charges d'assesseurs de l'Hôtel de Ville, puis en 1706, des offices héréditaires de conseillers du roi, maires,

(1) Chappe, XII, 26.

(2) Chappe, V, 103.

(3) Chappe, XII, 105.

(4) Chappe, XIV, 587.

lieutenants de maire alternatifs et mi-triennaux. Le prévôt des marchands et les échevins durent, pour être déchargés de l'exécution de ces divers édits, fournir 202.000 livres (1)

Comme on le voit, Lyon s'endettait de jour en jour. Louis XV en multipliant les dons gratuits allait donner le coup de grâce au Consulat. Ce système des dons gratuits avait été inauguré par Louis XIV qui s'en était servi à deux reprises, en 1709 et en 1711. Il avait reçu au total 1.260.000 livres (2).

Sous Louis XV, ils sont très nombreux. A titre de curiosité, nous citerons celui de 1758 qui s'élève à 1.375.000 livres.

Quelques années auparavant, continuant le système des ventes d'offices, le roi avait retiré 1.000.000 de livres pour divers emplois.

Voilà quelle était la situation financière à la veille de 1764. La royauté, non contente d'enlever tout pouvoir politique au Consulat, s'était ingérée dans ses finances, d'abord pour équilibrer un budget faiblement compromis, ensuite pour en faire un banquier docile et toujours prêt à satisfaire ses caprices. La ville était tellement endettée qu'il ne fallait plus songer à lui demander de l'argent. Des protestations s'élevaient de tous les côtés, on accusait ouvertement le Consulat de banqueroute. Il n'y avait qu'un seul moyen, réorganiser complètement le corps municipal. Le régime prévôtal d'Henri IV, qui avait anéanti, en 1595, le vrai gouver-

(1) Chappe XII, 267, et Chappe, XIV, 643.

(2) Chappe, XII, 331,

nement consulaire de 1320 et de 1336, allait à son tour disparaître sous les coups de Choiseul.

SECTION II

Le Consulat en lui-même

Le Consulat a cherché au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles à cacher sa décadence politique sous la magnificence des solennités, sous l'éclat d'un cérémonial extraordinaire. Pendant près de deux cents ans, ce ne sont que cérémonies soit pour les élections des nouveaux prévôts et échevins, soit pour la fête de la Saint-Thomas, soit pour les réceptions des rois, gouverneurs entrant en charge. Pour un motif futile, le corps consulaire sort en robes violettes en grand apparat, escorté et précédé de mandeurs.

C'est bien là le signe caractéristique de sa faiblesse, sa splendeur seule le soutient.

C'est au ^{xvii}^e siècle seulement que l'on s'est occupé de faire construire un monument spécial pour tenir les séances consulaires et y conserver les archives. Jadis, nous l'avons vu, on se réunissait dans l'église de Saint-Jacquème. En 1424, le Consulat achetait une maison située entre la rue de la Fromagerie et la rue Longue. Le 14 février 1461, on transportait l'Hôtel commun dans le quartier des halles de la Grenette, enfin en 1604 on revenait près de l'église Saint-Nizier (rue Poulallerie,

Saint-Nizier). Ce ne fut qu'en 1646 seulement que l'on commença l'Hôtel de Ville actuel.

Une fois le nouvel Hôtel commun terminé, les élections des magistrats se firent avec un cérémonial jusque-là inaccoutumé (1).

Voici tout d'abord comment l'on procédait à l'élection des nouveaux prévôt et échevins.

Le jeudi qui précédait le dimanche de l'élection (le dimanche avant la Saint-Thomas, 21 décembre), le prévôt et les échevins qui étaient encore en charge allaient vers les neuf heures du matin à l'Hôtel du Gouverneur ou en son absence à l'Hôtel du lieutenant du roi, pour lui apprendre que ce jour-là on allait procéder à l'élection des terriers et des maîtres des métiers. On suppliait le représentant du roi de *trouver bon que la convocation de leur assemblée se fît pour le dimanche suivant*. Ceci fait, le prévôt recevait de la main du gouverneur une lettre de cachet du roi qui indiquait sa volonté pour le choix du prévôt et de deux échevins. L'après-midi, le corps consulaire se réunissait à l'Hôtel de Ville et procédait à l'élection des terriers et maîtres des métiers.

Les mandeurs ou massiers allaient alors prévenir les maîtres des métiers élus d'avoir à comparaître le vendredi, pour prêter serment et sceller de leurs sceaux particuliers le syndicat. Le samedi matin on retournait chez le gouverneur pour savoir si Sa Majesté n'avait

(1) La plus grande partie de cette section, ou plutôt ce qui concerne le cérémonial a été emprunté au *Cérémonial de 1680*. Ce manuscrit se trouve aux archives de la ville.

donné aucun ordre nouveau. Le soir, le secrétaire de la ville allait rendre compte au gouverneur de ce qui s'était passé la veille à l'élection des maîtres des métiers et lui indiquait quelles étaient les prévisions possibles pour le lendemain. Ceci nous montre bien la mainmise du roi sur tout ce qui revêt un caractère politique.

Le dimanche matin, à huit heures, quand le prévôt des marchands était dans sa dernière année de charge, les mandeurs de la ville en robes, allaient le prendre chez lui et le conduisaient à l'Hôtel de Ville dans la chambre du Consulat; puis ils faisaient de même pour les deux échevins sortants.

Une fois ces trois magistrats réunis, ils partaient précédés des mêmes mandeurs pour aller entendre la messe du Saint-Esprit dans la chapelle Saint-Jacques. Là un grand cérémonial avait lieu. Le procureur de la ville y assistait. Un chanoine officiait. Une fois la messe finie, le cortège retournait à l'Hôtel de Ville où pendant ce temps les maîtres des métiers s'étaient réunis dans la salle des portraits sur deux bancs. Les trois terriers (ils étaient trois quand le prévôt sortait de charge) rentraient dans la salle et allaient s'asseoir dans « un parquet fermé par une balustrade », le prévôt était au milieu, les deux échevins à ses côtés. Ils étaient sur un banc élevé et tournaient le dos à la cheminée. Un espace laissé vide entre le banc et la cheminée renfermait les cinq fauteuils où avait l'habitude de s'asseoir le corps consulaire en séances ordinaires. Ces cinq fauteuils marquaient « la déposition et suspension de la magistrature pendant que l'on procédait à une nouvelle élection ».

Au milieu du « parquet », était une table autour de laquelle le procureur de la ville, le secrétaire et le receveur prenaient place.

Une fois tout le monde en place, les mandeurs procédaient à l'appel des maîtres des métiers. On marquait les présents et les absents. Ces derniers étaient frappés d'une amende. Les maîtres des métiers présents renouvelaient leur serment. Le procureur de la ville prononçait alors un discours d'une demi-heure environ, dans lequel il exhortait l'assemblée à faire un bon choix. Les terriers à leur tour prenaient la parole et expliquaient leurs votes. Après cela, les mandeurs appelaient nominativement les maîtres des métiers qui votaient. Le vote terminé, on proclamait le résultat sauf pour le prévôt. Si l'assemblée n'avait pas choisi la même personne que le roi, on lisait alors purement et simplement la lettre de cachet. Avant de se séparer, le secrétaire lisait debout le syndicat ou procès-verbal de l'élection.

Le procureur de ville allait alors, vêtu de sa robe de cérémonie et accompagné du secrétaire, du receveur et des mandeurs, annoncer aux nouveaux élus leur nomination. Pendant ce temps, les terriers et les anciens échevins restant en charge prévenaient le gouverneur.

Une fois que les nouveaux élus connaissaient le résultat, ils allaient chez le nouveau prévôt ; à son défaut, chez l'échevin nouveau du côté de Fourvière et de là ils partaient rendre une visite au gouverneur, au lieutenant du roi, à l'intendant et à l'ancien Consulat.

Tel est le mode d'élection des prévôts des marchands et des échevins aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Quelques jours après, le 21 décembre, à la fête de Saint-Thomas,

on publiait en grande pompe le syndicat et c'était ce jour-là l'occasion de prononcer les fameux discours appelés « les oraisons doctorales ».

Un jour ou deux avant cette fête, on invitait le gouverneur, le présidial, l'intendant, les trésoriers de France. L'orateur qui devait prononcer le discours le communiquait quelques jours avant au procureur général de la ville, puis au gouverneur, à l'intendant et enfin au prévôt. Une fois cette opération faite, le procureur, en robe, accompagnait l'orateur chez le gouverneur et le présentait lui et son discours. Le jour de la Saint-Thomas arrivé, la cloche de l'Hôtel de Ville annonçait la fête dès le matin et convoquait tous les invités à se rendre à la cérémonie. Pendant ce temps, les 200 arquebussiers se postaient aux alentours de l'Hôtel de Ville pour prévenir tout désordre.

Le corps consulaire et les ex-échevins entendaient la messe dans la chapelle située sous le dôme de l'Hôtel de Ville et vers les dix heures, arrivaient solennellement le gouverneur, le lieutenant du roi, l'archevêque, l'intendant, le présidial. Chacun d'eux était reçu à l'entrée par tout le corps consulaire qui les conduisait avec pompe dans la grande salle. Au fur et à mesure de chaque entrée d'un personnage important, le vestibule résonnait du son des hauts-bois et des trompettes.

La cérémonie avait lieu dans la grande salle, les portraits du roi et de la reine étaient placés sous un dais à droite. Le gouverneur et les autres officiers royaux se mettaient à leur gauche, sur des tabourets élevés. Un peu plus loin, prenaient place les gens de l'Eglise et en face le corps du présidial. Le corps consulaire se plaçait

vis-à-vis le présidial, les anciens consuls derrière. Au bas de la chaire de l'orateur, sur une table recouverte d'un tapis, était exposé le syndicat.

Dès le matin, le procureur général est allé chercher l'orateur. Ce dernier attend que l'Assemblée soit placée pour faire son entrée, conduit par les mandeurs. Il monte en chaire et expose le sujet de son discours (1), qu'il termine en faisant l'éloge des corps présents.

Le discours fini, le secrétaire lit le syndicat et la séance prend fin. Chacun se retire, hormis le gouverneur, le lieutenant du roi, l'archevêque et l'intendant qui sont conduits dans une salle où se fait un festin public auquel assistent, en outre, les anciens prévôts et consuls. L'orateur dans ce festin est placé au haut bout de la table, le gouverneur et le lieutenant du roi occupent les premières places, et à leurs côtés se mettent le nouveau et l'ancien prévôt (2).

Telle était son ensemble, la curieuse cérémonie de la Saint-Thomas. Nous croyons utile de nous demander quelle en fut l'origine et quels étaient les orateurs qui prononçaient les oraisons doctorales ? Dès les temps les plus reculés de l'histoire du Consulat, il était d'usage de réunir le peuple et de lui lire le syndicat. Il est probable que les discours à l'origine se bornaient simplement à cette lecture accompagnée d'un petit commentaire. La plus ancienne oraison au sens strict du mot remonte, paraît-il (3), à l'année 1421. L'orateur était

(1) Le discours fut prononcé au latin jusqu'en 1594.

(2) Le festin fut supprimé dès 1650 par mesure d'économie.

(3) Bleton. *Les oraisons doctorales de la Saint-Thomas*.

toujours payé. C'est ainsi que Jehan le Viste reçoit, en 1421, un écu d'or pour prix de son discours. Les oraisons doctorales ont pris de l'importance au xvi^e siècle surtout. Etait-ce un honneur très recherché de prononcer ce discours? On a prétendu que oui et pour appuyer ces dires on s'est basé sur ce fait qu'un docteur écossais aurait, en 1551, prononcé l'oraison doctorale, et que ce dit maître « aurait été très instamment prié et requis par les conseillers » (1). Sans vouloir combattre cette opinion, nous nous permettons de faire la réflexion suivante. Si le fait de prononcer ces discours eut été un honneur très recherché, comme on le prétend, pourquoi voyons-nous, dans les actes consulaires, cette mention si fréquente et si significative : « en considération de ce qu'il n'y avait aucun docteur en ladite ville qui ne se soit voulu charger d'icelle oraison et ce outre la somme de 30 sols accoutumée pour ladite cause (2)? Et cela semble fort bien expliquer que le Consulat ait cherché, souvent ailleurs, un orateur auquel il donnait alors pour la circonstance une somme un peu plus forte, 4 écus d'or en 1549 par exemple, 20 livres tournois en 1551.

Les sujets de ces discours variaient à l'infini. Mais il est à noter qu'à partir du xvii^e siècle c'est toujours le même thème, le panégyrique du roi régnant (3), dont certains orateurs comme Aléon Dulac en 1749 (4) com-

(1) Bleton. *Les oraisons doctorales de la Saint-Thomas*.

(2) Péricaud. *Notes et documents*. Tome II, à sa date 1549.

(3) On peut s'en rendre compte en feuilletant le catalogue du fonds Coste par M. Vingtrinier.

(4) Bleton, *in fine*.

parent les vertus « aux rayons de l'astre étincelant ».

Avant d'en finir avec la Saint-Thomas, nous signalerons une coutume assez curieuse pratiquée ce jour-là. Le Consulat faisait fabriquer des jetons tous les deux ans gravés aux armes des prévôts et des échevins. Ces jetons étaient renfermés dans des bourses riches variant de 14 à 25 livres et on y ajoutait un certain nombre de pièces d'argent renfermées dans des bourses en velours violet. On donnait ces cadeaux au Consulat, aux officiers de la ville, et même aux sociétés savantes (1). On ignore si c'étaient des jetons de présence ou de simples gratifications.

Toutefois, en ce qui concerne ceux donnés à l'Académie de Lyon, on peut affirmer qu'ils avaient un caractère de subvention annuelle, ils étaient distribués « à raison des assistances et des tributs » (2).

Le Consulat jouissait de nombreux privilèges personnels. On peut les grouper sous quatre chefs : 1° Privilège de noblesse ; 2° Exemption du ban et de l'arrière-ban ; 3° Droit de bourgeoisie ; 4° Droit de *Committimus*.

Le privilège de noblesse avait été conféré, nous l'avons vu, par Charles VIII en 1495 ; ce privilège avait plusieurs conséquences. Malgré leur titre de noblesse les échevins pouvaient négocier en gros. Il leur était permis de faire le commerce de l'argent et des marchandises en gros, de les tenir en magasin sans que ce fût estimé « acte de roture » ; on leur interdisait seulement,

(1) *Revue du Lyonnais*. Année 1865, t. I, p. 147, article de M. Steyert.

(2) Voir à ce sujet le rapport fait par M. Caillemer à l'Académie de Lyon, page 47, Lyon, 1883.

sous peine de déchéance, de débiter « au détail et en boutique ouverte ». Henri IV ne leur permit le trafic en gros que dans Lyon, mais Louis XIV les autorisa à faire le négoce au dehors (1).

Une autre conséquence de ce premier privilège était l'exemption de la taille. Par lettres de jussion de Louis XIII, les prévôts et échevins sortants devaient, à leur sortie de charge, déclarer au greffe de l'élection, s'ils entendaient vivre noblement ou demeurer dans leur première condition. S'ils venaient à renoncer à leurs privilèges, ils en étaient privés pour toujours (2).

L'exemption des taxes pour droit de franc-fief était encore une conséquence de ce privilège de noblesse; les anoblis en jouissaient comme les nobles de race. Mais aux conséquences agréables venait s'en adjoindre une quatrième plutôt ennuyeuse. C'était la taxe pour la confirmation de la noblesse par l'échevinage. Chaque échevin fut taxé, en 1690, notamment, pour 4,000 livres (2); en 1730, pour 2,000 livres. Il est vrai qu'en 1732, moyennant 200,000 livres, le Consulat était déchargé pour toujours des sommes dues de ce chef au roi par leurs prédécesseurs (3), et il avait la faculté de les emprunter.

Le second privilège était l'exemption du ban et de l'arrière-ban (4). Tout noble était, en principe, obligé au ban et à l'arrière-ban; les anoblis par l'échevinage

(1) Chappe, IV, 22, 30.

(2) Chappe, IV, 38.

(3) Chappe, IV, 66,

(4) Chappe, IV, 69 et suiv.

de Lyon en étaient affranchis ainsi que des taxes levées à cet effet. Le motif de cette exemption trouvait sa raison d'être dans le fait que les échevins devaient faire le guet et prendre la garde de leur ville comme les autres Lyonnais. Ce droit fut contesté par Louis XIV, mais le Consulat le défendit toujours avec opiniâtreté.

Le troisième privilège avait trait au droit de bourgeoisie. Pour être bourgeois de Lyon et jouir des prérogatives attachées à ce titre il fallait être né à Lyon, s'être fait inscrire à l'Hôtel de Ville et y résider dix ans après l'inscription. Tous ceux qui passaient par l'échevinage étaient affranchis de l'inscription. Ils avaient le droit de jouir de tous les privilèges découlant de ce droit, même s'ils n'étaient pas nés à Lyon. Une seule condition était exigée, il fallait avoir résidé à Lyon dix ans avant la nomination à l'échevinage et avoir exercé cette fonction pendant deux ans. Ce privilège personnel fut accordé le 4 mai 1728.

Le dernier privilège personnel du Consulat consistait dans le droit de *committimus*. Ce droit avait pour avantage de faire évoquer les procès du Consulat devant des juges spéciaux. Le prévôt des marchands jouissait du *committimus* au grand sceau, les quatre échevins, le procureur général de la ville, le secrétaire et le receveur jouissaient du *committimus* au petit sceau. Cet avantage, ils ne le conservaient que durant leurs fonctions seulement. Ils le devaient à Louis XIV qui le leur accorda en 1708.

CHAPITRE IV

Le Consulat de l'année 1764 à la Révolution

SECTION PREMIÈRE

La Réforme de 1764

La grande réforme de 1764 marque nettement le point de départ d'une nouvelle période qui se termine avec la révolution de 1789. Pourquoi la royauté, absolument maîtresse du Consulat, réorganisa-t-elle complètement le corps municipal de Lyon, pourquoi revint-elle, pour ainsi dire, en arrière, en compliquant l'administration consulaire et en augmentant le nombre des officiers municipaux, telle est la double question que nous allons essayer de résoudre avant d'entreprendre l'étude de l'édit du 31 août 1764.

Il est facile de répondre à la première question. Nous avons vu, en étudiant le Consulat au xviii^e siècle, quel fut le résultat de la mainmise de la royauté sur les affaires municipales de la ville de Lyon. Les subsides

demandés par le roi, toujours de plus en plus nombreux, forcèrent les échevins à emprunter et à endetter la ville. On en était arrivé à un tel point que, sous Louis XIV, la banqueroute du Consulat ne faisait plus l'ombre d'un doute. Dès l'année 1762, des réclamations nombreuses surgirent de tous les côtés. La ville, écrasée sous le poids des impôts, ne pouvait plus subvenir aux dons gratuits et c'était avec la plus grande peine que le Consulat pouvait payer l'intérêt des rentes sur l'Hôtel de Ville. L'ennemi né du Consulat, le présidial, l'accusait de dilapidation, demandait la vérification du budget de la ville et montrait au public une situation financière sans issue que tous cherchaient vainement à cacher. En présence d'un tel danger, les ministres du roi, Choiseul notamment, voulurent trouver un remède : réorganiser les finances municipales de fond en comble, tel fut le but ; modifier l'organisation consulaire, voilà le moyen.

Aux questions de finances, plus particulières à Lyon, vinrent s'ajouter d'autres considérations générales. Depuis longtemps, on réclamait de tous les côtés la participation du peuple dans les élections des prévôts des marchands et des échevins. Nous avons eu l'occasion de voir comment les maîtres des métiers étaient devenus peu à peu les esclaves. l'instrument docile du Consulat. Bien que désignés chacun par leurs corps de métiers, ils étaient encore soumis à un second choix, l'agrément du Consulat sortant. De plus, la royauté, voulant rendre moins puissants que par le passé les échevins et les prévôts, essaya de soumettre les actes consulaires à une censure

constante, en introduisant, à côté du corps municipal alors existant, un double Conseil, le corps de ville et l'assemblée des notables.

On croyait par ces grandes réformes résoudre le terrible problème dont la solution menaçait la France entière. Comme nous le verrons, les résultats furent médiocres. La royauté aurait dû, non pas changer le gouvernement municipal de Lyon pour sauver les finances de la ville, mais commencer par prendre elle-même ces finances entre ses mains, arrêter ses convoitises pécuniaires en ne demandant plus de subsides et amortir peu à peu une dette séculaire.

L'édit qui changeait la forme municipale de Lyon fut promulgué sous forme de lettres patentes en date du 31 août 1764 (1). Cet édit assez embrouillé doit, pour sa clarté, être divisé en plusieurs parties. Nous examinerons donc successivement :

- 1° La composition du nouveau corps municipal ;
- 2° La forme des élections ;
- 3° Les conditions d'éligibilité et la durée des mandats ;
- 4° Les attributions respectives de chaque assemblée.

Le nouveau corps municipal comprenait en réalité 36 membres. Il se divisait en trois fractions :

L'assemblée des notables, le corps de ville et le Consulat proprement dit.

L'assemblée des notables comptait trente-six membres à savoir, le prévôt des marchands, les quatre échevins, les douze conseillers de ville et dix-sept

(1) Archives municipales, BB, 389 et bibliothèque de la ville, *Fonds Coste*, n° 111.819.

notables commerçants ou autres. Il faut également y ajouter deux officiers de la Cour des monnaies et de la sénéchaussée. A côté de cette assemblée de notables, fonctionnait le corps de ville comprenant dix-sept membres se répartissant ainsi : le prévôt des marchands, les quatre échevins et les douze conseillers de ville ; en plus siégeaient le procureur du roi, le secrétaire et le receveur. Enfin venait le Consulat proprement dit avec son prévôt, ses quatre échevins, son secrétaire et le procureur de la ville.

Comment recrutait-on tous ces magistrats ? Ici le système est compliqué. Nous allons essayer de l'exposer avec le plus de clarté possible. Nous prendrons d'abord l'élection des notables. L'élection se faisait au mois de décembre, pendant les premiers jours de ce mois, les différents corps de métiers et autres de la ville s'assemblaient pour nommer des députés chargés d'élire les notables. Ces députés, assistés du prévôt, des échevins, des conseillers de ville en exercice, du lieutenant général et du procureur du roi, se réunissaient à l'Hôtel de Ville et procédaient à l'élection des dix-sept notables. Les notables devaient être pris, d'après l'art. 15 de l'édit, dans des corps désignés : le chapitre, l'ordre ecclésiastique, la noblesse, les trésoriers de France, le siège de l'élection, l'ordre des avocats, la communauté des notaires, celle des procureurs devaient tous fournir un notable chacun. Le corps des commerçants avait droit à cinq notables et les corporations des arts et métiers à quatre. Les notables étaient élus à la pluralité des voix et au moyen du scrutin (article 20).

Les conseillers de ville sont élus par l'assemblée des

notables. Cette assemblée a lieu le lendemain du jour où l'on nomme les deux nouveaux échevins. On nomme le nombre de conseillers nécessaires pour remplacer soit ceux qui sont montés à l'échevinage, soit ceux qui ont fini leur mandat. L'article 9 de l'édit prend une mesure passagère. Il décide que les deux plus jeunes conseillers sortiront de charge à l'expiration de la première année, et qu'il en sera ainsi d'année en année jusqu'à la fin des six années.

Les échevins étaient nommés par l'assemblée générale des notables. Quant au prévôt des marchands, on présentait une liste de trois noms, on communiquait les résultats de cette liste au roi qui le désignait alors.

Tel est dans son ensemble le système électoral inauguré par l'édit de 1764 ; système compliqué et dont les résultats furent sans valeur.

Quelles étaient les conditions d'éligibilité, et combien devaient durer les mandats ? Le prévôt des marchands pour être élu devait être noble et né à Lyon. Les échevins étaient choisis parmi les conseillers de ville (art. 6). Quant aux conseillers de ville, quatre d'entre eux se recrutaient toujours parmi les anciens échevins. Nous avons vu que chaque année deux conseillers sortaient de charge. Ils devaient être remplacés, l'un par le trésorier des hôpitaux s'il avait achevé son temps d'administration ; l'autre par une personne capable et méritante, un ancien juge de la Conservation, notamment.

Pour être notable, il fallait être âgé de 35 ans au moins, habiter Lyon depuis dix ans et avoir passé par les charges de sa communauté (art. 17).

La durée des mandats était très variable. Les prévôts

des marchands étaient nommés pour deux ans, mais on pouvait les réélire. Les échevins exerçaient leurs fonctions également pendant deux ans, une fois ce délai terminé, ils ne pouvaient plus être nommés à nouveau.

Les conseillers de ville avaient un mandat d'une durée de six années, et n'étaient rééligibles que six ans après; quant aux notables, leur mandat était annuel, mais on pouvait les réélire indéfiniment.

Il nous reste, pour en finir avec cet édit, à examiner quels étaient les pouvoirs respectifs de chaque assemblée. L'assemblée des notables représentait la commune, elle avait, dans l'esprit de la royauté, pour but de régir les biens de la ville et de défendre ses intérêts. Son pouvoir était très étendu. C'était un corps de surveillance qui devait se réunir au moins deux fois par an. Cette assemblée examinait les rendements de comptes faits par le corps de ville et par le receveur. Elle avait le droit d'emprunter (art. 17 et 18), de faire des acquisitions pour le compte de la ville, ou des aliénations (art. 16), d'adjuger des baux (art. 24), de soutenir ou d'intenter les procès (art. 22), enfin d'envoyer des députés au nom de la cité (art. 30).

Le pouvoir du corps de ville était un peu moins étendu. Il régissait et administrait la ville pour tout ce qui était d'un ordre secondaire (art. 22 des lettres patentes). Il avait le droit d'adjuger les biens et les revenus patrimoniaux quand la valeur n'excédait pas 100 livres de revenu annuel (art. 26), enfin il avait l'exercice général de la juridiction des arts et métiers (art. 1^{er}, lettres patentes).

Il restait fort peu de choses pour le Consulat. Il est

vrai qu'il faut se rappeler que ce dernier siégeait dans les deux assemblées dont nous venons de parler. En tant que corps spécial, le Consulat avait la signature des mandats (art. 26), réglait les présents d'honneur jusqu'à concurrence de 20,000 livres, les cérémonies, les aumônes jusqu'à 12.000 livres. Il nommait à tous les emplois laissés libres par le corps de ville (art. 29), enfin et c'était là son rôle le plus lourd et le plus important il avait l'exercice de la juridiction de la Conservation des foires.

Nous en avons terminé avec l'édit de 1764. Il nous reste à l'apprécier. Il faut sans doute louer Choiseul d'avoir voulu essayé d'apporter un remède au mal dont Lyon souffrait depuis de longues années, mais ce remède était-il bien efficace. On désirait que le peuple prît une large part à l'élection. Il semble de prime abord que ce désir fut réalisé, mais, en examinant à fond cette constitution, on reconnaît de suite son erreur. La sélection s'opère dès le début et le peuple n'a en réalité aucune influence dans l'assemblée définitive. Il aurait fallu enfin opérer une réforme beaucoup plus radicale dans les finances mêmes de la ville ; on aurait dû arrêter les dépenses toujours croissantes. Au lieu de cela que fit-on ? Par lettres patentes, on se borna à réduire les dépenses de jetons d'argent de 8.000 livres à 4.000 ; on supprima les présents d'honneur que la ville faisait chaque année, ainsi que les dépenses de robes et de repas à l'occasion de la Saint-Thomas (1) ; on interdit enfin toute grosse réparation ou construction excédant

(1) Archives municipales, BB, 389.

3.000 livres, il fallait désormais pour ces dernières, l'autorisation du roi.

La situation de la ville ne s'améliorait donc pas. Des critiques s'élevèrent de tous les côtés. Un publiciste écrivait ces lignes pleines de vérité dans une lettre d'*un propriétaire d'immeubles à Lyon à un autre propriétaire de la même ville* (1) : « C'est dans la constitution même de notre régime municipal qu'il faut rechercher la source du mal. Cette constitution pêche par le défaut d'intérêt direct et permanent dans les représentants communément borné au court espace de leur administration... on les a vus profiter surtout de la trop grande facilité du gouvernement à permettre des emprunts ruineux, moyen infaillible pour se tirer d'affaire aux dépens de la postérité... » et parlant de la réforme de 1764 : « Ça eut peu de succès, on n'est pas remonté jusqu'aux principes qui auraient dû la diriger, on établit des surveillants, on assujettit le corps municipal à les consulter, mais on forme ce nouveau corps de députés d'autres corps qui n'avaient qu'un intérêt indirect à l'administration. »

La tentative de 1764 fut la dernière. La royauté n'avait plus que quelques années à vivre, tout le système de l'ancien régime était définitivement condamné et allait crouler sous les abus.

(1) Archives municipales, BB, 389 petit opuscule de 20 pages sans date, pages 9 et 10.

SECTION II

Fin du Consulat. Son rôle dans les Elections des députés aux Etats Généraux

Pendant cette période finale, le Consulat cherche avant tout à se garantir et à conserver ses privilèges. Il ne s'occupe plus à remédier à une situation désespérée et c'est à peine s'il luttera contre les empiètements toujours croissants de la royauté. La réforme de 1764, bien que radicale, n'amènera aucun changement dans l'état financier de la ville, nous avons vu quel en était le caractère défectueux ; aussi les critiques les plus vives vont surgir de tous les côtés ; le Consulat, attaqué bientôt par les corps royaux installés à Lyon, par les citoyens eux-mêmes, abandonné à l'arbitraire royal, se verra refuser toute participation à l'élection des députés aux Etats Généraux et disparaîtra par la force même des choses, sans bruit, sans révolte, après une durée de quatre siècles et demi.

De 1764 à 1789 les finances de la ville, cette éternelle plaie de l'ancien régime, sont encore plus que par le passé entre les mains de la royauté. Jusqu'à cette époque le Consulat s'était toujours rendu adjudicataire des octrois et impôts pesant sur Lyon et il les donnait ensuite à ferme par adjudication au plus fort enchéris-

seur... Le roi inaugura un nouveau système d'oppression qui acheva la ruine des finances. Il ordonne, par un arrêt du Conseil, de donner à bail à un nommé Brouhot pendant neuf ans la ferme des impôts, et ce, sans aucune formalité, sans surenchère et, « en outre, moyennant l'assurance audit Brouhot d'un intérêt de 10 % sur une somme de 1.170.000 livres par lui avancée, et encore à condition qu'il lui sera tenu compte de 5 % d'intérêts, pour toutes les sommes qu'il sera dans le cas d'emprunter, *afin de suppléer au défaut de produit de sa ferme et de satisfaire au produit du bail* (1). » En 1776 ce fut pire. Un arrêt du Conseil enjoignit au prévôt des marchands et aux échevins de passer bail à un sieur Struntz, moyennant 2.170.000 livres, pour neuf ans. La ville, qui avait régi elle-même quatre ans avant, avait perçu en moyenne 2.900.000 livres, Pour la première fois, depuis un siècle, les échevins protestaient et résistaient à l'exécution de l'arrêt. Il demandèrent la continuation de la régie et firent présenter une offre supérieure de 50.000 livres par une compagnie spéciale. Malgré cela, le bail fut passé à Struntz. Le contrôleur général des finances venant à mourir, les échevins déposèrent une nouvelle protestation chez un officier public et la firent signifier au prévôt des marchands. Un arrêt du Conseil vint anéantir ces protestations et ordonna l'exil de Brac, l'un des quatre échevins récalcitrants.

(1) Voir le rapport de Champagneux au Conseil général de la commune en 1791, cité dans l'ouvrage de M. Væsen : *Lyon en 1791*, page 99 et suivantes.

La dette du Consulat atteignait dès l'année 1775 la somme de 30 millions, elle allait être portée quelques années plus tard à 39 millions, ce qui faisait par habitant un passif de 245 livres (1). Les impôts étaient très nombreux. Tous les produits doubleraient et tripleraient de valeur, et il fallait toujours donner de l'argent. On eut alors un mouvement populaire qui se traduisit par des « rebeynes » ou révoltes ; le Consulat, voulant sévir, fut obligé de relâcher tous les séditeux et de recourir aux armées du roi.

Ce fut le commencement des critiques. Dès lors, on vit apparaître une grande quantité de brochures, les unes attaquant directement le Consulat et « ses administrateurs qui se sont enrichis aux dépens de la ville » ; les autres donnant des conseils, proposant de sages réformes. L'une d'entre elles mérite d'être signalée. Son auteur, un certain Gros de Boze, répand des idées modérées, pour des contemporains de nos jours, mais bien avancées pour l'époque. Il proposait deux réformes pour remédier à la situation. En premier lieu, il fallait pourvoir au remboursement de la dette capitale. On pourrait y arriver, disait-il, en imposant les immeubles et les maisons de la ville et en consacrant le produit de cet impôt au remboursement de la dette... ; ensuite, pour atteindre ceux qui n'étaient pas tenanciers du sol, il proposait une taxe sur la valeur locative, proportionnée à la richesse des appartements.

En second lieu, on devait mettre des octrois sur les fruits, les volailles, doubler ceux existant sur les alcools.

(1) Rapport de Champagneux, page 99,

Comme dernière innovation, il conseillait la création d'une banque spéciale et privilégiée où les Lyonnais seuls pourraient placer de l'argent en viager (1).

Nous approchons de la fin du Consulat. La dernière chose qu'il nous reste à étudier, c'est son rôle dans les élections des députés aux Etats généraux. Louis XVI, le 23 septembre 1788, ordonnait la convocation des Etats pour l'année 1789 et, sur l'ordre de son ministre, Loménie de Brienne, la France entière était consultée sur la manière dont elle comprenait cette convocation. Ce fut l'occasion à Lyon de nombreuses discussions et le Consulat, tout en soutenant l'idée qu'il fallait donner une députation à part à la ville, s'occupa surtout de revendiquer et de défendre ses privilèges personnels. Le prévôt des marchands, Tolozan de Montfort, fit rédiger un cahier contenant toutes les formes suivies par les députations aux Etats généraux depuis 1467 (2). Il voulait prouver par là que le Consulat avait de tout temps procédé seul au choix des députés, et que ceux-ci étaient généralement pris parmi ses anciens membres. Le cahier s'étendait surtout sur les formes suivies en 1614. Le corps municipal y représentait le Tiers-Etat et convoquait l'assemblée des terriers et des maîtres des métiers.

A l'appui de ces prétentions, le prévôt rédigea un mémoire et le Consulat adressa le tout au roi. Quelques lignes de ce mémoire nous permettent de bien faire connaître ce que voulaient le prévôt et les échevins.

(1) Archives, BB, 389, inédit (manuscrit).

(2) Ce cahier se trouve à la Bibliothèque de la ville, Fonds Coste.

« Le corps municipal, représentant-né de l'universalité des citoyens qui concourent à le composer, est spécialement chargé de transmettre au Tiers-Etat les ordres de convocation, d'en assembler et présider les représentants, de procéder à la rédaction des cahiers... cette prérogative, dont le corps municipal a exclusivement joui, sans l'intervention de toute autre autorité est consacrée par un laps de temps de cinq siècles ». . . . Vou-
lant enfin que rien ne fût inauguré dans les élections des députés, le Consulat demandait au roi que chaque chose fût l'objet de lettres patentes spéciales, adressées au prévôt des marchands et aux échevins. En résumé, le Consulat voulait diriger entièrement les opérations électorales, il voulait rédiger les cahiers et avoir une place importante dans la députation elle-même.

Ces grandes prétentions furent naturellement tenues cachées mais le peuple ne tarda pas à les connaître et alors une lutte violente éclata entre le Tiers-Etat et le Consulat. Les écrits surgirent de tous les côtés, on posa des questions aux échevins, on leur reprocha la gestion financière de la ville, et l'on conclut toujours à leur exclusion totale des élections. Une brochure intitulée. « Avis aux citoyens sur les élections (1) » montre bien l'état des esprits vis-à-vis le Consulat : « Les officiers du Consulat doivent être fatigués d'une pénible et bruyante administration. Citoyens ! ne perdez pas de vue que ces messieurs, même ceux qui les ont précédés depuis dix ans, ne peuvent être élus sous aucun prétexte parce qu'ils doivent rendre des comptes essentiels et

(1) Bibliothèque de la ville, fonds Coste, n° 111.276.

qu'il importe qu'ils soient examinés par de nouveaux officiers. »

Quelque temps après, le Consulat proposait un nouveau mode d'élection, il divisait la ville en vingt-huit circonscriptions électorales (ce qui correspondait à la division en pennonages), et chacune de ces circonscriptions devait nommer quatre délégués. Ces délégués formeraient alors une assemblée qui, sous la présidence du prévôt des marchands et avec l'aide des échevins, nommerait les députés du Tiers-Etat. Cette proposition faite le 2 novembre 1788 était éventuelle, elle devait devenir ferme dans le cas seulement où le roi rejetterait la première demande. Malgré tout, le peuple l'accueillit avec froideur, on craignait, en effet, que l'influence des capitaines pennons ne se fît sentir dans le choix des délégués. Ces officiers, qui devaient présider les assemblées de quartier, absolument dévoués au Consulat, auraient dirigé les élections au gré de celui-ci.

La lutte s'envenimait. Dès le 24 décembre, les bourgeois demandaient au prévôt des marchands la convocation des trois ordres pour élaborer un avant-projet de rédaction des cahiers. Le Consulat, craignant pour son indépendance s'il autorisait cette réunion, refusa énergiquement. Le 12 janvier 1789, une nouvelle assemblée du Tiers-Etat eut lieu dans une salle du couvent des Grands-Carmes, aux Terreaux, et l'on y constata officiellement le refus du Consulat d'assembler les trois ordres. Il y fut décidé (art. 7), que personne ne pourrait être admis comme représentant de la nation s'il n'était librement élu par l'assemblée et que « nul ne pourrait prétendre être député de droit à raison d'au-

cune dignité, charge ou commission ». On proposait enfin le sectionnement de la ville en six parties et dans chacune les bourgeois devaient nommer un délégué par quarante électeurs (1).

Cette exclusion du Consulat ne devait pas rester inaperçue aux yeux de ses membres. Il y eut de nombreuses protestations, de longs pourparlers entre les échevins et l'assemblée du Tiers ; enfin, le 20 janvier, le prévôt des marchands convoqua l'assemblée des notables. Il y prononça un très long discours dans lequel il montra que la municipalité s'était occupée de la délicate question des Etats généraux. Il avait fait rechercher tout ce qui s'était fait jadis en pareil circonstance. « Le tableau des députés lyonnais, dit-il, vous convaincra que jamais on n'a refusé au Consulat, non seulement le droit de voter dans les assemblées destinées aux élections, mais encore le pouvoir d'y être élu (2). » Rappelant ensuite l'autorité consulaire en pareille matière, lors de la convocation des Etats de 1614, il terminait ainsi : « Citoyenne dans l'Etat, la ville a des droits à être directement représentée, et indépendamment de l'intérêt qui lui est propre elle a, au besoin, à défendre celui de ses hôpitaux, elle doit, dans l'assemblée nationale, unir ses efforts à ceux de ses citoyens. »

Un mois après, l'ordre de convocation arrivait de la Cour. A Lyon, les élections devaient être le résultat d'un triple vote. Si le roi donna raison au Consulat en

(1) Procès-verbal de l'assemblée du Tiers-Etat, le 12 janvier. — Bibliothèque de la ville.

(2) Archives, BB, 366.

maintenant les assemblées de corporations et en en confiant la présidence à ses membres ainsi que la présidence générale des grandes assemblées du Tiers-Etat, il lui enlevait toute son influence en confiant à la sénéchaussée la direction des élections et en ne l'autorisant pas à être représenté parmi les députés du Tiers.

C'était la fin de la puissance consulaire. Le prévôt des marchands le comprit si bien que, le 31 mars, annonçant à Necker la clôture de la période électorale il disait : « Le dangereux esprit qui depuis quelque temps s'est constamment soutenu, le tumulte, la brigue, l'emploi des moyens indécents ont donné un spectacle qui ne permet pas d'espérer que le retour du calme intérieur suive immédiatement la fin des élections... Dans ce moment où l'esprit d'innovation et de parti a exalté toutes les têtes, il n'est pas étonnant, Monsieur, que les intérêts directs de la ville de Lyon, malgré leur haute importance aient été assez perdus de vue pour qu'on se soit attaché à écarter ses administrateurs d'être appelés à leur défense (1).. »

Le Consulat devait vivre encore quelques mois. Imbert-Colomès fut le dernier échevin qui le dirigea ; en l'absence du prévôt des marchands, il eut à réprimer une émeute vers la fin de 1789, et à lutter encore contre l'esprit d'opposition qui attendait avec impatience la sentence des Etats généraux. Le 14 décembre 1789, paraissait le décret qui devait réorganiser les municipa-

(1) Archives nationales, B, III, 76, p. 533. (Cité par M. Wahl, *la Révolution à Lyon*, p. 76.)

lités dans la France entière et le 12 avril 1790 la nouvelle municipalité, installée en grande pompe en présence du Consulat, remplaçait pour toujours la vieille institution lyonnaise cinq fois séculaire.

LIVRE DEUXIÈME

Attributions juridictionnelles du Consulat

Jusqu'à présent nous avons examiné l'évolution du régime municipal lyonnais à travers cinq siècles ; nous avons vu naître, grandir et disparaître enfin dans la grande tourmente du XVIII^e siècle le corps consulaire. Nous nous sommes généralement placés à un double point de vue en étudiant le Consulat dans ses rapports avec les citoyens et dans ses rapports avec la royauté. S'arrêter là, ce serait croyons-nous faire une étude bien incomplète de ce régime administratif.

Débarrassé de toute question historique, nous allons maintenant rechercher quelles furent les attributions juridictionnelles du Consulat. Ces attributions multiples et importantes ont fait du corps municipal l'un des plus grands rouages administratifs de l'ancienne France.

Chef de la police de la ville, chef de l'approvisionne-

ment, de la santé publique, des poids et mesures, de la voirie, de la police des arts et métiers, des foires; sans compter les petites juridictions particulières, le Consulat formait à lui seul un gouvernement puissant et spécial, un Etat dans l'Etat.

Nous allons prendre chaque branche de son pouvoir et en examiner l'organisation administrative.

CHAPITRE PREMIER

Juridiction relative à la sûreté de la Ville

SECTION PREMIÈRE

Garde de la ville, des clefs, portes et chaînes

•

La garde de la ville, des clefs, portes et chaînes est un des droits les plus anciens de la commune lyonnaise, et pour lequel elle eut dans les débuts le plus à lutter. Ce droit a été revendiqué avant l'existence officielle du Consulat par les procureurs-syndics de Lyon. Dès 1293, nous voyons Rodolphe Cassard, affirmer énergiquement à l'encontre des prétentions de l'archevêque, que les citoyens sont en possession de garder ou de faire garder leur ville (1). Ce privilège est officiellement consacré dans la charte de 1320, à la condition toutefois de prendre le serment des citoyens commis à cette garde. Tous les rois respectent le pouvoir du Consulat, même Henri IV. Ce droit avait une double conséquence. Pendant longtemps les citoyens lyonnais furent, à raison

(1) Chappe, IV, 105.

de cette garde, dispensés de servir dans les armées royales(1); de plus ils profitèrent de cette occasion pour organiser des compagnies de garde dont nous étudierons le fonctionnement dans un instant. Cette garde des clefs de la ville appartenait aux consuls privativement à tous les autres et, à leur sortie de charge, ils devaient les transmettre à leurs successeurs (2). Il y avait un capitaine spécialement affecté à ce service, qui touchait annuellement la somme de 480 livres payée par les receveurs généraux de finances.

A ce droit de garde il faut ajouter une autre attribution du Consulat, celle de gouverner la ville en l'absence des gouverneurs et lieutenants du roi. Ce pouvoir plus moderne fut nettement déterminé par un brevet d'Henri IV, en 1609. Le commandement en chef, en l'absence des officiaux royaux, appartenait en premier lieu au prévôt des marchands et, à son défaut, à l'échevin le plus ancien (3).

Chaque citoyen devait contribuer à la garde de la ville. Aucune exception n'était admise, les ecclésiastiques eux-mêmes devaient, en vertu d'une ordonnance de 1364, prendre la garde à tour de rôle. Il est vrai que cette règle ne dura pas longtemps. De bonne heure les gens d'église en furent dispensés. On établit alors une sorte de roulement pour créer le « service du guet »; chaque personne, de quelque condition ou qualité qu'elle fût, dut aller comme les notables aux portes et barrières,

(1) Chappe, IV, 110.

(2) Chappe, IV, 115.

(3) Chappe, IV, 135.

les jours fixés par des billets émanant des consuls et échevins et qui leur étaient remis par les mandeurs du Consulat. Au xvii^e siècle, nous voyons encore subsister cet usage, et en 1652 notamment, le prévôt des marchands rendit une ordonnance portant injonction aux habitants, sous peine de 50 livres d'amende, de prendre le guet (1).

SECTION II

Troupes pour la défense de la ville

Le Consulat, dès 1447, s'était occupé d'organiser une milice bourgeoise, qui par la suite lui rendit les plus grands services en temps d'émeute. Cette milice fut toujours sous ses ordres. Il divisa la ville en trente-six quartiers, vulgairement appelés pennonages. Chaque quartier possédait une compagnie, commandée par un capitaine pennon. Un roulement était établi pour le service de garde, chaque compagnie devant, à tour de rôle, veiller à la sécurité de la ville entière. En 1746, le nombre des quartiers fut réduit à vingt-huit. Pour être nommé officier de la milice bourgeoise il fallait plusieurs conditions : le postulant devait être né à Lyon et y habiter, ou avoir donné sa « nommée » à l'Hôtel de Ville ; il était enfin obligé de résider dans le quartier où il désirait exercer son emploi. Tous les capitaines

(1) Chappe, IV, 164.

pennons étaient sous les ordres immédiats du capitaine colonel de la milice, dont la résidence était à la capitainerie générale du quartier de Notre-Dame de Confort.

A partir de l'année 1764, le Consulat fut moins sévère pour la nomination des officiers de la milice. Il avait besoin de leur concours et de leur zèle pour se défendre et se faire respecter, aussi décida-t-il de les choisir sur des listes présentées par les quartiers. Le capitaine-colonel fut nommé sur une liste de trois noms, présentés par les chefs des différentes compagnies (1) et put exercer ses fonctions pendant six ans. Enfin, pour donner plus de cohésion à ce corps militaire, les officiers de quartiers furent, par ordonnance consulaire, autorisés à nommer six d'entre eux, qui devaient s'assembler sous la présidence du capitaine-colonel toutes les fois qu'ils le jugeraient nécessaire, pour veiller aux intérêts de la milice (2).

A côté de la milice bourgeoise proprement dite, le Consulat organisa d'autres corps militaires pour la défense de la cité. Il créa la compagnie des arquebusiers. L'origine de cette compagnie est très curieuse. On décida en 1500 (3) que, ceux qui abattraient le papegay que l'on tirait le premier mai de chaque année, seraient obligés de prêter serment entre les mains du procureur secrétaire de la ville de s'assembler toutes les fois que les conseillers de ville l'exigeraient pour la défense et les affaires de la cité. Quelques années plus tard, les

(1) Chappe, IV, 198 *a*.

(2) Chappe, IV, 198 *b*.

(3) Chappe, IV, 203.

conseillers choisirent deux cents arquebusiers, à qui ils permirent, en 1562, de porter dagues et épées. Ces deux cents arquebusiers formèrent la garde du Consulat. Cinquante d'entre eux assuraient le service ordinaire, le reste ne s'armait que sur convocation spéciale. Le Consulat nommait ses officiers au nombre de trois, un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant. Parfois on les envoyait à l'armée au service du roi (1). Ils jouissaient alors d'avantages particuliers : leurs créanciers et les propriétaires des maisons où ils habitaient ne pouvaient, en vertu d'ordonnances consulaires, faire procéder à la vente de leurs meubles pendant un délai de six semaines.

Le Consulat eut de fréquentes contestations avec le bailli de Mâcon au sujet de la nomination du capitaine des arquebusiers. Cet officier royal prétendait avoir le droit de le nommer, mais les conseillers-échevins protestèrent toujours avec la dernière énergie. En 1583, comme preuve de leurs droits sur ce capitaine, ils lui donnèrent un costume spécial, en drap violet, pour assister aux cérémonies, et lui marquèrent une place d'honneur à côté d'eux.

Le Consulat avait enfin le droit de désigner les officiers du guet. Cette compagnie comprenait cinquante hommes, un capitaine chevalier du guet, son lieutenant et trois sergents. Les deux officiers étaient toujours nommés par le roi, mais sur la présentation du Consulat.

(1) C'est ce qui arriva en 1617. Chappe, IV, 213.

SECTION III

Juridiction militaire du Consulat

Les délits concernant la garde bourgeoise étaient jugés par une juridiction militaire spéciale et qui avait un pouvoir souverain. Ce Tribunal militaire, sans appel, se composait du prévôt des marchands, des échevins, et des plus anciens capitaines-pennons (1).

A cette juridiction du Consulat, spéciale aux crimes et délits relatifs à la garde bourgeoise, il faut ajouter le droit qu'avaient les prévôts des marchands et échevins de présider le Conseil de guerre ordinaire où siégeait l'auditeur de camp, juge royal militaire. Le Consulat, en vertu d'un édit royal de 1666, présidait ce Conseil en l'absence du gouverneur et de son lieutenant. Ce fut lui notamment qui, lors du terrible accident survenu sur le Pont du Rhône en 1711, fut chargé de l'instruction de cette affaire.

Pour en terminer avec ce premier chapitre nous dirons qu'à partir de 1634, le Consulat fut autorisé à construire des prisons dans l'Hôtel de Ville pour enfermer tous ceux qui contrevenaient à ses ordonnances sur le guet la garde et la sûreté de la ville (2).

(1) Chappe, IV, 290.

(2) Chappe, IV, 375.

CHAPITRE II

Police ordinaire de la Ville

L'exercice de la police ordinaire a été de tout temps du ressort du Consulat. L'édit, donné par Charles IX en 1572, nous prouve que ce droit appartenait aux conseillers de longue date. Le roi mande en effet « aux consuls et eschevins de la ville de Lyon, estant ceux qui ont toujours eu le fait de police, en singulière recommandation comme chose qui dépend entièrement de leurs devoirs qu'ils aient à procéder à l'exécution dudit édit » (1).

Jusqu'à ce jour les consuls avaient pu librement régler le service de la police. Le roi n'était jamais intervenu à ce sujet. De nombreuses ordonnances avaient été rendues par le Consulat dans différentes circonstances et surtout relativement à l'accaparement soit du blé, soit de toute autre marchandise. En 1556, principalement, les ordonnances consulaires furent remarquables à ce sujet.

La royauté, dès l'année 1572, intervint dans la juridiction de la police. Ordre fut donné au Consulat d'organiser ou plus exactement de réorganiser cette branche de son pouvoir. Chaque année l'autorité consulaire devait nommer des commissaires chargés d'assurer

(1) Chappe, V, 89,

l'exercice de la police dans la ville. Ces commissaires devaient être recrutés parmi les marchands à la double condition, qu'ils fussent des plus notables et qu'ils ne fissent ni le commerce des denrées, ni celui des bois et charbons de pierre. Le siège de la police était à l'Hôtel de Ville. Cette organisation subsista en principe jusqu'au XVIII^e siècle.

Le Consulat eut de nombreux démêlés avec la sénéchaussée relativement aux questions de police. L'édit de Charles IX portait atteinte à ce dernier corps. Quelques années après l'édit de 1572, la sénéchaussée voulut s'occuper de certains faits de police et elle fut, sur la requête du Consulat, déclarée incompétente par un arrêt du Conseil (1). En 1612, le conflit fut beaucoup plus grave, la sénéchaussée soutint que les officiers de police nommés pour la ville ne pouvaient pas connaître toutes causes pour fait de police, leur pouvoir étant limité à la somme de 20 livres. Une consultation de trois avocats du Parlement de Paris trancha la question dans un sens favorable à la ville. Quelques années plus tard un nouveau conflit éclatait. En vertu de l'édit de 1572 le Consulat nomma pour six mois deux juges de police en remplacement de deux autres qu'il révoquait. La sénéchaussée en profita pour soutenir ces deux derniers et entendit leur conserver leurs sièges. La question fut portée devant le Conseil du roi qui, par un arrêt de 1632, débouta complètement la sénéchaussée de ses prétentions (2).

(1) Chappe, V, 91.

(2) Chappe, V, 93, le Consulat avait le droit de nommer tous les officiers de police mais il payait en retour 50,000 livres au roi.

La justice rendue par les commissaires consulaires était gratuite, mais il fallait payer « le procureur du roi en la police », aussi le Consulat racheta-t-il cette charge pour l'unir au corps consulaire et en rendre l'exercice gratuit. Ce rachat fut homologué par un arrêt du Conseil le 28 août 1670 : l'office de procureur du roi était supprimé et le Consulat autorisé à nommer un gradué pour en remplir les fonctions.

Comme on le voit, le Consulat avait bien le plein exercice de cette juridiction mais il se produisait ici ce que nous avons eu déjà l'occasion de constater ailleurs, le phénomène de l'ingérence royale dans les affaires de la ville. Cette ingérence devint manifeste en 1699, Louis XIV réorganisa dans toute la France le service de la police. Il créa partout des offices héréditaires de conseillers, lieutenants généraux de police, procureurs du roi et huissiers. Désirant conserver le pouvoir, le Consulat acheta la finance de ces offices moyennant 180,000 livres et fut maintenu dans son droit de nommer ses officiers de police. Il y eut désormais, un lieutenant-général de la police, un procureur du roi, un greffier, dix commissaires, six huissiers. Tous ces fonctionnaires étaient nommés pour trois ans par le Consulat.

Les attributions du lieutenant général étaient très étendues. Il connaissait tout d'abord de toutes les matières du ressort des commissaires-juges avant 1699 ; de plus, il avait le droit de juger définitivement et en dernier ressort les mendiants (1). Sa juridiction ne s'étendait pas à tout ce qui concernait les manufactures,

(1) Chappe, V, 113. Ce droit lui fut donné en 1724.

les élections des maîtres-jurés, les règlements des arts et métiers, le trafic des blés, les brevets d'apprentissage, ces diverses questions étaient directement tranchées par le Consulat.

Le Consulat étendit la compétence de tous les officiers de police aux faubourgs de Vaise et de la Croix-Rousse, ce ne fut pas sans récrimination de la part des seigneurs justiciers voisins, mais le conseil du roi homologua cette décision.

Pour en terminer, nous dirons qu'en 1745 (1) une ordonnance consulaire divisa la ville en dix quartiers et assigna à chaque commissaire un quartier spécial. C'était une innovation et une amélioration, car jusqu'à ce jour les commissaires faisaient chacun une semaine et exerçaient alors leur surveillance sur la ville entière.

CHAPITRE III

Bureau de la santé

Au moyen âge, les épidémies firent souvent à Lyon de grands ravages. Prévenir leur retour fut un des grands soucis du Consulat. Il dut prendre de nombreuses mesures et institua, à cet effet, une administration sanitaire munie de pouvoirs considérables. Dès 1536, nous voyons le roi valider l'emploi fait par les

(1) Chappe, V, 162.

conseillers, pour la peste et la famine, de sommes provenues des octrois qui leur avaient été accordées pour fortifier la ville (1). Lyon, devenant de jour en jour un centre important de réunion pour les commerçants de l'Europe, il fallut assurer la sécurité aux citoyens au point de vue sanitaire. Le Consulat, dès 1580, organisa le bureau dit bureau de la santé. Ce bureau se composait de notables nommés par les échevins et qui portaient le titre de directeurs de la santé. Un médecin devait assister à toutes ses réunions. Cette juridiction eut dès ses débuts un caractère tout spécial; elle avait des attributions judiciaires. Il fut en effet permis au bureau de la santé de rendre des ordonnances et de frapper d'amende ceux qui y contrevenaient. Dès 1585, les pouvoirs donnés aux directeurs de la santé furent considérablement étendus. Ils purent frapper de peines pécuniaires très fortes toute personne enfreignant leurs ordres, et même prononcer des peines corporelles, à la condition toutefois que cinq directeurs au moins fussent juges et que, parmi eux, il y eut deux magistrats de robe longue (2). Ces peines prononcées devaient être exécutées comme faits de police nonobstant appel. Le produit des amendes servait en temps de contagion à nourrir les malades et, en temps ordinaire, à l'entretien des pauvres hospitalisés dans les deux hôpitaux du grand Hôtel-Dieu et de l'Aumône générale. Le Consulat avait sur cette institution un pouvoir tout puissant, chaque année il arrêtait lui-même les comptes du

(1) Chappe, V, 7.

(2) Chappe, V, 9.

bureau. Il nommait les chirurgiens « pour servir les malades en temps de peste et leur donner des provisions » et ces chirurgiens pouvaient gagner la maîtrise s'ils s'acquittaient bien de leurs fonctions. Nous devons rendre ici un hommage au Consulat qui a pris en temps d'épidémie des mesures dignes d'éloges.

Le pouvoir des commissaires de la santé était redoutable. Nous voyons notamment, en 1629, un arrêt de Parlement intervenir sur un appel, interjeté par un nommé Roland, chirurgien de la santé, d'une sentence de mort rendue contre lui par le bureau (1). Les directeurs de la santé eurent des démêlés avec le lieutenant criminel. Cet officier voulait juger les contrevenants aux ordonnances sanitaires. Le bureau fit appel de cette décision au Consulat qui interdit au lieutenant de troubler cette juridiction. Pour éviter à l'avenir toute discussion entre ces deux pouvoirs de police, le Consulat nomma le lieutenant criminel directeur de la santé et lui donna la présidence du bureau (2).

En 1638, le consulat *fut autorisé par le roi* à nommer autant de commissaires de la santé qu'il le jugerait nécessaire. On devait prendre toujours deux officiers du présidial et le reste parmi les plus notables bourgeois ou marchands. Il fut en outre décidé que les jugements portant une peine capitale seraient rendus par huit membres au moins dont deux seraient des magistrats de robe longue (3).

(1) Chappe, V, 13.

(2) Chappe, V, 16.

(3) Chappe, V, 17.

En 1668, forts de leur autorité, les directeurs de la santé essayèrent de former un corps autonome et de se débarrasser du joug consulaire. Ils changèrent la forme de leurs arrêts qui eurent pour en-tête désormais : « Nous président et commissaires au bureau de la santé... » au lieu de l'ancienne formule : « Nous commissaires pour le fait de la santé... » Une longue lutte s'ensuivit avec le Consulat qui, jaloux de son droit de surveillance, interdit au secrétaire de ce bureau de « recevoir et donner à imprimer aucun acte autrement qu'en la forme donnée par les règlements de 1815 » (1).

Cette institution, très curieuse et bien lyonnaise, vécut jusqu'en 1750, époque à laquelle le bureau fut supprimé.

CHAPITRE IV

Juridiction des Poids et Mesures

Ce privilège est un des plus anciens du Consulat et dès les premières années de sa reconnaissance officielle il eut à lutter contre les archevêques pour le conserver. Le Consulat, en vertu de ce droit, avait en sa possession les matrices des poids et mesures déposées dans ses archives et il déluguait des personnes pour « échantillonner et marquer ». L'archevêque et ses officiers lui con-

(1) Chappe, V, 20.

testèrent dès le ^{xiv}^e siècle ce pouvoir. Ils défendaient aux citoyens d'avoir des poids et mesures « échantillés à une matrice autre que celle au nom de l'archevêque ». Le procureur de la ville interjeta appel de ces ordonnances. La lutte fut excessivement longue. De nombreuses enquêtes furent faites et le débat ne se termina qu'en 1454 (1). L'archevêque prouvait son droit dans dix-neuf articles, le Consulat répondit par un factum de vingt-trois articles. Un arrêt de Parlement intervint en faveur de la ville qui annula toutes les prohibitions archiépiscolales. Malgré cet arrêt, les contestations continuèrent encore longtemps. En 1665 seulement, la question fut définitivement réglée par un arrêt du grand Conseil. L'archevêque avait jusqu'à cette époque conservé dans la ville deux bureaux de poids publics et il forçait les marchands de la Cité à faire peser leurs marchandises dans ses bureaux quand leur poids excédait un quintal.

A partir de 1665 le Consulat eut seul le droit d'avoir des bureaux publics pour les poids et mesures, car, dit l'arrêt, ce droit était une partie importante de la police et, à ce titre, le prévôt des marchands et les échevins devaient seuls nommer les échantilleurs et marqueurs.

Malgré ces longues contestations, il faut dire que de tout temps le Consulat nomma les échantilleurs (2) et sous Louis XIV il acheta fort cher la finance de cet office.

(1) Chappe, V, 290 et suivantes.

(2) Chappe, V, 335 et s.

Une fois débarrassé de son rival l'archevêque, il prit des mesures importantes. Des ordonnances consulaires enjoignirent à tous les marchands de faire marquer chaque année leurs poids et mesures et ce, sous peine d'amende ; de plus, des commissaires spéciaux furent chargés de faire tous les trois mois des visites chez les négociants avec l'échantilleur juré (1).

Comme on le voit, le Consulat s'occupait avec beaucoup de soins de l'intérêt de ses concitoyens. Il défendait ses droits et les leurs avec un intérêt jaloux ; une telle conduite doit lui faire pardonner beaucoup de fautes.

CHAPITRE V

Juridiction de la Voirie

Dès les temps les plus anciens, les opérations de voirie ont été faites par la ville. En 1309, nous voyons déjà les syndics-procureurs donner l'autorisation de bâtir un arc sur le pont de pierre construit sur la Saône.

Presque tous les rois confirmèrent ces droits de voirie. En parcourant l'inventaire de Chappe, au titre de la Grande et Petite voirie, on peut facilement se rendre compte de l'importance de cette juridiction. Le Consu-

(1) Chappe, V, 351.

lat donnait les permissions de construire, rendait des ordonnances d'alignements, etc...

De 1624 à 1630, une longue querelle s'engagea au sujet de la voirie entre le Consulat et les trésoriers de France. La royauté avait attribué aux trésoriers de France tout ce qui relevait de la grande voirie. Les Trésoriers de la généralité de Lyon voulurent alors s'approprier la voirie de la ville et rendirent de nombreuses ordonnances. Ils enjoignirent même au Consulat de leur présenter tous les titres en vertu desquels il s'occupait des alignements et autres opérations de voirie et défendit enfin à tous les citoyens de s'adresser à une autre administration que la leur (1). Le Consulat rendit alors des ordonnances contraires et signifia au « voyer de la ville » de continuer ses opérations comme par le passé. Les trésoriers de France finirent par céder mais ils recommencèrent en 1752 et un arrêt du Conseil trancha la contestation en 1763 (2).

On enleva au Consulat tout ce qui concernait les alignements, les constructions, les réparations des pavés, les avancements des maisons. Il n'eut plus que la construction des édifices et ouvrages publics mais il conserva la juridiction de la police sur toutes les questions de voirie. Son pouvoir était considérablement diminué au profit des officiers royaux.

Avant de terminer ce chapitre nous croyons intéressant de donner quelques renseignements sur l'origine du service d'incendie à Lyon. Les premières ordonnances

(1) Chappe, V, 418.

(2) Chappe, V, 445.

consulaires relatives à cette question remontent à 1517. Il est dit que la ville doit faire achat de seaux et d'échelles. Puis, plus tard on interdit de construire dans les maisons des escaliers en bois et le Consulat, pour parer aux désastres causés par le feu, fit acheter « six seringues et douze échelles » (1). En 1619, chaque capitaine pennon reçut en dépôt un certain nombre de seaux en cuir. La véritable organisation d'un corps spécial remonte à 1677. Le Consulat nomma treize maîtres charpentiers, six habitaient du côté de Fourvière, sept du côté de Saint-Nizier, qui devaient être tenus, dès qu'un incendie éclatait dans leur quartier, d'accourir au premier coup de cloche, sous peine de vingt livres d'amende. Chaque maître charpentier recevait dix sols pour un incendie à la condition toutefois de produire un certificat de l'officier pennon du quartier sinistré. Si un des maîtres charpentiers du côté de Fourvière allait porter secours dans le quartier de Saint-Nizier il ne devait exiger aucune rémunération (2).

En 1705, le Consulat ordonna à chaque capitaine pennon d'acheter une pompe portative aux frais des habitants, c'est une des dernières ordonnances relatives à la matière.

(1) Chappe, V, 497.

(2) Chappe, V, 499.

CHAPITRE VI

Juridiction relative à l'Approvisionnement

Le Consulat s'est toujours réservé cette juridiction. Il a, dès les temps anciens, pris à sa charge l'approvisionnement de la ville et a eu jusqu'en 1700 la police des grains.

Une des plus grandes occupations des consuls au moyen âge fut la traite des blés. Sans cesse des mesures importantes devaient être prises pour assurer à la ville cette denrée si précieuse. On autorisait les négociants à tirer le blé des pays voisins dans l'intérêt même de la cité, on demandait au roi des permissions spéciales pour faire lever en Bourgogne des quantités considérables de grain. Le Consulat veillait également à l'entrée du blé. Tout marchand devait indiquer où se trouvaient ses dépôts, quelle en était la contenance et il était obligé de justifier par acte authentique de tous ses achats. Le Consulat avait créé pour le service un officier spécial, le châtelain de la Grenette qui devait marquer sur un registre spécial l'état et le prix du grain ; de plus, il inspectait tout le blé qui rentrait en ville et était destiné à la Grenette ou halles publiques.

Fréquemment la disette produisit beaucoup de ravages à Lyon ; voulant remédier à ces inconvénients et prévenir de nouvelles catastrophes, le Consulat créa en 1580 un grenier commun où l'on mettait en réserve du blé

acheté dans les environs. Cette innovation ayant rendu beaucoup de services, on créa en 1643 un service permanent et spécial qui porta le nom de Chambre de l'Abondance. Ce service était sous la dépendance directe du Consulat. Huit notables étaient nommés par les consuls, ils portaient le titre de directeurs de l'Abondance ; dans leurs réunions ils étaient présidés par un échevin actuellement en charge. Sauf la première année où le renouvellement se fit par moitié à la Saint-Jean et à la Saint-Jean-Baptiste, il fut décidé que les directeurs de l'Abondance seraient nommés pour une durée de deux ans et l'on devait suivre pour leur nomination les règles en usage pour le rectorat de l'Hopital général.

Les directeurs avaient pour mission d'acheter les blés et grains nécessaires et devaient les faire enfermer dans les greniers communs dont ils gardaient les clefs. Les denrées étaient achetées avec l'argent avancé par les directeurs et les sommes prêtées par le Consulat. Ces provisions de blé étaient conservées en prévision de périodes de disette ; néanmoins, quand elles devenaient par trop considérables, le prévôt et les échevins en autorisaient la vente. Les boulangers de la ville étaient alors obligés d'acheter leurs grains à l'Abondance tant qu'il y en avait ; le Consulat essaya même de forcer les communautés séculières et régulières à prendre leur blé à l'Abondance, il y eut de violentes protestations de la part du clergé qui finit par obtenir gain de cause.

En temps de disette cette institution était excellente. Les pouvoirs des directeurs étaient alors considérables, ils avaient le droit de prononcer la peine de mort contre les boulangers qui revendaient le blé qui leur était

délivré pour la subsistance (1). Avec l'autorisation du Consulat, ils pouvaient faire saisir tout le blé qui se trouvait aux environs de Lyon et le faire conduire dans la ville.

Chaque année le trésorier-secrétaire de la Chambre d'Abondance arrêtaient les comptes et les soumettaient au Consulat qui les approuvait.

CHAPITRE VII

Juridiction de Police du Consulat sur les Arts et Métiers

Cette juridiction est une des plus anciennes et des plus importantes du Consulat. Il l'a toujours exercée avec le plus grand soin et a défendu avec vigueur, à toute époque, la liberté du travail à Lyon, alors que la France entière était soumise aux lois rigoureuses des jurandes et des maîtrises.

Le pouvoir juridictionnel du Consulat sur les arts et métiers peut s'analyser en deux mots : il avait la police des arts et métiers, et il nommait les maîtres des métiers qui devaient, ou concourir à l'élection des magis-

(1) Chappe, V, 465. Voir également sur ce sujet le règlement de 1643, imprimé à Lyon, 1667. Bibliothèque de la ville, fonds Coste, n° 350.965.

trats municipaux, ou surveiller les abus et dresser les contraventions chez les artisans.

Tous les syndicats constatent ce double pouvoir du Consulat, et une lettre patente de Charles VI, en 1395, nous apprend que les consuls l'ont exercé de toute ancienneté⁽¹⁾. De bonne heure, les archevêques essayèrent de se substituer au Consulat dans la police des arts et métiers, toutes leurs tentatives furent vaines. Charles VI, venant au secours de la ville, enjoignit au bailli de Mâcon, en 1395, de « faire défense à l'archevêque de ne rien innover sur les visites chez les maîtres des métiers, que les consuls ont seuls le droit de faire ». Malgré l'ordre royal, le juge ordinaire du pouvoir archiépiscope soutint, pendant longtemps encore, les artisans, et les encouragea à se mettre en jurandes, à s'assembler sans l'autorisation des conseillers de ville. Le roi intervint de nouveau, et défendit « aux artisans et gens de métier de faire aucune assemblée, délibération ou règlement concernant leur art sans l'assistance et le consentement des dits conseillers »⁽²⁾. Indépendamment des corporations d'arts et métiers, il se forma peu à peu, au début du xvi^e siècle, des « confréries de gens de métier ». Ces associations, autorisées par le Consulat, se plaçaient sous la protection d'un même saint et comprenaient plusieurs métiers. Bientôt elles devinrent une source de conflits et de désordres, et l'autorité consulaire dut, en 1529, lors de la grande rebeyne, les supprimer complètement.

(1) Chappe, VI, 9.

(2) Chappe, VI, 10.

Le Consulat intervenait à chaque instant dans la vie intime des corporations. Il protégeait les ouvriers contre les maîtres, les apprentis contre les compagnons et réglementait parfois le travail. Son pouvoir était absolu à cet égard. C'est ainsi qu'en 1571, il défend à tout maître de métier d'ouvrir boutique « s'il n'a fait preuve de suffisance » (1); ou bien il lui défend de s'associer sans permission, ni directement, ni indirectement, avec des étrangers; ou encore, c'est une ordonnance consulaire, décrétant que les maîtres de chaque communauté devront rendre leurs comptes d'après les formes prescrites par leurs règlements et ce, en présence d'un échevin et du procureur du roi, afin que ces magistrats puissent apprécier lesdits comptes.

Quand les rois voulurent, dans un but fiscal, établir des maîtrises à Lyon, ville non jurée, le Consulat protesta avec la dernière énergie. On allait, dit-il, détruire tout le commerce, entraver l'initiative privée. Chaque ouvrier avait eu de tout temps le droit de venir travailler à Lyon sans avoir besoin de faire un chef-d'œuvre (2), et ce droit, les consuls-échevins prétendaient le leur conserver. Malgré ces protestations, malgré les députations en Cour, le roi Henri III maintint Lyon comme ville jurée. Cette exception à un privilège plus que séculaire dura de 1581 à 1606; à cette époque, Henri IV, revenant sur un édit de 1597 qui approuvait la mesure contraire, décida que la ville de Lyon serait maintenue

(1) Chabpe, VI, 69.

(2) Les orfèvres, barbiers et serruriers faisaient exception à cette règle.

dans l'exemption des maîtrises et dans les franchises dont elle avait joui de tout temps.

La sénéchaussée, jalouse des droits considérables du Consulat sur les arts et métiers, prétendit au xviii^e siècle exercer sur eux la juridiction contentieuse. Le litige, porté devant le Conseil du roi, fut ainsi résolu : il fut décidé que toutes les matières et contestations concernant les règlements et statuts des arts et métiers, les contraventions à ces règlements, susceptibles d'une justice sommaire, tout cela serait du ressort du Consulat ; mais, s'il fallait « écrire et produire », les officiers de la sénéchaussée étaient seuls compétents. On diminuait l'autorité du Consulat. Quelques années après, en 1676, le prévôt des marchands et les échevins finirent par obtenir l'intégrité de leur ancien pouvoir. Un arrêt du Conseil décida que tous les artisans et ouvriers demeureraient justiciables du Consulat pour *tout ce qui concernait* les arts et métiers, et que ce corps en connaîtrait *privativement* aux officiers de la sénéchaussée et à tous les officiers du roi... Peu de temps après (1), une ordonnance consulaire affirmait la toute-puissance de la Municipalité dans ces matières : toute contestation, relative à la police des arts et métiers, devait être, à l'avenir, jugée par jugement dernier et par trois membres du Consulat, sans qu'il fût besoin d'un gradué si la cause n'excédait pas 150 livres. Dans le cas contraire, ou si la matière méritait une procédure extraordinaire, on renvoyait l'affaire devant le tribunal

(1) Chappe, VI, 26.

de la Conservation qui jugeait, en dernier ressort, jusqu'à 500 livres.

La justice ainsi rendue par le Consulat était gratuite. Un jour par semaine, le mercredi, on ne s'occupait que de cette juridiction : on entendait les rapports des maîtres, on statuait sur les abus et les contraventions, on faisait exécuter les règlements (1), on allait même jusqu'à juger les contraventions insérées dans les procès-verbaux des inspecteurs ambulants des manufactures (arrêt du 18 septembre 1736). Cette juridiction consulaire avait, comme on le voit, un double caractère civil et criminel.

Un édit du roi vint, en 1777, transformer complètement l'organisation des corporations d'arts et métiers en créant les jurandes. Le Consulat qui, à cette époque, était l'esclave de la royauté ne protesta que faiblement. Il conserva encore ses fonctions de police mais il ne jugea plus souverainement, il devenait un simple Tribunal de première instance et les appels se portaient devant le Parlement de Paris (2).

Malgré tout, il faut rendre justice au Consulat qui, grâce à son opiniâtreté dans la lutte, a pu, pendant plusieurs siècles, écarter de Lyon le régime des jurandes et des maîtrises, et permettre le libre exercice du travail. Grâce à cette liberté, le commerce de Lyon s'est développé rapidement, les étrangers, en affluant vers notre ville, ont importé de nouvelles industries et contribué, par là-même, à sa grandeur et à sa prospé-

(1) Archives Municipales. F.F, I, f° 102,

(2) Chappe, VI, 62^d.

rité. Les consuls et les échevins plus tard, tout en administrant leur ville, n'ont jamais perdu de vue les intérêts matériels de Lyon et pour leur honneur on peut dire qu'ils ont contribué dans une large mesure à faire de leur cité le premier centre du commerce français sous l'ancien régime.

CHAPITRE VIII

Juridiction du Consulat sur les foires. —

Le Tribunal de la Conservation (1)

Nous avons vu jusqu'à présent, en étudiant les diverses attributions du Consulat, que presque toutes furent peu à peu absorbées par l'autorité royale. La plupart de ces juridictions au début, relevant directement du Consulat et de lui seul, sont au XVIII^e siècle à la merci du pouvoir royal qui, en créant les offices héréditaires, ne respecte ni les traditions, ni les droits internes de la cité. Un phénomène en sens inverse se produit en ce qui concerne la juridiction des foires. Cette juridiction, purement royale au début, deviendra peu à peu entièrement municipale et sera même aux XVII^e et XVIII^e siècles l'un des pouvoirs les plus importants du Consulat.

(1) Voir l'ouvrage de M. Vaesen. *La Juridiction Commerciale à Lyon sous l'ancien régime*. Lyon, 1879.

Cette matière étant très longue et très complexe, nous examinerons successivement les points suivants : Dans un premier paragraphe nous donnerons quelques détails sur l'organisation des foires à Lyon, sur les officiers préposés à l'exercice de la juridiction commerciale ; puis, dans une deuxième section, nous examinerons l'édit de 1655 réunissant le Tribunal de la Conservation au Consulat, enfin nous étudierons la compétence civile et criminelle de ce Tribunal et la procédure employée.

SECTION PREMIÈRE

Les Foires à Lyon. Le Conservateur et le Gardiateur des foires

Au moyen âge le commerce était attiré dans les pays de Champagne et de Brie par suite des grandes foires qui s'y tenaient plusieurs fois par an. Quand arriva la décadence de ces dernières, vers la fin du ^{xiv}^e siècle, Lyon devint leur héritière naturelle. Le régent, sur la prière des citoyens lyonnais, accorda en 1419, deux foires à l'instar de celles de Champagne. Devenu roi quelques années plus tard, il porta leur nombre à trois avec une durée de vingt jours chacune. Ces privilèges spéciaux ne duraient que la vie d'un roi ; à chaque nouvel avènement il fallait obtenir une nouvelle confirmation. Louis XI confirma les édits de son prédécesseur et créa même une quatrième foire. Toutes les nations étaient conviées à ces grands rendez-vous, hormis l'Angleterre, l'éternelle ennemie. Pendant une période de quatre

années, les foires de Lyon furent transportées à Bourges, le Consulat n'ayant pas voulu, pendant la minorité de Charles VIII, fournir une rente annuelle de 4.000 livres au jeune roi. En 1494, par lettres patentes, elles furent définitivement rétablies avec tous leurs privilèges.

En quoi consistaient ces foires et quels en étaient les privilèges ? Ces foires étaient des foires franches, c'est-à-dire exemptes de tous les droits que l'on percevait à l'occasion de l'achat, de la vente, du transport des marchandises (droit d'entrée, droit de sortie). De plus les marchands étrangers jouissaient de certains privilèges. Ils avaient la faculté de tester et étaient exemptés des droits d'aubaine, de marques, de représailles. Tout commerçant étranger qui venait aux foires de Lyon pouvait disposer par testament de ses biens mobiliers. Si le testament était nul, ou si le marchand mourait sans avoir testé, tous les biens qu'il laissait en France n'étaient soumis, ni au droit d'aubaine, ni au droit de déshérence : ils devaient revenir à leurs héritiers légitimes qui, bien qu'habitant l'étranger, lui succédaient. Enfin, en cas de guerre avec le roi et les souverains du pays du marchand fréquentant les foires, ses biens n'étaient pas soumis au droit de représailles (1).

Le dernier privilège de ces foires consistait à soumettre tous les marchands, étrangers, ou régnicoles, à la juridiction de la Conservation tant au demandeur qu'au défendeur.

Afin de donner une idée exacte de ce Tribunal et de son organisation, nous croyons utile d'indiquer rapide-

(1) Lettres patentes d'Henri, 3 mars 1583. Chappe, VIII, 143.

ment quels furent les officiers qui exercèrent la justice commerciale jusqu'en 1655.

Les foires de Lyon amenant dans cette ville un grand nombre de marchands il fallut, dès le début, prendre des mesures de police à seule fin d'assurer l'ordre. Il est très probable qu'au début on prit modèle sur l'organisation des anciennes foires de Champagne. Il y eut un chancelier des foires et des clerks de foire ou gardes (1). Ce n'est qu'à partir de Louis XI que l'organisation de la juridiction des foires devient un peu précise. Ce roi nomma le bailli de Mâcon, juge-conservateur ; il devait juger toutes les contestations qui s'élevaient entre les marchands d'une part, entre les marchands et les officiers du roi d'autre part (2). En 1464, un nouveau règlement permit au Consulat d'intervenir. Les conseillers eurent le droit de nommer une personne notable « qui se prendra garde lesdictes foires durant, qu'aucun sergent ne fasse extorsion ou vexation auxdits marchands ». Cette personne notable devait résoudre amiablement les difficultés et si elle ne pouvait y arriver elle nommait deux arbitres. Indépendamment du droit de choisir ce représentant municipal, les conseillers avaient encore la police des foires.

Comme on le voit, le Consulat avait une faible part dans cette juridiction ; de plus il était très malaisé pour le bailli de Mâcon de s'occuper de la justice foraine de Lyon. Un changement dans cette organisation devenait absolument nécessaire. Ce changement eut lieu quand

(1) Archives municipales, FF, 277.

(2) Chappe, IX, 10,

Charles VIII, revenant sur sa décision de 1484, accorda à nouveau l'autorisation de rétablir les quatre foires dans notre ville. Désormais le bailli de Mâcon ne fut plus juge-conservateur, ce fut un officier royal spécial qui remplit cette fonction ; le Consulat n'eut plus le droit de nommer cet arbitre si utile. Le nouveau Tribunal de la Conservation comprit jusqu'en 1655 un juge-conservateur, un lieutenant, un procureur, deux avocats du roi. Il ne faut pas croire que ce nouveau règlement allait enlever tout espoir au Consulat ; s'il n'avait plus le droit de nommer des arbitres il pouvait en tout cas nommer comme échevin le juge-conservateur lui-même. C'est ce qui se fit presque constamment jusqu'en 1655.

SECTION II

Réunion du Tribunal de la Conservation au Consulat

Depuis longtemps le Consulat cherchait à s'emparer du Tribunal de la Conservation. Les marchands eux-mêmes réclamaient cette réforme, alléchés par l'espoir d'une justice gratuite. L'édit d'union qui réalisa ce vœu, si impatiemment attendu, fut promulgué au mois de mai de l'année 1655. Le Consulat avait d'abord racheté toutes les charges, puis il députa plusieurs de ses membres à Paris pour exposer les motifs qui le faisaient agir. Les villes de Paris, Toulouse, Rouen avaient toutes le droit de nommer les consuls des marchands, pourquoi Lyon se voyait-il refuser un pareil pouvoir ? De

plus, les échevins indiquaient dans leur factum un projet de réforme et combattaient une idée que l'on prêtait au roi de vouloir se réserver la nomination de deux juges-conservateurs, alléguant « qu'il n'était pas juste que le Consulat ayant achapté bien chèrement les susdits offices de conservateur et de lieutenant, n'eust la disposition entière et ne demeurast maistre absolu de ladicte juridiction sans partager icelle avec le roy, qui, cela étant, ne manquerait un jour d'en dépouiller les dits sieurs (1). »

En réponse à ce mémoire, le roi signa le célèbre édit d'union du mois de mai 1655. La Conservation devenait une juridiction essentiellement consulaire.

Ce Tribunal complètement réorganisé se accompagnait ainsi qu'il suit : Il y avait onze juges-conservateurs. Le prévôt des marchands et les quatre échevins étaient juges de plein droit. Les six autres juges étaient pris parmi les anciens échevins, les marchands ou les bourgeois. Ils étaient renouvelables par moitié chaque année et le roi déclarait se réserver la nomination annuelle de deux d'entre eux, à savoir, un pour le quartier de Fourvière, un pour le quartier de St-Nizier. Les autres juges, au nombre de quatre, étaient directement nommés par le Consulat.

La présidence de ce Tribunal devait appartenir au prévôt des marchands s'il était gradué en droit, et ce, privativement à tout autre. Si le prévôt n'était pas gradué, la présidence appartenait à l'échevin le plus ancien gradué, à défaut, on appelait alors un officier du

(1) Cité par M. Væsen, page 71.

présidial pour instruire, juger et présider pendant l'année seulement, tant qu'il n'y avait pas de gradué. Le Consulat avait enfin le droit de nommer deux gradués comme avocats du roi.

L'Edit approuvait et confirmait l'acquisition faite par le prévôt et les échevins des charges de juges-conservateurs, d'enquêteurs... et il décidait que les jugements rendus par le Tribunal de la Conservation seraient exécutoires dans tout le royaume. Ce Tribunal devenait l'une des plus grandes juridictions lyonnaises. L'incorporer au Consulat c'était exciter la jalousie de la sénéchaussée et du présidial. De longues querelles de compétence éclatèrent avec le Consulat et il fallut pour les trancher un arrêt du Conseil du roi qui, le 23 décembre 1668 décida que les juges-conservateurs devaient connaître, privativement à tous les officiers de la sénéchaussée, du présidial, « de tous les procès mus et à mouvoir sur le fait du négoce ». C'était faire de ce nouveau Tribunal un véritable parlement commercial. L'année suivante l'édit du mois de juillet érigeait en loi du royaume l'Edit de 1668 et était enregistré par ordre royal dans tous les Parlements. On supprimait définitivement l'office de procureur du roi et le Consulat devait nommer un officier gradué qui rendrait gratuitement la justice.

SECTION III

Compétence de la Conservation. — Procédure.

A

Compétence de la Conservation

Ce Tribunal avait une compétence très étendue et très curieuse. Juridiction d'attribution avant tout, c'est-à-dire connaissant de certaines matières à l'exclusion de tous les autres Tribunaux, elle remplissait le double rôle de juge commercial et de juge criminel.

Au début, avant l'édit de réunion, sa compétence ne durait que pendant les foires seulement ; ce n'était qu'un Tribunal d'occasion et non un pouvoir judiciaire permanent. A partir de 1655 elle fonctionne sans discontinuité.

Les juges conservateurs ont en premier lieu la police des foires et le droit de faire des règlements. En matière civile ils connaissent de toutes les affaires concernant le commerce, ils sont compétents pour les demandes en cessions de biens et nous avons un exemple frappant de leur autorité. Un arrêt des Grands Jours de Clermont cassa un jugement du présidial comme étant mal motivé et le renvoya devant la Conservation (1). L'édit

(1) Chappe, IX, 130.

de 1669, qui a accru leur pouvoir, leur permit de connaître, à l'exclusion de tous les autres juges, « des causes de tous ceux qui achèteroient des marchandises pour les revendre, ou qui porteroient bilan et tiendroient des livres de marchands, ou qui stipuleraient des paiements en temps de foires pour raison des faits de foires et de marchandises ». Ils sont juges souverains en matière de lettres de répit, de banqueroutes, de faillites et déconfitures ; ils défendent à tout marchand créancier ou débiteur d'accorder clandestinement des attermoiements à l'insu de la justice en cas de faillite. Ils ont la connaissance de tous les faits de police sur les rivières et tranchent toutes les contestations relatives à ce sujet.

La compétence en matière criminelle est de beaucoup la plus curieuse. Ils jugent criminellement « en toutes circonstances et dépendances, soit en temps de foires ou hors foires, pourvu que l'une des parties fût marchand ou négociant et que ce fût pour fait de négoce, marchandise ou manufacture ». Nous avons des jugements rendus par ce Tribunal qui prononcent des peines très sévères, notamment la peine de mort. Un certain Jean Duplantier fut condamné à la pendaison pour avoir dérobé des perles à la princesse de Talmont ; commet-on des larcins ou des vols pendant les foires, les juges conservateurs instruisent l'affaire ; des marchands viennent-ils à discuter et à se battre, c'est encore la juridiction criminelle de la Conservation qui tranche la solution. Le lieutenant criminel ne peut en aucun cas troubler l'exercice de cette juridiction, défense lui en fut faite par le roi en 1668. En cas de banqueroute ou de faillite frauduleuse, les juges conservateurs

pouvaient procéder criminellement contre les faillis « auxquels et à leurs complices ils feraient et parfairent leurs procès suivant la rigueur des ordonnances et à l'exclusion de tous les autres juges » (1).

Le tribunal de la Conservation jouissait de privilèges très étendus. Il connaissait de l'exécution de ses jugements, qui s'exécutaient tous les jours, à toute heure et en tout lieu, dans toute la France, sans visa ni *pareatis*.

Jusqu'à 500 livres il jugeait en dernier ressort, au-dessus de cette somme les jugements étaient exécutoires par provision nonobstant appel; le Tribunal d'appel était le Parlement de Paris.

Les juges conservateurs avaient le droit « d'interposer des décrets » sur les immeubles de leurs justiciables en quelques provinces du royaume qu'ils fussent situés et ils pouvaient procéder à la distribution du prix de ces immeubles et des deniers provenant des effets saisis (2). Les créanciers qui « avaient sentence et obligation de procéder par contrainte de corps dans les prisons ordinaires ou de biens meubles » furent autorisés de les faire vendre sans obtenir lettres de *pareatis* et « si les meubles ne suffisaient pas, ils pouvaient faire saisir les immeubles, les mettre en criée et subhastation qui se feraient par le juge conservateur des foires, à la charge toutefois que les criées des biens soient certifiées sur les biens et rapportées par devant le juge conservateur » (3).

(1) Cité par M. Vaesen, p. 109.

(2) Archives de la ville, FF, 458.

(3) Archives de la ville, FF, 458.

En 1662, un arrêt du 4 avril décida que non seulement on devait traduire devant la Conservation ceux qui en étaient justiciables par la nature de leurs créances, bien que domiciliés dans les ressorts des Parlements provinciaux, mais encore on pourrait « y attirer leurs débiteurs et leurs créanciers, de quelque province qu'ils se trouvent domiciliés ».

Enfin, en 1669, un édit du roi consolida les juges dans leur pouvoir d'interposer des décrets. Cet édit maintint les juges conservateurs dans la possession où ils étaient de faire les ventes judiciaires des immeubles par saisies, criées, ventes et adjudication par décret; ils pouvaient, à l'exclusion de toute autre juridiction, distribuer les sommes provenant de ces opérations entre les opposants et autres créanciers affirmant leurs droits.

La Conservation s'est, indépendamment de sa compétence judiciaire, occupée avec un grand soin des règlements sur le change, alors si important à Lyon. Ce fut elle qui réglementa les échéances, variant avec l'importance du prix à payer de six mois à deux ans. Le premier règlement pour la place des changes ne parut qu'en 1659 (1), il ne nous est pas parvenu. Un second règlement de 1667 nous permet de donner quelques renseignements sur cette législation (2).

Les paiements avaient lieu le premier de chaque mois quand ce jour n'était pas férié. L'ouverture se faisait en

(1) Chappe, IX, 486.

(2) Ce règlement a été imprimé à Lyon, 1678, in-4 (Vaesen, page 149).

la présence du prévôt des marchands et des échevins, à deux heures de l'après-dîner; on pouvait accepter jusqu'au 6 seulement et après, protêt était dressé, pour défaut d'acceptation.

Afin d'établir le prix du change, une deuxième assemblée se réunissait le trois du mois, et examinait, toujours sous la présidence du Consulat, la valeur de l'argent d'après le chiffre des créances. Une fois le cours arrêté, des courriers partaient annoncer dans les diverses places d'Europe quel était le cours officiel.

En matière de faillites et banqueroutes, le Tribunal de la Conservation avait une puissance considérable et était armé de pouvoirs redoutables. Dès le ^{xv}^e siècle, le juge-conservateur avait fait retirer aux banqueroutiers le droit d'asile dont ils jouissaient dans l'église de Notre-Dame de Confort. On procédait extraordinairement contre eux et on pouvait les condamner au carcan et au pilori. Une instruction spéciale était ouverte contre le marchand banqueroutier et s'il était reconnu « suffisamment convaincu d'avoir prémédité », on le condamnait à mort en cas de coutumace, et aux galères à perpétuité dans le cas contraire.

Si l'on était très sévère pour les débiteurs frauduleux, on accordait, en revanche, beaucoup de facilités aux débiteurs malheureux. Ils pouvaient transiger avec leurs créanciers : c'est le concordat de nos jours. Comme en général la contrainte par corps existait contre tout débiteur, ceux qui voulaient transiger devaient demander un sauf-conduit à leurs créanciers et, en cas de refus de ces derniers, ils s'adressaient alors à la Conservation. De même que de nos jours, l'accord qui

survenait entre le débiteur et les créanciers devait être homologué par la Conservation; cet accord, une fois homologué, était obligatoire pour tous, même pour les créanciers non signataires. Notre Code de commerce (article 516) a reproduit la même mesure.

B

Procédure en vigueur

Pour avoir une idée de la procédure en vigueur au Tribunal de la Conservation il faut se reporter à un petit ouvrage rédigé et imprimé sur l'ordre des juges conservateurs. Nous voulons parler du « Stile de Jurisdiction établie en la Conservation » (1). Avant la réunion de la Conservation au Consulat la procédure était des plus rapides, mais quand les juges de robes longues furent admis dans ce Tribunal les formalités et les lenteurs firent leur apparition. Il faut, pour plus de clarté, distinguer la procédure civile et la procédure criminelle.

En ce qui concerne la procédure civile nous savons que ce Tribunal connaissait de tous les pactes, contrats, conventions verbales ou écrites passés entre marchands pour faits de marchandises; il s'occupait en outre des différends entre les marchands sur l'achat ou la distribution des marchandises achetées, des sociétés, des

(1) Archives municipales, F F, 406, in-12.

atermoiemens, faillites, etc., etc. — Comment fonctionnait ce Tribunal?

Il fallait adresser une requête ou une demande libellée; l'assignation devait être faite en présence de deux témoins, mais quand elle s'adressait à un habitant de Lyon on remplaçait l'exploit écrit par une simple citation verbale. Une fois cette opération faite, les parties devaient se présenter et en cas de défaut on renouvelait la citation dans les huit jours. Après ce deuxième délai on ne prononçait pas encore le défaut, dans les trois jours on assignait un troisième fois et ce n'était qu'à l'expiration de ce dernier délai que « le défaillant était condamné par provision à garnir et à consigner dans les mains du demandeur ».

Quand le défendeur est présent il a trois jours pour répondre aux prétentions du demandeur; au bout des trois jours s'il garde le silence il est réputé défaillant.

Supposons les parties en présence, devant le Tribunal de la Conservation. Elles peuvent invoquer des exceptions. La Conservation écartait toujours certaines d'entre elles, notamment l'exception de committimus qui devait, disait-elle, cesser en faveur des privilèges du commerce. Elle n'acceptait généralement qu'une seule exception, celle que l'acheteur opposait au vendeur au détail qui réclamait un paiement d'une dette dont l'existence était de plus de six mois. C'était dans un but de célérité.

Une fois les exceptions rejetées, les parties procèdent par demandes et par réponses en laissant un intervalle de trois jours entre chacune d'elles. Cette partie de la procédure épuisée, le jugement est rendu quand le

litige n'excède pas la somme de 250 livres. Dans le cas contraire, les juges peuvent alors ordonner une « enquête solennelle » et faire vérifier les livres de commerce.

Quand tout est terminé, le jugement intervient, il est exécutoire par provision nonobstant appel.

Cette procédure était assez longue, aussi en 1686 un règlement intervint-il pour faire accélérer la marche des procès. On en profita pour prendre des mesures très énergiques contre les étrangers que l'on put faire amener de force devant les juges, et il fut permis d'user envers eux de la contrainte par corps.

En matière criminelle, la procédure était beaucoup plus expéditive. Tout crime commis par un marchand ou contre un marchand était jugé par la Conservation ; toute question de faux poids et mesures, toute contestation sur les marchandises falsifiées, tout cela était réglé par les juges conservateurs.

Pendant longtemps, les parties furent obligées de comparaître en personne ; à partir du 10 août 1738 (1) seulement, un arrêt du Parlement autorisa les avocats lyonnais à plaider à la Conservation les questions de droit et autres matières importantes « dans lesquelles les juges croiront leur ministère nécessaire ».

Disons enfin, pour terminer, que la juridiction de la Conservation était exempte de tout droit de contrôle, les juges pouvaient prononcer sans que leurs actes fussent l'objet d'aucune surveillance (2) ; elle était encore

(1) Archives municipales, FF, 413.

(2) Chappe, IX, 421.

également exempté de tout droit de taxe et des offices de nouvelle création.

Ainsi que nous venons de le voir la juridiction de la Conservation était une des plus importantes attributions du Consulat. Comme l'a dit M. Vaesen, « elle tenait lieu à Lyon d'un parlement vingt fois demandé et jamais obtenu, elle a enfin contribué pour sa bonne part à créer cette jurisprudence dont notre Code de commerce est devenu l'expression légale et définitive ».

Ce qu'il y a de plus curieux dans cette juridiction, c'est son caractère criminel. Pourquoi lui a-t-on accordé le pouvoir de juger en pareille matière ? Nous croyons expliquer ce droit extraordinaire en rappelant, qu'au début, le sénéchal était juge conservateur et avait en sa qualité de représentant royal une autorité générale sur toutes les questions litigieuses. Officier de police et juge de robe courte il s'occupait aussi bien du civil que du criminel. Quand on créa un juge conservateur spécial on lui donna toutes les anciennes attributions du sénéchal en matière foraine, il hérita de son pouvoir criminel et ce fut, croyons-nous, l'origine de la législation criminelle du Tribunal de la Conservation.

Ses jugements, exécutoires partout, étaient respectés même à l'étranger et ses arrêts faisaient force de loi. Juridiction essentiellement lyonnaise et qui était le grand et l'unique Parlement commercial de France sous l'ancien régime, la Conservation formait comme une école préparatoire pour les futurs prévôts des marchands et échevins, que l'on prit l'habitude de recruter parmi les juges conservateurs sortis de charge.

CHAPITRE IX

Juridictions particulières du Consulat

Pour en terminer avec les attributions juridictionnelles du Consulat, nous dirons quelques mots sur certaines petites juridictions qui, pour la plupart datent du xvii^e siècle.

I

Juridictions sur les chargeurs, facteurs et commissionnaires de marchandises

Le Consulat a toujours eu la nomination des chargeurs, facteurs.... Ils formaient une classe à part et avaient le monopole de ce genre de travail. En 1705, Louis XIV supprima toutes ces charges et créa des offices héréditaires de courtiers, facteurs; commissionnaires, rouliers et muletiers avec la permission de prélever un droit de 1 sol par livre d'objets transportés. Le Consulat qui se voyait enlever un droit qu'il avait toujours eu protesta énergiquement et obtint gain de cause (1). Il put de nouveau nommer à ces divers emplois; les charges furent réunies au corps consulaire

(1) Chappe, IX, 685.

qui supprima le droit de 1^{er} sol par livre comme étant préjudiciable aux intérêts du commerce. Un bureau de facteurs commissionnaires fut enfin créé et les voituriers, rouliers, furent obligés d'aller s'y inscrire dès leur arrivée à Lyon et de mentionner le nombre de leurs voitures et de leurs chevaux.

II

Juridiction sur les Mouleurs, Visiteurs, Compteurs de Bois

Louis XIV créa, en 1692, trente offices de jurés mouleurs, visiteurs et compteurs de bois à Lyon. Le prévôt des marchands et échevins avaient le droit de faire exécuter l'édit en première instance seulement. La Cour des ordres servait de Tribunal d'appel. Quelques années plus tard, le commerce des bois devenant de plus en plus important, un édit du roi créa trente offices d'aides aux mouleurs et leur attribua la moitié des droits accordés aux jurés mouleurs (1). Ce fut le Consulat qui eut le droit de les nommer.

En 1772 tous ces offices furent supprimés et l'on rattacha complètement ce service au corps de ville pour une durée de trente années.

En vertu des ordonnances consulaires il était défendu de faire rentrer du bois en ville, soit la nuit, soit le jour, sans une déclaration au bureau des mouleurs, indiquant

(1) Chappe, IX, 693.

la quantité et la qualité de la marchandise. Si l'on enfrenait cet ordre on pouvait prononcer la confiscation des bois.

III

Bureau de Contrôle de la Draperie

Le Consulat avait le droit de nommer des agents spéciaux chargés de contrôler les étoffes, c'étaient les « visiteurs du bureau de la draperie ». Il devaient saisir toutes les pièces d'étoffe qui ne contenaient pas « à la tête et à la queue » le nom de l'ouvrier ou du fabricant, l'indication de son domicile. Le Consulat était juge en dernier ressort. Toutes les étoffes devaient passer par ce bureau et étaient soumises à un droit de 5 sols par balle de draperie fine, et 3 sols par balle de draperie ordinaire. En plus de ce droit on percevait encore une taxe pour les plombs que l'on mettait en signe de garantie sur les marchandises.

Cette juridiction est antérieure au XVII^e siècle. De nombreux actes nous montrent au moyen âge, le Consulat exerçant son contrôle sur les drapiers.

IV

Juridiction pour les Rentes aliénées de l'Hôtel de Ville (1)

Cette juridiction a toujours appartenu au Consulat. Les trésoriers de France essayèrent, en 1650, de mettre

(1) Archives de la Ville, FF, 723.

la main sur ce service et voulurent organiser quelque chose de spécial pour le paiement des rentes constituées sur l'Hôtel de Ville. Le prévôt et les échevins se pourvurent devant le Conseil du roi et obtinrent un arrêt qui ordonna au fermier des gabelles de remettre entre les mains des payeurs de rentes, les fonds nécessaires pour les paiements.

L'année suivante, un arrêt du 9 janvier décida définitivement que cette juridiction serait du ressort exclusif du Consulat.

CONCLUSION

Le Consulat lyonnais est une des plus curieuses institutions de l'ancien régime. Il fut unique dans toute la France et par son organisation originale et par son pouvoir considérable. Véritable Etat dans l'Etat, il députait ses membres soit auprès du roi de France, soit auprès des nations voisines pour traiter avec eux des questions politiques et commerciales de la plus haute importance. Le Consulat, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, fut plus qu'un corps municipal, ce fut un corps gouvernemental. Sa juridiction s'étendait sur toutes choses, il jugeait, il administrait, il était en un mot l'image même du pouvoir absolu.

A côté de lui avait grandi un autre pouvoir qui peu à peu allait l'étouffer : le pouvoir royal. Nous pouvons maintenant, en quelques mots, montrer le phénomène curieux qui s'est produit dans la lutte du roi et du Consulat. Au début, consuls et roi, unissent leurs efforts pour lutter contre le pouvoir ecclésiastique ; cet ennemi commun réduit à l'impuissance, les deux nouveaux vainqueurs vont chercher à s'emparer de l'administration de la ville et de la justice ; pendant plus d'un siècle il s'établit un équilibre entre les deux forces, puis la centralisation se faisant, l'ennemi du dehors étant repoussé,

l'équilibre se rompt, le roi ne respecte plus rien, intervient dans la vie intime de Consulat et lui signe par ce fait son arrêt de mort.

Ce sont alors les emprunts, les ventes d'offices, les dons gratuits, c'est partout la main royale fauchant des institutions séculaires, remplaçant le droit par l'arbitraire, supprimant l'indépendance politique du Consulat pour ne lui laisser qu'un pouvoir d'administrateur perpétuellement surveillé par l'intendant et le gouverneur.

Malgré tout, nous devons dire, pour l'honneur des anciens conseillers et échevins, que, si parfois ils furent obligés d'endetter la ville de Lyon, poussés par les demandes pécuniaires du roi toujours de plus en plus pressantes, ils ont néanmoins administré sagement, ils se sont occupés avec beaucoup de zèle du développement industriel et commercial de la ville, ils ont créé des hôpitaux, les ont admirablement organisés, ils ont enfin contribué dans une large mesure à assurer à Lyon la place qu'elle occupe aujourd'hui parmi les villes françaises.

VU :

Lyon, le 9 mai 1900.

Le Doyen de la Faculté,

Président de la Thèse

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 12 mai 1900.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

GABRIEL COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I

Sources inédites

Archives de l'Hôtel de Ville de Lyon

1° *Registres consulaires*. — Deux séries : la série AA est consacrée à la correspondance du Consulat avec le roi, les princes et les différentes autorités. Elle contient également tous les grands faits politiques auxquels s'est trouvé mêlé le Consulat.

La série BB contient les procès-verbaux des séances consulaires et les syndicats ou procès-verbaux d'élections.

N.-B. — Quand nous renverrons à ces deux sources nous indiquerons souvent les numéros du registre seulement, la pagination n'existant pas pour certains qui ne sont que des collections de documents détachés.

2° *Inventaire général des pièces de l'Hôtel de Ville* par Chappe. — 22 volumes manuscrits, ouvrage de la fin du XVIII^e siècle, qui est très précieux parce qu'il contient beaucoup de copies de documents aujourd'hui disparus.

II

Documents édités

Cartulaire municipal d'Etienne de Villeneuve, édité par
M. C. Guigue, en 1876, in-4.

III

Histoire générale

MENESTRIER. — *Histoire consulaire de la ville de Lyon*, in-fol.,
1696, Lyon (1 vol.).

BROSSETTE. — *Eloge historique de Lion* (Des origines à 1711),
Lyon, 1711 (1 vol.).

PARADIN. — *Histoire de Lyon*, Lyon, 1573 (1 vol.).

MONFALCON. — *Histoire monumentale de la ville de Lyon*
(8 vol., grand in-4), Paris 1866.

CLERJON. — *Histoire de Lyon*, 1824-1837 (6 vol., in-8).

PERICAUD. — *Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon*,
Lyon, 1838 (3 vol.). Chaque volume étant une série de
brochures, classées par ordre de date, nous indiquerons seule-
ment l'année dans nos renvois.

Ouvrages spéciaux

BONNASSIEUX. — *De la réunion de Lyon à la France* (1 vol., in-8),
1874, Paris.

CAILLEMER. — *Rapports sur le concours ayant pour objet l'his-
toire des institutions municipales* (1 fascicule in-8, 47 pages),
Lyon 1883.

- GUIGUE. — *Bibliothèque historique du Lyonnais* (1 vol. in-12), Lyon 1886. (La grande rebeyne, une erreur historique.)
- MARC-GUYAZ. — *Les Institutions municipales de Lyon avant 1789* (1 vol. in-12), Paris, 1884.
- VITAL DE VALOUS. — *Œuvres diverses : Les Terriers*, Lyon, 1882 (in-2); *Les familles consulaires*, Lyon, 1863 (in-8); *L'église Saint-Jacquème*, Lyon, 1881 (in-8).
- VAESEN. — *La juridiction commerciale à Lyon sous l'ancien régime* (1 vol. in-8), Lyon, 1879.
- WAHL. — *Les premières années de la Révolution à Lyon*, Lyon 1894.
-

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	7
--------------	---

INTRODUCTION.....	9
-------------------	---

Lyon sous la domination de l'archevêque et des comtes du Forez. — Lyon sous la domination de l'Eglise. — Origines de la Commune. Lutte de 1269 entre le Chapitre et les Citoyens ; la Cinquantaine, organisation officieuse de la Commune. Les Philippines. Résistance des citoyens. Charte de 1328. Enregistrement solennel de la Charte municipale à l'Ile-Barbe en 1336.

LIVRE PREMIER

Evolution historique du Consulat

CHAPITRE PREMIER. — Le Consulat de 1336 à 1500...	37
---	----

Section I. — Le Consulat dans ses rapports avec la cité.....	38
--	----

Caractère démocratique de cette période. — Nomination des consuls, leurs pouvoirs, syndicats de 1352, 1355. Organisation de 1447 ; tendance aristocratique du Consulat ; création des exécuteurs du Conseil ; finances de la ville ; le Consulat achète l'Hôpital du Pont du Rhône.

Section II. — Le Consulat dans ses rapports avec la royauté.....	56
Deux forces en présence. Résistance du Corps consulaire contre les empiètements royaux. Ingérence de la royauté à partir de 1400. Secours financiers demandés par le roi, opposition du Consulat. Edit de 1495, ses conséquences.	
CHAPITRE II. — Le Consulat pendant le xvi ^e siècle....	69
Section I. — Le Consulat et les citoyens.....	69
Consommation du caractère aristocratique. Influence des terriers dans la nomination des consuls. — Mouvements populaires de 1515, 1529. Triomphe définitif de l'aristocratie consulaire. Œuvres du Consulat : l'Aumône générale ; réorganisation de l'Hôtel-Dieu ; le Collège de la Trinité.	
Section II. — Le Consulat et le Roi.....	78
La royauté ne se borne plus à contrôler. Rapports financiers du Roi et du Consulat. Règlement d'Henri II.	
Section III. — Le Consulat sous la Ligue.....	85
Indépendance absolue du corps consulaire.	
CHAPITRE III. — Le Consulat de 1595 à 1764.....	88
Section I. — Le Consulat et le Roi.....	88
Monarchie absolue. Perte de l'indépendance politique du Consulat. Edit de 1595, ses conséquences. Rapports financiers. Emprunts. — Louis XIV, vente des offices ; Louis XV : les dons gratuits. Le Consulat marche vers sa ruine.	
Section II. — Le Consulat en lui-même.....	100
Cérémonial. Election du prévôt et des échevins. Les oraisons doctorales de la Saint-Thomas. — Privilèges personnels du Consulat.	
CHAPITRE IV. — Le Consulat de 1764 à la Révolution.	110
Section I. — La réforme de 1764. — Appréciation de cette réforme.....	110
Section II. — Fin du Consulat — Détresse financière. Son rôle dans les élections des Députés du Tiers-Etat aux Etats généraux.....	118

LIVRE II

Attributions Juridictionnelles du Consulat

CHAPITRE PREMIER. — Juridiction relative à la Sûreté de la ville.	129
Section I. — Garde de la Ville, des clefs et des portes.....	129
Section II. — Troupes pour la défense de la Ville.....	131
Section III. — Juridiction militaire du Consulat.....	134
CHAPITRE II. — Police ordinaire de la Ville.....	135
CHAPITRE III. — Bureau de la Santé.....	138
CHAPITRE IV. — Juridiction des poids et mesures.....	141
CHAPITRE V. — Juridiction de la Voirie.....	143
CHAPITRE VI. — Juridiction relative à l'approvisionnement	146
CHAPITRE VII. — Juridiction des Arts et Métiers.....	148
CHAPITRE VIII. — Juridiction de la Conservation des foires.....	153
Section I. — Les foires à Lyon. Le Conservateur et le Gardiateur des foires.....	154
Section II. — Réunion du Tribunal de la Conservation au Consulat	157
Section III. — Compétence du Tribunal de la Conservation. Procédure	160
CHAPITRE IX. — Juridictions particulières du Consulat.	169
1 ^o Juridiction sur les Chargeurs, Facteurs, Commissionnaires de Marchandises.....	169
2 ^o Juridiction sur les Mouleurs, Visiteurs, Compteurs de Bois.	170
3 ^o Bureau du Contrôle de la Drapeaie.....	171
4 ^o Juridiction pour les rentes aliénées de l'Hôtel de Ville....	171
CONCLUSION.....	173
BIBLIOGRAPHIE.....	175

Imprimerie MOUGIN-RUSAND. — WALTENER et C^{ie}, successeurs
3, rue Stella — Lyon
